

Benoît XVI entame son règne

□ Le cardinal allemand Joseph Ratzinger devient le 265^e pape



Le cardinal allemand Joseph Ratzinger, champion des conservateurs, a succédé hier à Jean-Paul II. C'est sous le nom de Benoît XVI qu'il a été applaudi et longuement acclamé par quelque 100 000 fidèles en liesse.



Yves Therrien

YTherrien@lesoleil.com
AU VATICAN

En même temps, il faisait mentir l'adage « Qui entre pape au conclave en resort cardinal » et donnait raison à tous ceux ayant fait le décompte des voix en sa faveur au cours des derniers jours.

Les premiers mots du nouveau pape

■ C'est sous un tonnerre d'applaudissements, après trois séances de vote seulement, que le cardinal Joseph Ratzinger est apparu devant des dizaines de milliers de personnes. Il portera dorénavant le nom de Benoît XVI.

En même temps, il faisait mentir l'adage « Qui entre pape au conclave en resort cardinal » et donnait raison à tous ceux ayant fait le décompte des voix en sa faveur au cours des derniers jours.

Les premiers mots du nouveau pape

de 78 ans étaient teintés d'humilité et son visage semblait beaucoup plus détendu que lors de ses dernières apparitions publiques : « Après le grand pape Jean-Paul II, les cardinaux m'ont élu moi, un humble et simple ouvrier de la vigne du Seigneur. Je suis consolé de savoir que le Seigneur sait œuvrer et agit aussi avec des instruments insuffisants. Et avant tout, je

m'en remets à vos prières. » Son intronisation devrait avoir lieu dimanche. « C'est une délicatesse de Dieu d'avoir fait si rapidement pour choisir un successeur », affirme le recteur du Collège pontifical canadien, le père Marcel Demers, l'un des rares Canadiens à qui il a été possible de parler en soirée, tellement le réseau des téléphones cellulaires était encombré.

Malgré une certaine controverse autour de sa candidature, le choix du cardinal Ratzinger, chef de file des conservateurs, pourrait être meilleur que ses détracteurs le laissent supposer.

Voir **RÈGNE** en A 2 >

Plus d'information Pages A 2, A 3, A 4, A 5, A 6, A 7, A 16 et A 17.

COMMISSION GOMERY

Document secret gênant pour Martin

RAYMOND GIROUX

RGiroux@lesoleil.com

MONTREAL — Dès l'été 1995, soit avant même le déclenchement du référendum québécois, des employés de Paul Martin étaient de mèche avec le comité du Non pour élargir une campagne publicitaire du Bureau fédéral de développement régional pour le Québec (BFDRQ) et y intégrer des objectifs de visibilité du gouvernement fédéral.

Était-il aussi hors circuit qu'il l'a dit à propos de stratégie référendaire ?

de son témoignage devant le juge John Gomery dans le contexte de l'enquête sur les commandites.

Voir **DOCUMENT** en A 14 >

Plus d'information Page A 12

À LIRE AUJOURD'HUI

■ **Encore une hausse substantielle de l'assurance médicaments** Page A 8
Les primes du régime public d'assurance médicaments risquent encore d'augmenter plus vite que l'inflation en juillet.

LA QUESTION DU JOUR

@ **QU'EN PENSEZ-VOUS ?**

Quelle conclusion doit-on tirer de l'élection du cardinal Ratzinger ?

ÉCRIVEZ-NOUS À opinion@lesoleil.com
Pour que votre commentaire soit publié, vous devez fournir votre nom, votre adresse et votre numéro de téléphone.

SOMMAIRE

Agenda	B 6	Horoscope	B 7
Bandes dessinées	B 7	Loteries	A 2
Bourses	C 8	Météo	S 16
Bridge	S 15	Mot mystère	B 7
Chroniqueurs		Mots croisés	B 7
Alain Dubuc	A 16	Petites annonces	S 11
Jean-Simon Gagné	A 5	Décès	C 10
Décès	C 10	Télévision	B 2

MÉTÉO

Max. 12, min. -2
Nuageux avec averses cessant en matinée.
Détails page S 16.

Accumulation de neige (avant hier)

Ce mois-ci : 10,7 cm Lan dernier : 1,4 cm
Cet hiver : 266,5 cm L'hiver dernier : 283,8 cm

QUÉBEC,
109^e ANNÉE, N° 111
FLORIDE, 1,89 \$ US
MONTREAL,
OTTAWA 87¢
PLUS TAXES



65¢ PLUS TAXES 6 27657 00073 5

Une importante promotion attendrait M^{gr} Ouellet

Benoît XVI en ferait un proche collaborateur

YVES THERRIEN

YTherrien@lesoleil.com

ROME — Maintenant que le cardinal Ratzinger a été élu pape et qu'il doit nommer ou confirmer les responsables des différentes congrégations, le cardinal Marc Ouellet occuperait sous peu un poste important dans la curie romaine, selon ce que LE SOLEIL a appris de sources bien informées à Québec et à Rome.

Très bon ami du pape Jean-Paul II, qui l'avait nommé cardinal huit mois seulement après l'avoir désigné archevêque de Québec, le cardinal Ouellet serait aussi un très bon ami du nouveau pape Benoît XVI, qui voudrait en

faire un proche collaborateur, sinon son bras droit.

Selon ces informations, M^{gr} Ouellet pourrait devenir secrétaire d'État ou encore préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi, poste qu'occupait le cardinal Ratzinger avant le décès de Jean-Paul II.

De plus, le cardinal Angelo Sodano, d'Italie, ancien secrétaire d'État, aurait remis sa démission à l'approche de ses 75 ans, mais elle aurait été refusée par Jean-Paul II. Les deux postes seraient donc libres.

Le cardinal Ouellet aurait de fortes chances puisque c'est un théologien

Voir **OUELLET** en A 14 >



LUNETTES **FLY**® GRATUITES!*

Valeur de
90\$

QUÉBEC
1220, boul. Charest O,
681-4646

LES SAULES
3755, boul. Hamel
871-6740

LÉVIS
155, route Kennedy,
833-3282

VANIER
385, rue Lavoie,
683-1010

BEAUPORT
639, rue Clémenceau,
661-1212

AUTOPNEU
AUCLAIR

* À l'achat de 4 paires.
Choix de modèles disponibles.
Jusqu'à épuisement des stocks.

ACTUALITÉS

BENOÎT XVI ENTAME SON RÈGNE

Un néoconservateur qui voit loin, rappellent ses proches

MARC SEMO

Envoyé spécial de Libération

ROME — Son regard est d'un bleu métallique, son sourire toujours pincé et, malgré deux décennies de séjour romain, il continue à parler italien avec un fort accent allemand.

Préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi (l'ex-saint-office) depuis 1981 et inflexible gardien du

dogme, le cardinal Joseph Ratzinger, 78 ans, est un prélat aux prises de positions tranchées.

Pendant deux décennies, il a implacablement traqué toute déviance au sein de l'Église, poursuivant de ses foudres aussi bien les « marxistes » de la théologie de la libération, tel le franciscain brésilien Leonardo Boff, que des théologiens par trop hétérodoxes, dont l'Allemand Hans Küng, coupable d'avoir remis en cause le dogme de l'infailibilité pontificale. Cela a valu à l'ex-archevêque de Munich le surnom de *panzerkardinal*.

Ceux qui le connaissent bien assurent aussi qu'il a un certain humour. Lui-même dit vouloir « n'être ni le Grand Inquisiteur, ni Cassandre ». Ce qui ne l'empêche pas de tonner contre les dérives de la modernité. Chargé par Jean-Paul II mourant de rédiger les textes de méditation du chemin de croix pour la Semaine sainte, il avait dressé un réquisitoire contre les « souillures » et « l'orgueil » d'une Église comparée « à une barque prête à couler, une barque qui prend l'eau de toute part ». Dans son homélie lors de la messe précédant l'ouverture du conclave, il avait fustigé « la dictature du relativisme », c'est-à-dire le fait de se laisser emporter ici et là par n'importe quel vent de doctrine.

S'il semblait le grand favori, la plupart des vaticanistes estimaient pourtant qu'il n'arriverait pas à recueillir la majorité des deux tiers à cause de ses positions trop conservatrices. « C'est un néoconservateur », souligne Sandro Magister, vaticaniste de l'hebdomadaire *L'Espresso*, qui dresse le parallèle avec l'entourage du président américain, George W. Bush : pour beaucoup

d'ex-gauchistes passés à l'extrême opposé. De son propre aveu, Joseph Ratzinger a lui-même été « retourné » par mai 68. Jusque-là, il avait été plutôt un théologien moderniste. Ce qui n'était pas évident au vu de sa biographie.

Il est né le 16 avril 1927 dans la région de Passau, en Bavière, dans une famille solidement catholique avec un père commissaire de gendarmerie. Adolescent, il aurait été contraint, comme la plupart des petits Allemands de son âge, à entrer dans les Jeunesses hitlériennes, mais le fait n'a jamais été confirmé. En revanche, à la fin de la guerre, il a porté l'uniforme de la Wehrmacht, assigné d'abord à une batterie antiaérienne puis à un central téléphonique. Démobilisé, il a repris ses études, de philosophie puis de théologie, à Munich. C'est alors qu'est née sa vocation.

En 1951, il est ordonné prêtre et poursuit une carrière universitaire. Il commence à enseigner à l'Université de Tübingen. Là, il connaît Hans Küng, avec qui il est plutôt ami, et il a pour élève Leonardo Boff.

Dans les années 60, quand débute, à l'initiative de Jean XXIII, le grand *aggiornamento* du concile Vatican II, le jeune Ratzinger est un des maîtres à penser du cours nouveau insufflé à l'Église. Il est l'un des piliers de la revue *Communio* qu'animent de très grands théologiens, comme Henri de Lubac ou Hans-Urs von Balthazar. Ce courant veut une ouverture ancrée dans la tradition. Ratzinger apparaît comme un talent prometteur.

Son intelligence et sa détermination plaisent. Sa carrière est rapide. Il est nommé par Paul VI en 1977 archevêque de Munich, diocèse important qui



L'ex-archevêque de Munich, (ici en 1982), avait été surnommé « panzerkardinal ».

lui garantit de devenir rapidement cardinal. Dès 1981, Jean-Paul II l'appelle au Vatican pour l'installer dans le palais de l'ex-saint-office.

Les deux hommes sont proches. Karol Wojtyła, passionné de philosophie, reconnaît ses lacunes théologiques. Le pape polonais, convaincu de la nécessité de répondre au défi du marxisme, sait pouvoir compter sur un homme qui rappelle volontiers que « l'une des hontes de notre temps sont les régimes communistes, arrivés au pouvoir au nom de la liberté de l'homme ».

Ratzinger, comme le pape, estime nécessaire une reprise en main de l'Église après les tourments et les divisions qui ont suivi Vatican II. Il n'hésite pas à critiquer ouvertement certaines des innovations liturgiques nées du concile, comme la messe où l'officiant fait face aux fidèles. Mais il a suivi Jean-Paul II dans son dialogue avec le judaïsme, affirmant les responsabilités « d'une insuffisante résistance de la part des chrétiens à cause de l'antijudaïsme présent dans les âmes de certains d'entre eux » par rapport à l'Holocauste.

Ces deux dernières décennies, le cardinal Ratzinger a tonné avec encore plus de vigueur que le pape contre l'homosexualité, le mariage des prêtres, l'ordination des femmes, voire l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, la qualifiant « de décision contre l'histoire ». Ses appels contre l'avortement ont été aussi fréquents que musclés. Sa vision du monde a le mérite de la clarté.

« Plus une religion s'assimile au monde, plus elle devient superflue », affirmait-il l'an dernier à l'hebdomadaire *Panorama*, expliquant que les mouvements chrétiens qui font concurrence à l'Église, comme les évangélistes, « sont en plein essor, parce qu'ils défendent bec et ongles les grandes valeurs morales contre l'évolution des mentalités ». Mais si le *panzerkardinal* est un homme aux convictions bien arrêtées, ceux qui le connaissent soulignent aussi son réalisme. Les plus optimistes veulent même croire que, grâce à son prestige de gardien du dogme, il pourra lancer quelques-unes des réformes dont l'Église a cruellement besoin.

► Le pape Benoît XVI



JOSEPH RATZINGER

Chef de file des conservateurs et gardien intrinsèque du dogme

- Allemand
- Né le 16 avril 1927 à Marktl-am-Inn (Bavière)
- 1951 : ordonné prêtre
- 1977 : archevêque de Munich, nommé cardinal par Paul VI quatre mois plus tard
- 1981 : Jean-Paul II le place à la tête de la Congrégation pour la doctrine de la foi, héritière de la sainte inquisition
- 2002 : doyen des cardinaux
- 19 avril 2005 : élu 265^e pape de l'histoire par 115 cardinaux au deuxième jour

INFOGRAPHIE AFP - LE SOLEIL

La Lingère

PROFITEZ DE NOS PRIX EXCEPTIONNELS POUR APPORTER UN AIR DE PRINTEMPS À VOTRE INTÉRIEUR !



ENSEMBLE HOUSSE JACQUARD BAMBOU

49.⁹⁵

Jumeau 1 cache-oreiller

Toile texturée ton sur ton, coloris naturel qui apporte une touche de calme à tous les décors. Coton et polyester facile d'entretien. Formats surdimensionnés. Ensembles comprenant 2 cache-oreillers : double 69,95, grand 79,95, très grand 99,95



JETÉ CARREAUX TOUCHER CACHEMIRE

9.⁹⁹

50x70 pouces

Apparence de grand luxe, prix absolument dérisoire pour un jeté exclusif à La Lingère. Fibre acrylique qui reproduit de façon saisissante la texture, la finesse et la douceur du cachemire. Tons de fuchsia, caramel, bleu, charbon et tons épicés.



NAPPES IMPRIMÉES

9.⁹⁹

Tous les formats

À prix de solde imbattable, un choix impressionnant de jolies nappes en coton imprimé ou à tissage jacquard dans une variété de coloris qui se marient à tous les décors. Serviette de table coordonnée .99



ENSEMBLE DE DRAPS EN COTON LUXUEUX

49.⁹⁵

Jumeau 1 taie

Des prix imbattables pour des draps en pur coton peigné 320 fils au pouce tissé en rayures ton sur ton qui vous offre une souplesse extraordinaire, un confort incomparable et une apparence distinctive. Blanc, lin, ivoire. Ensembles comprenant 2 taies : double 69,95, grand 79,95, très grand 99,95



DRAP «PERCALE PLUS» 200 FILS AU POUCE

7.⁹⁹

Jumeau chacun

Des prix vraiment dérisoires pour des draps pure mode de qualité Simons. Tissage dense 50% coton 50% polyester, doux, confortable, facile d'entretien. 23 coloris pour tous les décors. Double 13,99, grand 19,99, très grand 29,95, 2 taies standard 10,99, 2 très grandes taies 12,99



COUSSIN DÉHOUSABLE BOUTONS COCO

9.⁹⁹

À prix vraiment exceptionnel, l'item déco accent par excellence. Faites votre choix parmi une collection de 13 coloris unis qui se marient à tous les décors. Coton brut, fermeture à boutons de coco.

RÈGNE

Suite de La Une

Pour l'abbé Robert Gauthier, sulpicien et résidant au Collège pontifical canadien, il faut accueillir ce choix du cardinal Ratzinger comme un don. Un don qu'il faudra apprécier et découvrir avec le temps.

« S'il était perçu comme un homme rigide, analyse-t-il, c'est qu'il était le gardien de la doctrine de la foi comme préfet de cette congrégation. Il a des qualités que nous découvrirons et apprécierons, lorsque nous le connaissons mieux. Chose certaine, il incarne un roc pour la foi catholique et il a su montrer son humilité dès le départ. »

La réaction du père Demers est semblable. Lui aussi estime que le nouveau pape pourrait étonner les catholiques. « Il ne faut pas s'inquiéter. Ce n'est pas le même rôle d'être gardien de la doctrine ou pasteur du peuple de Dieu. Il aura la grâce pour jouer son rôle tout en étant fort différent de ce qu'a été Jean-Paul II. Déjà, ce soir, les nombreux jeunes de la foule scandaient son nom, « Benetto », en applaudissant. »

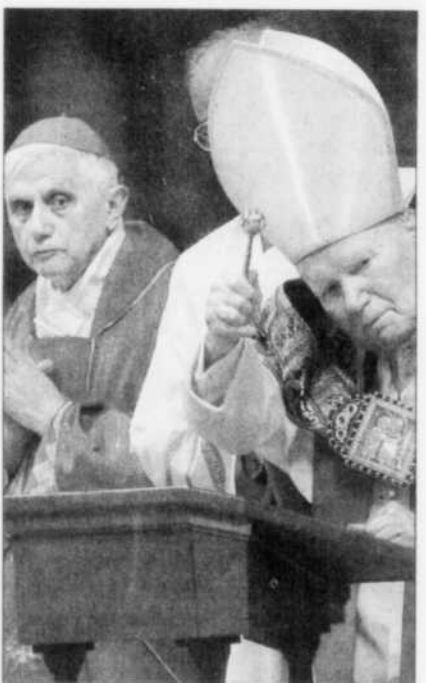
PLACE SAINT-PIERRE

Il y a eu une longue incertitude vers 17 h 50, lorsque les premières volutes de fumée ont jailli, la fumée n'étant pas tout à fait blanche sans être noire et la foule ne sachant pas si elle devait applaudir ou montrer son découragement. C'est seulement 15 minutes plus tard, avec la volée des cloches, que la nouvelle était vraiment confirmée. L'Église avait son nouveau pape.

« C'est une grande joie », disaient les gens au milieu de la place. Les cardinaux ont montré que l'Église était toujours unie en procédant à une élection aussi rapide, disaient plusieurs autres.

Deux jeunes catholiques américaines de l'Utah, à peine dans la vingtaine, Danielle Deveraux et Kerry Bradwisch, étaient tout émuës en voyant le pape Benoît XVI. Pour elles, venues à Rome spécialement pour le conclave, comme plusieurs autres personnes interrogées, il s'agissait d'un moment historique unique au monde. Elles sautillaient de joie tellement elles étaient heureuses et émuës.

Presque en même temps que les clo-



Le cardinal Ratzinger alors qu'il célébrait la messe avec le pape Jean-Paul II à Rome le 11 septembre 2002.

ches cessaient de sonner, deux jeunes Français se frayaient un chemin dans la foule. Entendant la clameur alors qu'ils étaient à visiter le château San Angelo, à près de deux kilomètres du centre de place Saint-Pierre, ils ont couru à perdre haleine pour voir et applaudir à tout rompre le nouveau pape.

Un prêtre de Rome, Giuseppe Pellegrini, était particulièrement heureux de la rapidité de l'élection. « Un signe que l'Esprit agit toujours. »

Réaction analogue pour le frère Paul Hubert, de Montréal, accompagné de prêtres et de frères des Légionnaires du Christ. « L'Esprit de Dieu a fait un choix et nous suivrons ce pape jusqu'au bout. » Plus encore, il souligne que la prochaine Journée mondiale de la jeunesse qui se tiendra à Cologne, dans le pays du pape, est « une chance extraordinaire pour toute la jeunesse qui s'y rassemblera. »

Bamone Dirégine, religieuse congolaise de la communauté de Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus, jubilait : « C'est une grande joie. Le monde entier est ici, lance-t-elle en montrant les drapeaux de divers pays. Il continuera ce que Jean-Paul II n'a pu terminer. »

Mais un jeune couple de Romains, Stefano Vidoli et son épouse Francesca, souhailait quelqu'un de plus modéré que le cardinal Ratzinger, un pape moins à droite et plus ouvert aux besoins du monde moderne. Ils ont quitté les lieux en entendant son prénom, « Joseph ».

Tard hier soir, il y avait encore une grande foule dans la place pour célébrer l'élection du nouveau pape. Pendant ce temps, les cardinaux participaient à un banquet. Aujourd'hui, en matinée, les trois cardinaux canadiens tiendront une conférence de presse.

simons

• QUÉBEC PLACE STE-FÉY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES STE-UR • LAVAL CARREFOUR LAVAL • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

Loto Québec		Résultats	
Tirage du 2005-04-19		Tirage du 2005-04-19	
01 04 08 14 18 21 24 25 27 30		01 04 08 14 18 21 24 25 27 30	
33 36 42 43 47 58 59 60 64 67		33 36 42 43 47 58 59 60 64 67	
Tirage du 2005-04-19		Tirage du 2005-04-19	
888 4325		NUMERO 323756	
PROCHAIN GROS LOT		8 000 000 \$	

BENOÎT XVI ENTAME SON RÈGNE

RÉACTION DES ÉVÊQUES DU QUÉBEC

« Il devra faire un tour du monde »

CLAUDE VAILLANCOURT
Cvailancourt@lesoleil.com

■ Le président de l'Assemblée des évêques du Québec, M^{re} Raymond Saint-Gelais, croit que le nouveau pape, le cardinal Joseph Ratzinger, « aura besoin de faire un tour rapide du monde » pour se mettre au fait des différentes réalités régionales et culturelles qui composent l'Église catholique.

À tout le moins, Benoît XVI aura besoin de tendre l'oreille aux remarques que lui formuleront les évêques, ajoute l'évêque de Nicolet.

Pour le président de l'assemblée épiscopale, le fait que le cardinal Ratzinger ait occupé pendant longtemps la fonction de préfet de la Congrégation de la doctrine de la foi transmet de lui une image sévère. « C'est l'une des tâches les plus ingrates de la curie romaine », affirme M^{re} Saint-Gelais, « car il doit rester fidèle à la tradition de l'Église ».

« Vingt et un ans dans une corporation, c'est long », ajoute M^{re} Saint-Gelais. « On peut comprendre les choses différemment quand on reste dans un bureau. Le pape Jean-Paul II voyageait alors que le cardinal Ratzinger surveillait les choses à Rome. »

Pour lui, il est clair que le nouveau pape « devra amorcer un dialogue avec les évêques des pays », s'il veut relever de brillante façon le défi qui s'offre à lui.

« Les évêques du Québec devaient rencontrer le pape en 2006 », rappelle M^{re} Saint-Gelais. Il dit ignorer si ce rendez-vous, fixé sous Jean-Paul II, sera respecté ou

si le nouveau prélat devancera les consultations avec ses évêques.

« L'Océanie, l'Afrique, le Canada, le Québec, ce sont autant de cultures différentes. Il va falloir qu'il aborde la réalité concrète des cultures, si l'on veut que le lien entre la culture et la foi se fasse », estime M^{re} Saint-Gelais.

L'évêque de Nicolet ne peut dire s'il a été surpris par la désignation du cardinal Ratzinger. « On le savait, avant et pendant le conclave, qu'il était un candidat sérieux. Mais quand j'ai appris qu'un pape était élu, dès midi (heure du Québec), je me doutais que ce serait lui. Ou il passait rapidement ou le conclave allait durer plusieurs jours. »

« On le présente comme un pape de transition à cause de son âge », conclut M^{re} Saint-Gelais. « Jean XXIII avait, lui aussi, été présenté comme tel. Et il a eu le temps de faire des choses extraordinaires. »

Comme le reste des catholiques du monde, M^{re} Saint-Gelais s'interroge enfin sur la nature du pontificat qu'attend Benoît XVI. « On se posait aussi la même question pour Jean-Paul II. »

La Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) s'est quant à elle empressée d'adresser un message d'encouragement au nouveau pape Benoît XVI.

« Votre tout nouveau ministère suscite plus que jamais l'intérêt du monde entier, qui constitue véritablement un village planétaire en raison des communications quasi instantanées qui sont transmises par Internet et les médias de masse », a déclaré dans un communiqué le président de la CECC et archevêque de St-Jean, à Terre-Neuve, M^{re} Brendan O'Brien.

Avec la Presse canadienne



Des religieuses et plusieurs pèlerins célébraient l'élection de Benoît XVI, à la place Saint-Pierre, hier.

► L'Église catholique

LES CATHOLIQUES DANS LE MONDE PAR RÉGION (en % de la population régionale)



POPULATION MONDIALE : 6,314 milliards



RÉPARTITION DES CATHOLIQUES



LES REPRÉSENTANTS DE L'ÉGLISE (2003)

Cardinaux	183
Évêques	4599
Prêtres	405 450
Ordinations	9317
Séminaristes	112 373

QUELQUES CHIFFRES

	1978	2001
Paroisses	202 723	216 736
Baptêmes	16 979 094	17 355 643
Mariages	4 125 264	3 362 680

L'unité de l'Église en danger, selon des théologiens

ÉRIC MOREAULT
Emoreault@lesoleil.com

En choisissant l'Allemand Joseph Ratzinger comme 265^e pape, les cardinaux ont pris un pari qui risque de secouer l'Église catholique et de mettre en danger son unité, estiment des théologiens interviewés par LE SOLEIL.

« Ça va brasser beaucoup. Il a des positions (conservatrices) qui vont être inconfortables. Reste à voir comment il va s'y prendre », signale Alain Faucher, professeur à la faculté de théologie de l'Université Laval.

Même son de cloche de la part de son collègue Gilles Routhier : « Avec une personnalité marquée et des idées aussi claires, il risque plus de diviser que de rallier. »

Joseph Ratzinger, ce préfet de discipline qui rappelait constamment l'Église catholique à l'ordre, a toujours joué la carte de la pureté et de l'orthodoxie, fait valoir le sociologue des religions Alain Bouchard.

Marqué du sceau du conservatisme, ce proche conseiller particulier de Jean-Paul II et gardien de la doctrine « devra démontrer sa capacité de rassembler » dans son rôle de pape, ajoute Gilles Routhier.

Or, paradoxe s'il en est un, les cardinaux ont certainement voulu « démontrer que l'Église était unie » en l'élevant et en se ralliant aussi rapi-

dement derrière sa candidature, souligne le professeur Routhier. Les princes de l'Église ne voulaient pas que le conclave s'éternise.

Dans ce contexte, les théologiens s'entendent pour souligner que son élection comme pape est le résultat de la grande influence qu'il exerce sur la curie romaine depuis 1981.

« Indubitablement, il était très fort auprès des cardinaux — et très connu puisqu'il occupait une fonction importante (préfet émérite de la Congrégation pour la doctrine de la foi) depuis 24 ans. C'est un homme très puissant intellectuellement et spirituellement », décrit Gilles Routhier.

De toute évidence, les cardinaux ont choisi la continuité mais aussi un pape qui proposait un programme « cohérent et fort », celui du christianisme comme solution à la crise actuelle des civilisations.

Alors que tous les projecteurs étaient braqués sur la place Saint-Pierre dans l'attente du trépas de Jean-Paul II, le 1^{er} avril, le cardinal Ratzinger a préféré présenter une conférence sur l'Europe dans la crise de culture à Subiaco, proche de Rome, l'endroit où saint Benoît a fondé le premier monastère, celui des bénédictins. À n'en pas douter, « c'était son programme de pontificat », selon M. Routhier. L'Allemand apportait une réponse claire aux besoins de l'Église

dans le futur et se positionnait pour l'élection à venir.

Autrement dit, il est clair qu'il n'a pas été élu comme « pape de transition » malgré ses 78 ans. « Ça ne tient pas la route, remarque Alain Faucher. De nos jours, la santé peut rester bonne longtemps. La transition risquerait d'être longue... »

Cette élection démontre aussi, selon Alain Bouchard, que l'Église reste fermée sur elle-même, un mouvement sectaire que beaucoup de gens trouvent dépassé en privé mais que peu osent contester dans l'espace public. Mais les mouvements contestataires catholiques n'ont pas tardé à manifester leur déception, et ce, jusque dans la patrie du pape Benoît XVI.

Évidemment, il est trop tôt pour juger si le passé sera garant de l'avenir. Il s'en trouve, comme Josep Ignasi Saranyana, pour assurer que le nouveau pape aura à cœur de « dialoguer avec la culture moderne » et « d'évangéliser le nouveau monde occidental ».

Dans une entrevue à l'Agence France-Presse, le théologien de l'Opus Dei, la toute-puissante prélature conservatrice, souligne que Benoît XVI voudra « fonder la participation des catholiques dans la vie politique, économique, à tous les niveaux de la société », ce qui est précisément l'une des raisons d'être de l'Opus Dei.

Avec la collaboration d'Alain Bouchard

Le monde catholique salue l'élection du pape de la continuité

PARIS (AFP) — Le monde a salué hier soir le cardinal allemand Joseph Ratzinger, élu pape sous le nom de Benoît XVI, qui représente la continuité du règne de Jean-Paul II dont il était très proche, selon les premières réactions enregistrées après son accession au trône de saint Pierre.

« C'est un bon choix. La continuation de Jean-Paul II. Il poursuivra la mission de notre cher pape », a affirmé hier à Gdansk, en Pologne, le chef historique du syndicat polonais Solidarité, l'ancien président Lech Walesa, un proche du pape défunt.

M. Walesa a cependant relevé l'âge du nouveau pape — 78 ans —, le prix Nobel de la paix se disant ignorant de la manière avec laquelle Benoît XVI « va faire face à sa tâche ».

Le chancelier allemand Gerhard Schröder a salué en Benoît XVI le « digne successeur de Jean-Paul II » et relevé « l'honneur fait à l'Allemagne ».

Le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi a exprimé sa « dévotion » au nouveau pape auquel il a souhaité un pontificat « fécond » au service de toute l'humanité.

Le président de la République, Carlo Azeglio Ciampi, a souligné que l'Italie et le Vatican étaient engagés « dans la défense de valeurs communes : la famille, la solidarité, la justice, la liberté ».

En Espagne, le chef du gouvernement socialiste, José Luis Rodríguez Zapatero, a adressé ses « plus chaleureuses félicitations » à Benoît XVI et déclaré « transmettre la volonté du gouvernement espagnol de conserver les relations historiques unissant l'Espagne et le Saint-Siège et de coopérer avec votre Sainteté pendant votre pontificat ».

Le gouvernement espagnol s'est heurté de front ces derniers mois avec l'Église espagnole et le Vatican sur le mariage homosexuel, le divorce ou l'utilisation du préservatif dans la lutte contre le sida.

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a estimé que le cardinal Ratzinger « apporte une très grande expérience à cette fonction élevée ».

Le président français, Jacques Chirac, a assuré que « la France, fidèle à son histoire (...) poursuivra le dialogue confiant qu'elle a toujours entretenu avec le Saint-Siège, en particulier dans les combats communs au service de la paix, de la justice, de la solidarité et de la dignité de l'homme ».

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Sylvan Shalom, a exprimé l'espoir que Benoît XVI continuera, comme Jean-Paul II, à « lutter fermement contre l'antisémitisme sous toutes ses formes ».

« À la lumière de son histoire personnelle, nous espérons que le nouveau pape sera fidèle à l'engagement pris par l'Église catholique de ferme lutte contre l'antisémitisme », a affirmé le ministre dans un communiqué en faisant notamment allusion à la nationalité allemande de Benoît XVI.

« Nous espérons également que le nouveau pape continuera à œuvrer en faveur du rapprochement entre l'État d'Israël et le Vatican ainsi qu'entre l'Église catholique et le peuple juif », a ajouté M. Shalom.

Premier des grands dirigeants de l'islam à réagir, le roi du Maroc, Mohammed VI, a adressé hier ses « souhaits les plus sincères » à Benoît XVI tout en exprimant sa volonté d'œuvrer avec lui pour que la paix s'instaure au Proche-Orient.

Le souverain marocain a adressé ses félicitations en sa qualité notamment d'Amir Al-Mouminine (« commandeur des croyants ») et de président du Comité islamique d'Al-Qods (Jérusalem) issu de l'organisation de la conférence islamique.

La reine Elizabeth II, chef temporel de l'Église anglicane d'Angleterre, et son époux, le duc d'Édimbourg, ont adressé au pape Benoît XVI un « message personnel avec leurs meilleurs vœux », a annoncé hier Buckingham Palace sans révéler la teneur du message.

Le président mexicain, Vicente Fox, a adressé au nouveau pape une invitation « ouverte et permanente » à se rendre en visite dans son pays.

M. Fox a rappelé « la relation extraordinaire et magnifique entre le Mexique et le Vatican » et les cinq voyages de Jean-Paul II dans son pays.

Le président argentin, Néstor Kirchner, qui déteste quitter son pays, a fait part de sa « volonté » de se rendre au Vatican. La Conférence épiscopale vénézuélienne, le gouvernement nicaraguayen ou l'archevêque de Panama, José Cedeño, ont salué le nouveau pontife.

Pour la très catholique Irlande, Benoît XVI prêchera « la paix », il sera « patient, écoutera et expliquera la position de l'Église », selon le primat catholique Sean Brady.

La communauté catholique indienne, qui pouvait également prétendre voir l'un de ses ressortissants succéder à Jean-Paul II, s'est aussi « réjouie » de l'élection de Benoît XVI, « grand homme et grande figure » pour l'Union catholique indienne.

Quant au leader de l'extrême droite autrichienne, Jörg Haider, qui fut reçu par Jean-Paul II à Rome, il s'est félicité que « pour la première fois depuis 480 », il y ait un pape germanophone et a trouvé la « décision intelligente ».

BENOÎT XVI ENTAME SON RÈGNE

► Les papes depuis un siècle



Saint Pie X (1903-1914)
Joseph-Melchior Sarto
Fait promulguer un Code du droit canonique et doit faire face aux conséquences de la séparation de l'Église et de l'État en France.



Benoît XV (1914-1922)
Giacomo della Chiesa
Son pontificat est marqué par la neutralité du Vatican durant la Première Guerre mondiale et ses efforts pour promouvoir la paix.



Jean XXIII (1958-1963)
Angelo Roncalli
Provoque la surprise en engageant un processus de modernisation de l'Église catholique avec le concile Vatican II en 1962.



Jean-Paul Ier (1978)
Albino Luciani
Choisit son nom en hommage à Jean XXIII et Paul VI. Meurt d'un infarctus après 33 jours de pontificat.

Benoît XVI (2005)
Joseph Ratzinger

Le cardinal allemand conservateur a été élu après deux jours de conclave.



1903 1914 1922 1939 1958 1963 1978 2005



Pie XI (1922-1939)
Achille Ratti

Signe le traité du Latran en 1929 créant l'État de la cité du Vatican. Dénonce les horreurs du nazisme en 1937.



Pie XII (1939-1958)
Eugène Pacelli

Surnommé le «pape silencieux» pour son impuissance à prévenir la guerre et son attitude face à la persécution des juifs.



Paul VI (1963-1978)
Jean-Baptiste Montini

Premier pape pèlerin, son encyclique *Humanae vitae* (1968) résume encore aujourd'hui la position de l'Église.



Jean-Paul II (1978-2005)
Karol Wojtyła

Premier pape non italien depuis quatre siècles et demi, le Polonais multiplie les voyages et joue un rôle dans la chute du communisme.

IMMAGINE AP - LE SOLEIL

Joseph Ratzinger, le pire choix, selon les gais

CLAUDETTE SAMSON
CSamson@lesoleil.com

■ Pour les homosexuels, il ne pouvait guère y avoir pire nomination que celle du cardinal Joseph Ratzinger au poste de pape. Mais, de toute façon, comme le note le directeur général de la Coalition des gais et lesbiennes du Québec (CGLQ), Yvan Lapointe, «ce n'est pas sur l'Église catholique que l'on compte (pour défendre les droits des gais), mais sur ses fidèles».

Celui qui portera désormais le nom de Benoît XVI s'est notamment démarqué par ses prises de position très conservatrices contre l'homosexualité. Décrit comme un «mal moral» et «un désordre objectif qui est contraire à la sagesse créatrice de Dieu», il a également écrit qu'un «soutien spécial devrait être porté sur les personnes de cette condition, de peur qu'elles soient menées à croire que l'activité homosexuelle est une option morale acceptable». Il a aussi demandé à ce que tout appui soit retiré aux organismes cherchant à contredire cet enseignement.

En outre, dans une proclamation du Vatican signée de son nom en 1992, Joseph Ratzinger établit un lien entre l'augmentation de la violence homophobe et les revendications des gais pour la reconnaissance de leurs droits.

Caroline Sharp, de la faculté de théologie de l'Université Saint-Paul, à Ottawa, évoque ses prises de position contre la reconnaissance des droits des personnes gaies et même contre l'inclusion de l'orientation sexuelle comme cause de non-discrimination dans les chartes des droits.

Le dg de la CGLQ, Yvan Lapointe, était quant à lui à Genève la semaine



Yvan Lapointe

dernière, où il participait à une réunion du conseil d'administration de l'International lesbian and gay association. L'élection éventuelle de Jo-

seph Ratzinger y a été discutée, dit-il, avec toutes les inquiétudes qu'elle pouvait susciter.

Mais, à ses yeux, il faut établir une nette différence entre la hiérarchie catholique et ses fidèles qui, eux, sont beaucoup plus ouverts envers la communauté homosexuelle.

«On ne perdra pas nos énergies à essayer de convaincre l'Église, on préfère travailler avec la population», dit-il.

INTOLÉRANCE

Mais s'il ne s'inquiète pas outre mesure de voir les fidèles se refermer devant les homosexuels, il s'inquiète de la portée des discours d'intolérance, et «du message que ça envoie», entre autres dans les continents où la pratique religieuse est plus élevée, comme en Afrique ou en Amérique latine.

Il dit garder néanmoins espoir lorsqu'il constate que dans un pays pratiquant comme l'Italie, «contre toute attente», un homosexuel a été récemment élu à la tête d'un comté.

Les femmes s'attendent au statu quo

CLAUDETTE SAMSON
CSamson@lesoleil.com

Les femmes qui ont été déçues par Jean-Paul II risquent d'être «très, très déçues» par Benoît XVI. Qu'il s'agisse de sacerdoce ou de contraception — et il est encore moins question d'avortement ! —, l'Église ne risque pas de bouger d'un iota de ses positions traditionnelles. Bien plus, selon Caroline Sharp, de la faculté de théologie de l'Université Saint-Paul, à Ottawa, on peut s'attendre à ce que le nouveau pape fasse davantage la promotion de la «femme mère», avant tout autre rôle social.

Dans sa lettre aux femmes de l'été dernier, Joseph Ratzinger a été sans équivoque. D'une part, «il idéalisait les femmes parce qu'elles donnent la vie, et ont donc à ce titre moins de chances d'être immorales, et d'autre part il les mettait en garde contre le féminisme qui revendique l'égalité avec les hommes, l'accès au pouvoir et la transformation des structures de l'Église», résume M^{me} Sharp.

Pour les femmes qui, au sein de l'Église, revendiquent effectivement des changements importants, le règne de Benoît XVI risque donc d'être pénible, dit-elle.

La professeure estime que même les évêques québécois trouveront le temps long, eux qui ont grand besoin des femmes pour les supporter dans leur travail, car les Québécoises acceptent très mal ce discours.

Ailleurs dans le monde, «là où les pouvoirs religieux ont plus d'influence sur les pouvoirs politiques», le discours religieux fera un dur contre-poids aux projets d'émancipation des femmes, croit la théologienne.

Benoît XVI aura un grand défi, dit-elle, car il y a une grande différence entre le rôle de cardinal gardien de la foi et celui de pape qui doit créer l'unité au sein de l'Église.

AUTRE POINT DE VUE

Ce point de vue n'est toutefois pas partagé par toutes. Michèle Boulay, de l'Organisation catholique pour la vie et la famille, un organisme indépendant, mais ayant été créé par la Conférence des évêques catholiques du Canada, estime quant à elle que Jean-Paul II a beaucoup fait pour promouvoir la place de la femme dans l'Église, et que son successeur continuera dans la même ligne.

Selon M^{me} Boulay, les femmes dans l'Église ont un rôle très important à jouer pour la «nouvelle évangélisation», et pour «faire redécouvrir la dignité de la femme», en particulier en matière de sexualité. Elle plaide aussi pour la redécouverte de la grandeur de la maternité et de la famille.

Au diocèse de Québec, Huguette Labrecque, répondante à la condition des femmes dans l'Église, concède que bien des femmes s'inquiètent en raison des prises de position orthodoxes de Jo-



Cette femme réagissait à l'élection du nouveau pape, hier, au Vatican. Derrière, un homme agitant un drapeau allemand.

seph Ratzinger du temps où il était cardinal, mais elle croit «qu'on pourrait se donner le temps pour apprendre à le connaître» avant de juger.

«Comme on dit souvent que l'élection d'un pape se fait dans la mouvance de l'Esprit saint, peut-être qu'il va prendre ses forces pour réaborder les questions litigieuses au sein de l'Église, entre autres celles des femmes», soumet-elle.

FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC

Hors du milieu religieux ou théologique, la présidente du Fédération des femmes du Québec, Michèle Asselin, s'est quant à elle dite «très triste» de cette nomination. S'inspirant entre autres du contenu de la lettre aux femmes, elle dit craindre l'impact de l'influence du nouveau pape dans les ré-

M^{re} Blanchet conseille aux déçus d'avoir confiance

CARL THÉRIAULT
Collaboration spéciale

RIMOUSKI — Les chrétiens qui pourraient être déçus du choix du nouveau pape Benoît XVI doivent plutôt garder une «attitude de confiance et d'accueil» envers le 265^e pape de l'Église catholique au lieu de se braquer, soutient l'archevêque de Rimouski, M^{re} Bertrand Blanchet.

«Il ne faut pas classer trop vite les propos du cardinal Joseph Ratzinger comme étant inappropriés, inintelligents ou impertinents. Il faut se donner un peu de distance par rapport à une première réaction qui serait un peu négative pour voir comment cet homme peut rendre service à l'humanité. Il faut garder l'esprit ouvert pour accueillir Benoît XVI avant de le juger», a confié M^{re} Blanchet au SOLEIL, peu après l'élection papale.

«J'aurais pensé qu'un certain nombre de cardinaux aurait préféré quelqu'un qui apporterait des éléments nouveaux ou qui susciterait des attentes. Dans le choix actuel, et c'est ce qui peut être un peu décevant pour un certain nombre de personnes, il n'y a pas d'attente. On sait que ce sera une continuité après le pontificat de Jean-Paul II», a dit prudemment le prélat, un biologiste de formation, un sportif, et grand supporteur des mouvements de revendication régionaux.

La conscience individuelle demeure importante pour les chrétiens qui feront d'autres choix au plan moral que ceux proposés par l'Église.

«On peut demander un idéal de vie très élevé. Mais chacun fait ce qu'il peut. Tout est ramené à la conscience personnelle, aux pas qu'une personne peut faire dans les conditions qui sont les siennes. Dans la pratique de plusieurs personnes, il n'y aurait pas grand-chose qui changera», nuance M^{re} Blanchet.

Les propos tenus dans le passé par le cardinal allemand ne doivent pas être non plus balayés du revers de la main.

«Est-ce toujours négatif d'être conservateur? L'Église a une tradition à transmettre, celle de Jésus-Christ. On a peut-être trop précisé la doctrine ou certains points de la morale. On pourrait discuter là-dessus.»

L'archevêque de Rimouski cite par exemple l'avortement comme étant une question non définitivement réglée. «Une femme sur trois se fait avorter au Québec. Il y a un problème et des questions à se poser», soutient-il.

BENOÎT XVI ENTAME SON RÈGNE



« Habemus papam » ?

Jean-Simon GAGNÉ JSGagne@lesoleil.com

« Nous avons un pape », ont scandé les fidèles sur la place Saint-Pierre de Rome, hier.

Nous avons un pape, ça ne fait aucun doute. Un « nouveau » pape, ça, c'est beaucoup moins sûr.

Joseph Ratzinger, alias Benoît XVI, représente tout sauf la nouveauté. Tout, sauf un vent de changement.

Pas très affriolant, le successeur de Jean-Paul II. C'est le moins que l'on puisse dire. À 78 ans, il est surtout fait connaître par ses refus, au point où il fut parfois surnommé le « cardinal non ». Non à l'ordination des femmes. Non à la contraception. Non au mariage des prêtres. Non à l'avortement. Non à l'entrée de la Turquie dans la Communauté européenne.

Joseph Ratzinger a déjà condamné la musique rock comme « un véhicule d'antireligion ». L'an dernier, il conseillait aux évêques américains de refuser la communion à ceux qui soutiennent de « graves péchés » comme l'avortement ou l'euthanasie. Selon lui, les adeptes des autres religions ne sont pas nécessairement voués aux feux de l'enfer, mais il affirmait avoir la certitude qu'ils se trouvent « dans une situation grave d'indigence par rapport à ceux qui, dans l'Église, ont la plénitude des moyens du salut ».

Les cardinaux du monde entier pouvaient difficilement choisir un pape moins controversé. En tout cas, il leur était presque impossible de dénicher une figure davantage associée aux courants les plus rétrogrades de l'Église.

Même en Allemagne, son pays d'origine, le nouveau pape ne fait pas l'unanimité. Selon un sondage récent du magazine *Der Spiegel*, à peine 29 % de ces compatriotes favorisaient sa nomination.

Joseph Ratzinger, qui fut le gardien du dogme sous Jean-Paul II, incarne jusqu'à la caricature une Église rigide et intransigente, souvent en opposition complète avec le monde moderne. Il représente une institution jalouse de son emprise sur tous les aspects de la vie des fidèles, y compris les chambres à coucher. Dès le milieu des années 1960, à l'époque où le simple « toupet » des Beatles faisait scandale en Occident, le futur pape considérait que l'Église était devenue trop permissive, qu'elle suivait une pente dangereuse.

Bien sûr, à l'intérieur de l'Église, on s'insurge contre les étiquettes de « conservateur » et de « progressiste » qui sont accolées aux cardinaux. On fait mine de croire qu'il s'agit d'une mauvaise manie des médias, toujours prompts à distinguer des « bons » et des « méchants ».

Mais n'en déplaise à ces gens, le choix d'un pape n'est pas seulement « un acte de foi ». C'est aussi une affaire éminemment politique.

Rien n'est plus politique que la décision de condamner le port du condom, en particulier dans des pays dévastés par le sida. Rien n'est plus politique que le refus d'envisager l'ordination des femmes, « pour protéger la vraie doctrine, sauvegarder la communion, préserver l'unité de l'Église et guider la conscience des fidèles ». Rien n'est plus politique que l'élection d'un pape par un groupe sélect de vieux messieurs vêtus de pourpre, dans le secret le plus total.

On le devine, le choix de M^{re} Ratzinger constituera une immense déception pour tous ceux qui

s'étaient pris à rêver d'une autre Église. Chez ceux-là, le long règne de Jean-Paul II n'avait pas anéanti l'espoir d'assister à un changement de cap majeur, pour réconcilier les fidèles avec leur foi. Ils attendaient un grand réconciliateur, pas un préfet de discipline.

Et il ne s'agit pas seulement d'une affaire de pays riches. En 2003, le cardinal brésilien Claudio Hummes s'était fait l'écho de ce désarroi en s'exclamant, à propos du futur de l'Église : « Il n'y aura pas d'avenir si la situation actuelle se poursuit. »

Mais qu'à cela ne tienne. M^{re} Ratzinger, celui-là même qu'on surnommait le *Panzer-Kardinal*, a été nommé pape. La vie continue. Déjà, les porte-voix du Vatican tentent d'apaiser les inquiétudes en conseillant d'éviter les jugements hâtifs. Ils rappellent que la fonction change parfois l'homme. Dans la foulée, ils ramènent le fantôme de Jean XXIII, un pape qui passait pour un conservateur, avant de convoquer le concile Vatican II et de retourner l'Église sens dessus dessous. Ils évoquent aussi le souvenir de M^{re} Oscar Arnulfo Romero, archevêque de San Salvador, qui fut le chouchou des militaires et des oligarques de son pays, avant de prendre résolument le parti des pauvres. Il mourut en brave, au mois de mars 1980, assassiné par des sbires de la dictature salvadorienne, alors même qu'il célébrait la messe.

Dans le même ordre d'idées, quelques spécialistes perçoivent aussi des éléments d'ouverture dans le choix du nom de Benoît par M^{re} Ratzinger.

Ils y voient un hommage à Benoît XV (1914-1922), surnommé « le pape de la paix ». Contre toute attente, ce dernier parvint à maintenir la

neutralité du Vatican, tout au long de la Première Guerre mondiale. Il fit aussi campagne pour la Société des nations, l'ancêtre des Nations unies, en ne cachant pas sa méfiance envers les visées coloniales des pays occidentaux.

L'ennui, c'est qu'un pape pour la paix, ça s'apparente un peu à un avion qui vole. Ça force l'admiration, mais faut-il crier au miracle chaque fois ?

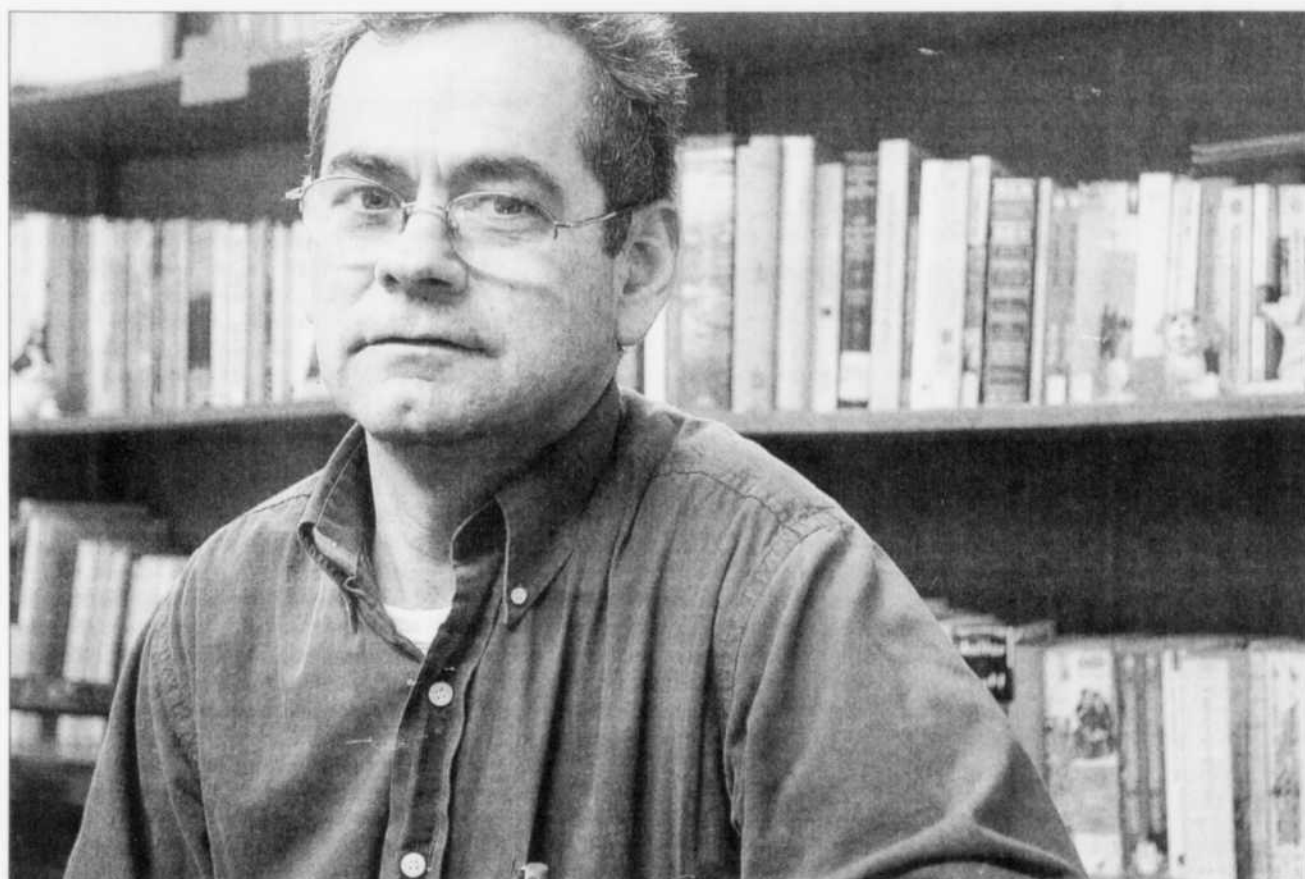
Plus près de nous, une fois passée la polémique soulevée par l'élection de M^{re} Ratzinger, il faudra aussi s'interroger sur la frénésie qui a saisi les médias depuis l'agonie de Jean-Paul II.

Comment expliquer l'orgie de reportages, dans des sociétés où les églises sont pratiquement vides et où les enseignements du Vatican sont loin d'être suivis à la lettre ? Le contraste entre l'ampleur que prenait l'événement et l'indifférence d'une bonne partie de la société ne pouvait échapper à personne. Même Bernard Derome s'était transformé pour l'occasion en punaise de sacristie.

Les croyants diront que les médias ont enfin pris conscience de la dimension spirituelle du monde, qu'ils ont enfin délaissé leurs préoccupations affairistes.

Encore une fois, rien n'est moins sûr. Il suffit de se souvenir du matraquage médiatique qui avait entouré la mort tragique de Lady Di. Cette fois-là aussi, les médias avaient perdu tout sens de la mesure. Cette fois-là aussi, ils avaient franchi le petit pas qui sépare le sublime du ridicule.

En attendant la prochaine ?



Le Colombien Gregorio Oviedo était estomaqué que le nouveau pape ait été choisi au sein d'un peuple très peu pratiquant.

À Québec, même les Allemands partagent la déception des Africains et des Latinos

ALAIN BOUCHARD
ABouchard@lesoleil.com

■ À Québec, même les Allemands ne sont pas contents de l'élection du nouveau pape, le cardinal de Munich. Imaginez maintenant les Africains et les Latino-Américains ! Il s'agit, bien sûr, de ceux que LE SOLEIL a réussi à interroger. Ce qui n'a rien de scientifique, peu s'en faut.

L'Allemande Heidi Wagner, conseillère pédagogique et professeure à l'Université Laval, s'est dite déçue de l'élection de monseigneur Joseph Ratzinger. « Je ne suis ni catholique ni protestante, a-t-elle dit au SOLEIL, mais j'aurais néanmoins souhaité que le nouveau pape provienne par exemple de l'Amérique latine, avec une ouverture un peu plus grande que celle de Benoît XVI. »

Peu familière avec la papauté parce que non pratiquante — elle fut élevée dans l'Allemagne communiste de l'Est —, M^{re} Wagner dit s'être suffisamment informée pour comprendre que le nouveau pape est très conservateur et que l'Église catholique aurait plutôt besoin d'un peu de progrès. Sa compatriote Katja Joëlstein, d'obédience protestante comme beaucoup d'Allemands, a dit que l'élection de monseigneur Ratzinger était prévisible, bien que non souhaitable quant à elle. « C'est étonnant que les cardinaux aient choisi un homme aussi conservateur, a-t-elle commenté. Bien qu'il sera manifestement un pape de transition, il ne faut pas l'oublier. »

Ce qui a étonné M^{re} Joëlstein encore davantage durant le conclave, c'est la grande ignorance des étudiants québécois de la chose religieuse en général et de la papauté en



La Salvadorienne Ingrid Corona aurait souhaité l'élection d'un Brésilien.

particulier. « Les jeunes Allemands ne sont pas plus pratiquants que les jeunes d'ici, dit cette femme de 28 ans, mais ils sont beaucoup moins ignorants de la réalité religieuse. Quand je dis aux étudiants que je suis protestante, ils me disent : c'est quoi ça ? C'en est étonnant ! »

MÊME M^{re} OUELLET !

Le Colombien Gregorio Oviedo, de la Confédération des associations latino-américaines de Québec (CASA), s'est dit estomaqué que le nouveau pa-

pe ait été choisi au sein d'un peuple très peu pratiquant, alors que le cardinal brésilien Claudio Hummes aurait si bien représenté le continent le plus religieux au monde. « Je ne suis pas surpris du choix de l'Allemand, mais les Latino-Américains auraient vraiment mérité d'avoir un pape ! » s'est-il exclamé.

La jeune Salvadorienne Ingrid Corona aurait elle aussi souhaité l'élection du Brésilien, même si elle ne pratique aucune religion. « À la limite, a-t-elle confié, Marc Ouellet aurait été un bien meilleur choix que l'Allemand. »

Cette élection va faire baisser encore davantage le pourcentage de pratiquants à travers le monde, a prédit le Congolais Leopold Doukaga. Je pense que le Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique, aurait mérité que le cardinal Francis Arinze soit élu. »

Le Camerounais Serge Tehaha aurait lui aussi souhaité l'élection d'un premier pape noir de l'histoire. « C'aurait été une grande surprise, dit-il. Mais c'aurait été un fameux pas en avant pour l'Église. »

M. Tehaha dit avoir su tout de suite où logerait Joseph Ratzinger, lorsque Paul VI l'a nommé cardinal. « En choisissant cet homme, les princes de l'Église ont nettement indiqué leur penchant pour le conservatisme. »

Le Congolais Meska Yimba s'est dit désolé d'une élection aussi convenue. « Oui, on a cru que le Nigérien avait une chance, plaide-t-il, parce que l'Église avait besoin d'ouvrir un nouveau dialogue. Et monseigneur Arinze incarnait très bien ce nouveau dialogue. C'est incroyable que les cardinaux aient choisi une voie aussi conservatrice. Ça ne fera sûrement pas avancer l'Église. »

Benoît XVI dans la Vieille Capitale dès 2008

VIOLAINE BALLIVY
VBallivy@lesoleil.com

À 12 h 40, lorsque le rideau rouge du balcon de la basilique Saint-Pierre de Rome s'est écarté pour laisser passer le premier cardinal des diocèses, l'homme qui allait dévoiler au monde entier l'identité du nouveau pape, les Québécois pouvaient déjà être sûrs d'une chose. En 2008, ils pourront le voir, en chair et en os.

En effet, le cardinal Joseph Ratzinger, Benoît XVI depuis hier, devrait assister au cours de cette année-là (les dates exactes n'ont pas été confirmées) au 49^e congrès eucharistique mondial. La courte carrière du nouveau Saint-Père ne lui a évidemment pas laissé le temps de confirmer sa venue dans la capitale, mais la tenue du congrès l'implique nécessairement. « Normalement, les papes sont toujours présents pour célébrer la messe de clôture, alors oui, c'est presque sûr qu'il sera là », indiquait hier Geneviève Lebel, porte-parole de l'archevêché de Québec, qui organise le rassemblement.

Seul un événement majeur ou des enjeux de santé sérieux pourraient compromettre sa venue, comme ce fut le cas lors du dernier congrès eucharistique en 2004, à Guadalajara au Mexique, où un Jean-Paul II déjà très affaibli n'avait pu se rendre.

Québec se réjouit de l'élection de Ratzinger

Jean Charest espère qu'il participera aux célébrations entourant le 400^e de la ville

(LE SOLEIL et PC) — Le premier ministre du Québec, Jean Charest, a offert hier ses félicitations et meilleurs vœux au pape Benoît XVI et espère qu'il sera de la partie lors des célébrations entourant le 400^e anniversaire de la ville de Québec en 2008.

« Ce serait pour nous un très grand privilège de l'accueillir en 2008 », a déclaré M. Charest, hier soir, lors d'un point de presse, en marge de la mission qu'il a conduit à Washington. Le 400^e de Québec coïncidera avec la tenue d'un congrès eucharistique.

D'autre part, M. Charest s'est dit confiant que le Saint-Père aura toute l'inspiration et les qualités nécessaires pour relever les nombreux défis auxquels fait face le monde moderne.

« La feuille de route de Sa Sainteté Benoît XVI impose le respect et permet de croire que l'Église poursuivra sa mission avec détermination et de façon constructive dans la continuité de l'œuvre de Jean-Paul II », a affirmé le premier ministre dans un communiqué.

M. Charest a indiqué que la ministre des Relations internationales, Monique Gagnon-Tremblay, représentera le gouvernement du Québec à la cérémonie d'intronisation du nouveau pape.

La ministre Gagnon-Tremblay a aussi accueilli favorablement l'élection du cardinal Joseph Ratzinger à titre de successeur du pape Jean-Paul II. Elle lui a souhaité le meilleur des succès, en précisant qu'il faut lui laisser la chance de faire connaître sa philosophie.



Les petits et les grands se réjouissent de l'élection de Benoît XVI.

Jean-Paul II, ce grand voyageur, avait d'ailleurs laissé s'écouler six ans entre sa nomination à la tête de l'Église catholique et sa première visite en sol canadien. En 2008, Benoît XVI, alors âgé de 81 ans, pourra affirmer sans faute que, dans certains domaines, il aura été deux fois plus rapide que son prédécesseur en ne laissant filer que trois ans avant sa venue.

Québec se réjouit de l'élection de Ratzinger

Jean Charest espère qu'il participera aux célébrations entourant le 400^e de la ville

L'élection de Benoît XVI soulève cependant bon nombre de questions quant à l'orientation que le nouveau pape compte donner à l'Église. « Je pense qu'on doit lui laisser la chance de faire valoir ses qualités et de nous faire valoir ses philosophies, a commenté, hier, la ministre des Relations internationales, Monique Gagnon-Tremblay. (...) En espérant qu'un jour, on pourra faire plus de place aux femmes. »

Selon elle, son élection rapide montre qu'il a facilement fait consensus auprès de ses collègues. Interrogée à savoir si Benoît XVI serait apte à moderniser l'Église, M^{re} Gagnon-Tremblay s'est contentée de présumer que ses collègues y avaient certainement pensé en procédant à son élection.

Par ailleurs, le chef de l'opposition, Bernard Landry, a souhaité au nouveau pape « toute la sagesse, toute la lucidité et tout le courage nécessaires » pour l'exercice de sa nouvelle tâche.

M. Landry a aussi signalé le travail des cardinaux québécois Marc Ouellet de Québec et Jean-Claude Turcotte de Montréal, notamment « pour avoir fait écho aux préoccupations des catholiques du Québec ».

De son côté, le chef de l'ADQ, Mario Dumont, estime qu'il s'agit d'un pape qui s'inscrit dans la continuité. « On va voir dans les prochains mois comment il va nous parler de l'avenir de l'Église », a-t-il dit.

BENOÎT XVI ENTAME SON RÈGNE

Bush satisfait, catholiques américains plus prudents

WASHINGTON (AFP) — Le président américain George W. Bush, méthodiste, a affirmé hier que le nouveau pape, Benoît XVI, était un homme d'une « grande sagesse et culture » alors que les catholiques américains accueillait la nomination de Joseph Ratzinger avec prudence.

« Nous félicitons Benoît XVI », a déclaré George W. Bush, avec son épouse Laura à son côté. « Il est un homme d'une grande sagesse et culture, il est un serviteur de Dieu ». Le président a estimé que le sermon que le cardinal Ratzinger avait prononcé lors des obsèques de Jean-Paul II avait « touché nos cœurs et ceux de millions de gens ».

« Les États-Unis saluent l'élection du cardinal Joseph Ratzinger », a souligné de son côté le département d'État. Nous avons hâte de travailler avec Sa Sainteté et le Saint-Siège pour renforcer notre collaboration bilatérale déjà excellente et pour promouvoir la dignité humaine dans le monde », a-t-il ajouté.

Devant la cathédrale Saint-Patrick à New York, Linda LeFrancisco exprime sa satisfaction. « Je suis plutôt libérale mais je ne veux pas que mon église change trop », dit-elle. « J'espère qu'il s'occupera du problème qu'a dû affronter l'Église catholique américaine ces dernières années », précise-t-elle en évoquant le scandale des prêtres pédophiles.

Une organisation représentant les victimes de ces prêtres a appelé Benoît XVI à sanctionner les

évêques qui les ont protégés en ignorant les enfants persécutés. « Benoît XVI doit adopter et faire respecter dans le monde une politique de tolérance zéro », a fait valoir Mary Grant, directrice de l'association The Survivors Network of those Abused by Priests (SNAP).

Plus de 4300 prêtres américains sont soupçonnés d'abus sexuels sur plus de 10 000 enfants et adolescents depuis les années 50, selon une étude réalisée en 2004 pour le Département de droit du John Jay College de New York.

Quelque 65 millions de catholiques vivent aux États-Unis, pays majoritairement protestant.

Deux groupes de pression juifs ont salué avec prudence l'élection de Joseph Ratzinger, en dépit de son appartenance aux Jeunesses hitlériennes pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le Centre Simon Wiesenthal a espéré que le religieux conservateur poursuivra l'œuvre de Jean-Paul II qui a tendu la main à la communauté juive internationale. « Je suis prudemment optimiste parce qu'ayant été un proche confident de Jean-Paul II, il continuera ses œuvres », a dit le rabbin Marvin Hier.

Un autre groupe militant qui soutient les causes juives, la Ligue anti-diffamation (Anti-Defamation League, ADL), a déclaré attendre avec hâte de travailler avec le nouveau pape, en estimant qu'il avait expié son passé aux Jeunesses hitlériennes.



Le pape était à peine élu que déjà, les passants s'arrêtaient sur Times Square pour visionner les premières images.

La patrie bavaroise en liesse

MARKTL (AFP) — L'élection du pape Benoît XVI, le cardinal allemand Joseph Ratzinger, a été accueillie avec jubilation hier dans son village natal à Marktl am Inn en Bavière (sud de l'Allemagne), où plusieurs centaines d'habitants se sont réunis sur la place du marché, a constaté l'AFP.

Le maire du village, Hubert Gschwendter, 56 ans, avait tout prévu pour organiser une fête au cas où. Peu après l'annonce de l'élection du nouveau pape, un camion de pompiers a circulé dans les rues de ce bourg de quelque 2700 âmes pour inviter la population à se rassembler sur la place du marché.

La fête spontanée a réuni quelques centaines de personnes, dont beaucoup de jeunes en début de soirée, alors qu'il pleuvait des cordes. Beaucoup agitaient des fanions aux couleurs du Vatican, tandis que les cloches de l'église retentissaient sans interruption.

Certains étaient en pleurs, d'autres se sont laissés photographier aux côtés d'une photo du cardinal affichée pour l'occasion à côté de la mairie, entourée de fleurs.

« Nous t'attendons à Cologne. Pape Benoît de Bavière, viens, nous voulons te fêter », chantait la foule, en référence à la venue attendue du pape aux Journées mondiales de la jeunesse (JMJ) en août prochain, dans la métropole de l'ouest de l'Allemagne.

Le prêtre du bourg, Josef Kaiser, reconnaît avoir eu le souffle coupé. « Je n'aurais jamais cru qu'un Allemand puisse devenir pape. Ratzinger va pouvoir apporter la décontraction de sa patrie bavaroise à Rome. »

Dans l'église où Joseph Ratzinger fut baptisé, une messe a eu lieu dans la soirée. Un orchestre de cuivres a entonné quelques airs traditionnels bavarois, quelques tireurs de pétards ont mis le feu aux poudres en guise de salut.

BEAUCOUP POUR UN HOMME DE 78 ANS

Au café Oberbrau, en face de la maison natale du cardinal, la télévision était branchée en direct sur la chapelle Sixtine lorsque la fumée blanche est apparue. Josef Winichner, un des clients, se dit fier de son pape, mais estime qu'une telle fonction revient à en demander beaucoup pour un homme de 78 ans.

Le maire, enseignant de profession, dit éprouver pour sa part une énorme joie et confie qu'il ne s'y attendait pas du tout. « J'aurais beaucoup plus parié sur un candidat d'Amérique latine.

« Il y a tellement d'émotion qu'on ne peut pas l'exprimer. C'est génial. Je suis très fier », ajoute-t-il avant de raconter que la dernière fois que l'enfant du pays était retourné dans son village natal, en 1997, il avait été fait citoyen d'honneur. Une plaque est d'ailleurs accrochée depuis à sa maison natale.

Le maire confie que grâce à l'aide du cardinal Ratzinger, il a eu la chance d'obtenir des audiences, à deux reprises, auprès du défunt Jean-Paul II. « Maintenant, j'espère que j'obtiens audience auprès du nouveau pape », ajoute-t-il.

Et, en tout état de cause, Benoît XVI sera toujours le bienvenu dans son village.

« Pas tout de suite, mais nous nous réjouissons de l'accueillir rapidement après son entrée en fonction », a dit le maire. Ce serait bien la première fois qu'un pape se rend à Markt am Inn.

Benoît XVI n'est pas le chef de l'Inquisition, dit l'évêque de Calgary

■ MONTREAL — Le cardinal allemand Joseph Ratzinger, élu pape hier sous le nom de Benoît XVI, est un homme très humble et non pas le chef de l'Inquisition qu'en ont fait les médias a affirmé l'évêque conservateur de Calgary, M^r Fred Henry. « Je le trouve très tolérant, c'est un homme très patient et toutes les fois où il a dû sévir sur des questions de théologie, il ne l'a fait que pour défendre la vérité de l'Eglise », a-t-il dit à la chaîne publique CBC. « Il est très humble, parce qu'on en a fait dans les médias le chef de l'Inquisition si l'on peut dire. Je ne vois pas les choses de cette façon », a insisté cet évêque, qui a déjà menacé d'anathème le premier ministre canadien, Paul Martin, un catholique pratiquant, ainsi que son prédécesseur Jean Chrétien, pour leur défense du mariage gai et du droit à l'avortement. **AFP**

[illegible]



Une femme alitée avec son chat, à Civitavecchia, en Italie, regarde en direct à la télévision la nomination du nouveau pape, Benoît XVI.

BENOÎT XVI ENTAME SON RÈGNE

L'Amérique latine souhaitait un pape plus progressiste

MONTEVIDEO (AFP) — L'Amérique latine, qui abrite près de la moitié des catholiques (49,8%) du monde, attendait un pape plus progressiste que le nouveau pape, Joseph Ratzinger, qui, au côté de son prédécesseur, Jean-Paul II, avait combattu dans cette région aux inégalités criantes l'aile la plus libérale de l'Église.

Peu après l'élection de Joseph Ratzinger, le sociologue Fabian Sanabria, directeur de l'Institut colombien des études religieuses, a estimé qu'elle «va diviser l'Église catholique, en particulier en Europe et aux États-Unis, où son nom soulève beaucoup de réserves».

En Amérique latine, a-t-il poursuivi, le nom du cardinal allemand rappelle la lutte menée par le Vatican contre les tenants de la Théologie de la libération dans les années 80, lorsqu'il dirigeait la puissante Congrégation pour la doctrine de la foi, l'héritière de la sainte inquisition.

Avant l'élection du nouveau pape, Jeffrey Klaiher, jésuite américain et professeur à l'Université catholique du Pérou, jugeait que, pour l'Amérique latine, «l'idéal serait un Jean XXIII, qui était très conscient que l'Église avait perdu contact avec le monde moderne».

Élu pape en 1958 après la mort de Pie XII, Jean XXIII avait provoqué la surprise en convoquant en 1962 le concile œcuménique Vatican II destiné à adapter l'Église aux temps nouveaux.

«On a besoin d'un nouveau Jean XXIII, qui avait vraiment décidé d'un *aggiornamento* (mise à jour) de l'Église catholique», avait également estimé le Péruvien Luis Pasara, spécialiste des questions religieuses à l'Université de Salamanque, en Espagne, soulignant que cela peut passer par «une série de priorités comme le mariage des prêtres».

Une position qui était partagée par des responsables catholiques et des théologiens brésiliens qui considéraient que le célibat des prêtres n'est pas un dogme immuable de l'Église et que le prochain pape pourrait modifier cette tradition.

Dans un des plus grands bidonvilles de Caracas, Petare, le curé de la paroisse, Bruno Renault, voyait hier dans ce choix «le triomphe de l'aile la plus conservatrice de l'Église».

L'historien et analyste politique uruguayen Gerardo Caetano a jugé cette élection la «pire possible», car le cardinal allemand est, selon lui, «ultra-orthodoxe», «inquisiteur» et le «candidat de l'Opus Dei».

L'ÉGLISE SE RÉJOUIT

Pour sa part, la hiérarchie de l'Église latino-américaine s'est majoritairement réjouie de la désignation de Joseph Ratzinger, qui a pris le nom de Benoît XVI.

Le président de la Conférence épiscopale du Venezuela, M^{re} Baltasar Porras, a estimé que le nouveau pape n'était pas conservateur, mais «un homme très clair dans sa pensée, un homme de déclarations courtes et brèves, nous l'avons vu lors de son premier salut».

M^{re} Porras, qui a eu l'occasion de converser avec Ratzinger à Rome au début de l'année, a indiqué que le nouveau pape lui avait expliqué qu'il connaissait peu l'Amérique latine, mais la sentait «très proche».

M^{re} Octavio Ruiz, évêque de la ville colombienne de Villavicencio, qui a travaillé avec le nouveau pape pendant 11 ans et demi au sein de la congrégation pour la doctrine de la foi, a affirmé que M. Ratzinger était «très conscient de son rôle dans l'Église».

nous puissions relever le défi de solutionner des problèmes comme la pauvreté, l'inégalité entre les peuples, les crimes contre l'humanité et le virus du sida», a fait savoir le président national du CJC, Ed Morgan. L'organisation n'est pas sans oublier les origines du nouveau pape. «Nous espérons que le fait qu'il soit né en Allemagne lui ait donné la sensibilité pour comprendre la tragique histoire du peuple juif et que cette compréhension puisse être une source de dialogue entre les religions», a pour sa part fait savoir le rabbin Reuven Bulka, président des Affaires religieuses et interreligieuses du CJC. **LE SOLEIL**

«Un pape de transition», selon l'abbé Pelchat

■ «C'est un pape de transition. On ne l'aura pas longtemps», s'est exclamé le curé de la paroisse Saint-Jean-Eudes, dans le secteur de Charlesbourg, l'abbé Jacques Pelchat, lorsqu'il a été invité à livrer ses commentaires sur le nouveau pape de l'Église catholique. Pasteur d'une paroisse qui compte son lot de pauvreté, l'abbé Pelchat s'est déclaré surpris du choix rapide du cardinal Ratzinger. «Je m'attendais à deux camps bien établis», a-t-il déclaré. Le prêtre ne peut pas dire s'il est déçu de l'élection. «On verra», s'est-il contenté de répondre. Pour lui, le nouveau pape est «un grand théologien qui avait une grande influence sur l'Église alors que le pape Jean-Paul II voyageait». **LE SOLEIL**

GRÈVE TOURNANTE DE LA FSE

Au tour du personnel enseignant de la région

Douze mille profs sont en débrayage ce matin

GILBERT LEDUC

GLeduc@lesoleil.com

Alors que les pourparlers tournent en rond entre la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) et le Comité patronal de négociation pour les commissions scolaires francophones (CPNCF), notamment sur l'enjeu majeur des services offerts aux élèves en difficulté, près de 12 000 enseignants des écoles primaires et secondaires de la région de Québec seront en grève aujourd'hui.

De 7 h 30 à 9 h 15, le personnel enseignant des commissions scolaires de la Capitale, des Premières Seigneuries, des Découvreurs, des Navigateurs et de la Côte-du-Sud fera du piquetage à l'un ou l'autre des neuf points de rassemblement identifiés par leur syndicat.

Ensuite, tout ce beau monde se donnera rendez-vous devant les bureaux de la Fédération des commissions scolaires du Québec, dans l'arrondissement Sainte-Foy, avant de mettre le cap vers le parc de l'Amérique française, où se tiendra un dîner collectif.

Le personnel enseignant des commissions scolaires de l'Amiante, de la Beauce-Etchemin et de Portneuf se feront également voir et entendre dans leur coin de pays respectif à l'occasion de cette cinquième journée de la grève tournante des 80 000 enseignants membres de la FSE.

Hier, le mouvement de débrayage a frappé Montréal et l'ensemble des écoles anglophones de la province. Demain, ça sera au tour, notamment, des enseignants de l'Estrie et de la Mauricie de débrayer pour montrer au gouvernement leur volonté de signer une nouvelle convention collective avant la fin du mois de juin.

Les enseignants ne seront pas seuls sur les trottoirs. Des employés de soutien exerceront, eux aussi, leur droit de grève. Dans la région, deux commissions scolaires seront touchées : celles des Premières Seigneuries et de la Beauce-Etchemin. Ailleurs, le personnel de soutien n'est pas représenté pas la CSQ, mais plutôt par la CSN ou par la FTQ. Les services de garde seront donc assurés.

Dans leur bataille pour le renouvellement de leur contrat de travail échu depuis le 30 juin 2003, les enseignants ont placé l'aide aux élèves en difficulté au premier rang de leurs

priorités. Ils revendiquent l'ajout de personnel spécialisé et la diminution du nombre d'élèves par classe.

Enseignante au Québec High School et présidente du Syndicat de l'enseignement du Centre du Québec, Gina Farnell a expliqué au SOLEIL que les écoles anglophones étaient aux prises avec les mêmes problèmes que les institutions francophones. «Nous n'avons pas de classes spécialisées pour les enfants qui ont des besoins particuliers», a-t-elle indiqué, hier, au terme d'une manifestation d'une centaine d'enseignants de commissions scolaires anglophones devant l'Hôtel du Parlement.

«Ces enfants sont intégrés dans les classes régulières. Les enseignants se débattent du mieux qu'ils peuvent mais, malheureusement, ils ne fournissent plus», a signalé M^{me} Farnell en rappelant que le recrutement d'enseignants de langue anglaise se faisait de plus en plus difficilement compte tenu des conditions de travail des enseignants québécois. «En Ontario, nos collègues font 10 000 \$ de plus par année.»

ET LES NÉGOCIATIONS, ALORS...

De l'avis des porte-parole de la FSE et du CPNCF, les échanges à la table de négociation avancent lentement et difficilement.

Il y a de l'eau dans le gaz dans la démarche exploratoire visant à tenter de trouver des pistes de solution dans le dossier prioritaire des élèves handicapés ou présentant une difficulté d'apprentissage ou d'adaptation (EHDA).

Présidente de la FSE, Johanne Fortier déplore l'attitude de la partie patronale, qui ne veut pas investir un sou de plus pour soutenir les services aux EHDA et qui s'en remet exclusivement au sens des responsabilités des professeurs à l'égard de ces élèves, notamment en faisant plus de prévention et en adaptant leur enseignement.

De son côté, le CPNCF ne croit pas que l'ajout de billets verts va régler tous les problèmes. «Il faut revoir la méthode de rendre les services et la partie syndicale, jusqu'à maintenant, n'a pas fait montre d'un grand esprit de compromis», a affirmé le porte-parole du CPNCF, Jean-Pierre St-Gelais, en évaluant à 1 milliard \$ le coût des demandes syndicales pour l'ajout de 9200 enseignants et 1500 orthopédagogues.

Toujours à la recherche d'un règlement avant la fin du mois de juin, Johanne Fortier croit que les enseignants devront continuer à hausser le ton. Le 6 mai, une grève générale du secteur de l'éducation à la CSQ est déjà annoncée. La FSE planche d'ailleurs sur d'autres moyens d'action pour les prochaines semaines, notamment la perturbation de la transmission administrative des notes des élèves.

À la mi-mai, la FSE rendra public son plan de mobilisation pour la rentrée de septembre. Le boycott des sorties éducatives et des activités parascolaires est déjà dans l'air puisque la FSE a donné la consigne à ses membres de ne faire aucune réservation pour l'automne.



La présidente de la FSE, Johanne Fortier

Les parents se débrouilleront comme durant un jour de tempête

VIOLAINE BALLIVY

VBallivy@lesoleil.com

Qu'il fasse beau ou qu'il pleuve, pour plusieurs parents, ce mercredi ne sera guère moins chaotique que lors d'une tempête de neige en plein mois de janvier. Avec la grève des professeurs qui paralyse toutes les écoles primaires et secondaires de la région, ils devront mettre leur débrouillardise à l'épreuve pour occuper la journée de leurs petits.

Après Montréal hier, c'est au tour de Québec de composer ce matin avec un débrayage des syndicats enseignants qui, en deux semaines, auront touché toute la province.

Ici, les travailleurs bénéficieront néanmoins d'un petit coup de pouce supplémentaire. Dans les commissions scolaires de la Capitale, des Navigateurs et des Découvreurs, les services de garde seront maintenus, et subventionnés par l'État au même titre qu'ils le sont lors de n'importe quelle autre journée pédagogique. Ainsi, moyennant 7 \$, les enfants inscrits avant hier pourront être confiés aux bons soins des éducatrices de l'école.

Seule la commission scolaire des Premières-Seigneuries a été forcée d'annuler à la fois les

cours, les services de transport et de garde puisque la grève ponctuelle de ses professeurs coïncide avec celle du personnel de soutien, affilié au même syndicat.

Là, les parents devront faire appel à des parents, amis, voisins ou même s'absenter du travail pour rester à la maison et s'occuper de ces écoliers en congé forcé.

Malgré ces inconvénients, plusieurs parents se montrent solidaires des revendications des grévistes. «Ils réclament plus de ressources, et nos enfants qui ont des difficultés d'apprentissage en ont besoin. Ils ont besoin d'être mieux encadrés, dans des groupes plus petits», souligne Nicole Mongrain, mère d'un petit de 10 ans qu'elle devra garder auprès d'elle ce matin. D'autres craignent toutefois les répercussions d'une interruption qui va s'étirer cet automne advenant une impasse dans les négociations syndicales. «Que va-t-il se produire si nos enfants manquent beaucoup de cours? Ils ont besoin de toute la matière pour bien réussir», remarque un autre père de famille, rencontré à la sortie des classes de l'école Saint-Malo.

Pour l'instant, une seule autre journée de débrayage a été annoncée, le 6 mai, à l'échelle de la province.

EN BREF

Martin assure le soutien du peuple canadien

■ OTTAWA — Le premier ministre Paul Martin a assuré le pape Benoît XVI du soutien du gouvernement et du peuple du Canada dans «sa tâche cruciale au service de l'humanité». «Nous savons qu'il honorera et poursuivra l'œuvre de Jean-Paul II (...), qu'il s'agisse de la promotion des droits de la personne ou d'une plus grande compréhension entre les peuples et les nations du monde, a indiqué M. Martin dans un communiqué. Nous savons aussi qu'il (...) sera en position de vaincre la haine fondée sur la race, l'ethnie ou la religion, et d'éradiquer la pauvreté et la faim.» Il existe de nombreux domaines où le gouvernement du Canada et les Canadiens peuvent collaborer avec le Vatican à la réalisation de ces importants objectifs, a assuré le premier ministre. **PC**

Le Congrès juif espère la poursuite du dialogue

■ Le Congrès juif canadien espère que le choix du cardinal Ratzinger comme pape va permettre la poursuite du dialogue entre les différentes Églises concernant les questions de droits humains et de foi. «Nous espérons que, sous Benoît XVI, les portes de la communication entre juifs et catholiques resteront ouvertes afin que tous ensemble

Profitez de l'été pour recycler votre fourrure!

et gagnez une des 4 Grandes Tournées Gastronomiques

Un rendez-vous avec huit des meilleures tables de Québec!

Le Bistango
Le Café de la Paix
La Closerie
Le Continental

L'Échaudé
Le Largo
La Fenouillère
Le Saint Amour

ENTREPOSAGE
Votre fourrure au frais pour l'été dans notre voûte à température contrôlée.

4 GAGNANTS
se verront attribuer une tournée gastronomique comprenant 8 repas pour 2 personnes. (valeur de 1000 \$ chacune)

Règlements et coupons de participation disponibles en magasin.

l'aliberté

Modèles exclusifs et personnalisés

ASSURANCE MÉDICAMENTS PUBLIQUE

Nouvelle hausse des primes en vue

BAPTISTE RICARD-CHÂTELAIN
BRicard@lesoleil.com

■ Les prime, franchise et contribution du régime public d'assurance médicaments pourraient encore enfler plus que le coût de la vie le 1^{er} juillet, quoique le Parti libéral ait promis le contraire.

Depuis la création du régime, en 1997, la prime annuelle maximale est passée de 175 \$ à 494 \$. En plus, la franchise mensuelle peut atteindre 10,25 \$ et la part de la facture à acquitter à la caisse lors du paiement frôle les 30 %.

Les libéraux de Jean Charest n'avaient pas respecté leur engagement de limiter la crue de la note totale du citoyen à la hausse du coût de la vie l'an dernier. Cette année ? « Les médicaments augmentent plus que le coût de la vie », prévient le ministre de la Santé, Philippe Couillard. Il plaide du même soufflé que « les assurances privées augmentent aussi ».

Depuis 1997, le régime public a pris 15 % par année. Il est passé de 1,16 milliard \$ à 2,64 milliards \$.

Des « gains d'efficacité » ont néanmoins été réalisés, assure le ministre. Les aînés recevant

le maximum du « supplément de revenu garanti » en jouiront. Ils bénéficieront de la gratuité totale, s'engage M. Couillard. Un « premier pas », admet-il. Tous les démunis devaient profiter du même traitement dès l'arrivée du PLQ au pouvoir il y a deux ans. « Si, au cours des prochaines années, on fait des gains, on va réinvestir pour les clientèles. »

Philippe Couillard escompte réaliser des économies grâce à une grande Politique du médicament. Elle devait être instaurée rapidement après l'élection. Son analyse débute aujourd'hui à l'Assemblée nationale en commission parlementaire.

La Régie de l'assurance maladie du Québec gère le régime d'assurance médicaments. La porte-parole, Nathalie Pître, refuse toutefois d'infirmer ou de confirmer la crue future des primes imposée aux participants et adhérents. Elle souligne néanmoins qu'une récente publication de l'Institut canadien d'information sur la santé notait que le nombre d'ordonnances par malade est élevé au Québec.

Plus tôt cette année, IMS Health, une firme privée d'information sur la santé, soulignait d'ailleurs que les pharmaciens de la Belle Pro-

La hausse pourrait dépasser le taux d'inflation

vince accaparent une part certaine des budgets de l'assurance puisqu'ils facturent lors de chaque transaction, chaque fois qu'un patient renouvelle sa prescription. « Au Québec, les ordonnances sont habituellement de moins longue durée que dans le reste du Canada; conséquemment, le nombre d'ordonnances exécutées est généralement plus élevé », écrivait l'entreprise.

POLITIQUE DU MÉDICAMENT

Le projet de Politique du médicament s'articule autour de quatre grands axes, explique Philippe Couillard. D'abord, l'accessibilité aux médicaments. Les traitements devront faire

leur preuve avant d'être remboursés, par exemple.

Il mettra ensuite fin au gel des prix payés à l'industrie pharmaceutique. Le ministre promet tout de même des mécanismes de contrôle. Un « prix juste et raisonnable » en résultera, pense-t-il.

L'utilisation optimale des médicaments sera un axe important. Médecins et pharmaciens réviseront, de concert, la pertinence de nos traitements. On tentera également de contrôler les méthodes de mise en marché (cadeaux aux médecins, distribution d'échantillons...) de l'industrie.

Le ministre prend le soin de préciser que son quatrième axe est le maintien d'une industrie pharmaceutique dynamique au Québec.

La face cachée d'

ABITIBI CONSOLIDATED

En annonçant la fermeture de sa division Port-Alfred, le 26 janvier dernier, Abitibi-Consolidated économise substantiellement sur le dos des travailleurs et des travailleuses par le biais de leur régime de retraite.

Notre RÉGIME DE RETRAITE profite bien... à Abitibi-Consolidated

Des économies réalisées en raison de la moyenne d'âge de l'usine

Quelques statistiques le démontrent. Au 31 décembre 2004, voici la situation :

- 265 travailleurs et travailleuses ont plus de 50 ans.
- 208 travailleurs et travailleuses ont entre 45 et 50 ans.
- 80 travailleurs et travailleuses ont entre 40 et 45 ans.

Parmi eux, SEULEMENT 122 travailleurs auront droit à une rente acquise. De surcroît, celle-ci sera réduite de façon substantielle au 1^{er} avril 2006 et ce parce qu'ils auront atteint l'âge de 55 ans.

EXEMPLE D'UN TRAVAILLEUR DE PORT-ALFRED ÂGÉ DE 54 ANS ET 4 MOIS

Date de naissance : novembre 1951	Âge au 1 ^{er} avril 2006 : 54 ans et 4 mois
Date d'embauche à l'usine : 20-09-71	32,5 années de service au 31 mars 2004
Adhésion au régime de retraite : 1972	31,5 ans de participation au régime le 31 mars 2004

- Parce qu'il n'aura pas atteint l'âge de 55 ans au 1^{er} avril 2006, il ne recevra pas la rente pour laquelle il a largement payé.
- À 65 ans, il n'aura droit qu'à sa rente viagère.
- De cette façon, Abitibi-Consolidated économise 251 795 \$ au détriment de ce travailleur.

Nous pensions avoir un emploi sûr.

Nous aimions le travail d'équipe.

Nous obtenions des résultats concrets : en 2003, des dirigeants de la compagnie nous ont même félicités pour notre taux d'efficacité de 92 %.

APPEL

À TOUS LES EMPLOYÉS-ES D'ABITIBI-CONSOLIDATED

Vérifiez bien la façon dont la compagnie Abitibi-Consolidated s'occupera de votre régime de retraite si jamais elle ferme votre usine.



Dans notre cas, croyez-nous, ça fait mal !

Renseignements : 418 544-3153 FTFP-CSN



Le Syndicat National des Travailleurs et Travailleuses des Pâtes et Papiers de Port-Alfred, S.P.



A T E L I E R

Qui sont ces couples heureux ?

Comment améliorer sa vie de couple actuelle ou réussir la prochaine ?

À Québec, les 30 avril et 1^{er} mai

avec Yvon Dallaire
psychologue-sexologue
Auteur de plusieurs best-sellers
sur les relations hommes-femmes.

Les Productions Option Santé
418 687-0245
www.optionsante.com



Vous recherchez une école pour votre garçon en septembre prochain ?

L'École Saint-Louis-de-Gonzague, située dans le Vieux-Québec, offre un milieu bien adapté aux besoins particuliers des garçons.

Programme scolaire enrichi.
Programme d'éducation internationale.
Programme sportif très complet.

Du préscolaire 5 ans (la maternelle) jusqu'à la 6^e année.
Pour garçons seulement.

EXAMENS D'ADMISSION :

préscolaire 5 ans et 1^{re} année :
le samedi 23 avril à 9 h
Quelques places disponibles aux autres niveaux. Informez-vous.

INVITATION À TOUS ET À TOUTES «PORTES OUVERTES»

le samedi 23 avril entre 9 h et midi.
Information : 692-1072
ou www.eslg.qc.ca



NOUVEAU • NOUVEAU • NOUVEAU

Camp de jour de Montgolfière Aventure à notre école

20 juin au 24 juin
(10 places disponibles seulement)

www.montgolfiereaventure.com/camp
Information : 659-1234

Le Montego et le Graffiti vous invitent à savourer la

Provence

Courez la chance de gagner un voyage-séjour dans un magnifique vignoble tout près de St-Tropez

En collaboration avec

AIR FRANCE

Les Voyages Laurier Du Vallon

Château Tour de l'Évêque

Détails dans les restaurants



Montego
1460, avenue Maguire
Sillery (Québec)
Téléphone : 688-7991

GRAFFITI

1191, avenue Cartier
Québec
Téléphone : 529-4949

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

« REFUSION » DE L'ANCIENNE-LORETTE

Référendum demandé à la Ville de Québec

Le conseiller Daniel Dupuis décidera ensuite, selon les résultats, s'il briguera la mairie de sa municipalité en novembre

JEAN-FRANÇOIS CLICHE
JFCliche@lesoleil.com

■ Daniel Dupuis maintient le cap, mais change de bateau. Il demandera lundi à la Ville de Québec d'organiser pour juin un référendum sur la «refusion» de L'Ancienne-Lorette.

M. Dupuis compte aussi déposer, à l'appui de sa requête, une pétition de 1000 noms que ses bénévoles commenceront à faire signer cette semaine.

«C'est pour démontrer (à la Ville) que ce n'est pas juste moi, qu'il y a beaucoup de gens concernés», explique-t-il.

Pour le conseiller municipal, il s'agit d'un changement majeur de stratégie. M. Dupuis avait en effet créé un parti politique, en janvier, pour briguer la mairie de L'Ancienne-Lorette. Son principal objectif, cependant, était déjà de remariar la ville défusionnée à Québec.

Le virage stratégique de M. Dupuis s'inspire du cas de Cap-aux-Meules. Cette localité avait voté à 62 % en faveur de la défusion en 2004, avant de se raviser lors d'un deuxième référendum tenu le 20 mars, où la réintégration aux Îles-de-la-Madeleine avait remporté 59,6 % des suffrages. Pour prendre effet, toutefois, le scrutin doit être avalisé par la ministre des Affaires municipales, Nathalie Normandeau. Celle-ci fera connaître sa décision sous peu.

M. Dupuis croit que le même exercice doit être entrepris à L'Ancienne-Lor-

rette. «Il faut comprendre que plus on retarde, plus ça va coûter cher, dit-il. Si on achète 200 ordinateurs, qu'on embauche du nouveau personnel pour gérer la Ville, etc., la facture va monter rapidement. (...) Ce serait ridicule de tout reconstruire pour tout défaire tout de suite après.»

« UN INVESTISSEMENT »

Dans sa requête, le conseiller indépendant demande à la Ville de Québec d'assumer les coûts du scrutin. «La Ville pourrait épargner des centaines de milliers de dollars en frais de déménagement si on gagnait le référendum», calcule-t-il, ajoutant que Québec récupérerait facilement son «investissement».

M. Dupuis se dit convaincu que les résultats de son éventuel référendum différeront de ceux de 2004. D'abord parce que ses citoyens sauront que

leur Ville devra faire cavalier seul, ou presque, chose qu'ils ignoraient lors du dernier scrutin.

Ensuite parce que le comité de transition, qui peaufine actuellement le premier budget des deux villes défusionnées, devrait avoir terminé ses montages financiers à la fin de mai. M. Dupuis prévoit que ces chiffres prendront le contre-pied des promesses faites par Émile Loranger, ex-maire de L'Ancienne-Lorette, à l'époque du premier référendum. M. Loranger avait alors affirmé que sa ville reconstituée dispenserait les mêmes services qu'avant, sans hausse de taxes.

M. Dupuis considère cette promesse irréalisable, puisque de grosses dépenses d'infrastructures attendent la



Le conseiller
Daniel Dupuis

municipalité, et qu'environ 55 % de son budget sera accaparé par les dépenses d'agglomération.

«Même si (le ministre des Affaires municipales du temps) Jean-Marc Fournier a donné l'heure juste sur les finances de la Ville à l'époque, les gens n'avaient pas de raison de ne pas croire Émile Loranger, parce qu'il avait quand même bien administré la Ville quand il

était maire.» Si sa proposition était rejetée par la population en juin, M. Dupuis ne se présenterait «probablement pas» aux élections de novembre. «Si on perd le référendum, on vient de confirmer qu'on veut vraiment la fusion, même dans les conditions actuelles. Il n'y aurait plus d'incertitude.»



La moitié des quelque 300 sièges de la salle étaient occupés par la délégation du Saguenay, hier soir.

AUDIENCES DU BAPE SUR LA 175

Des inquiétudes pour le lac Saint-Charles

CLAUDE VAILLANCOURT
CVaillancourt@lesoleil.com

■ La capacité pour le lac Saint-Charles d'absorber un surplus de chlorures en provenance d'une route 175 élargie à quatre voies, et, pire encore, la capacité pour ce lac qui sert de réservoir d'eau potable à la Ville de Québec de faire face à un déversement de produits toxiques à la suite d'un accident sont clairement apparues dans les préoccupations des citoyens qui ont commencé à interroger les experts sur le projet d'aménagement de la route 175, hier, à Québec.

Grosso modo, la commission du BAPE aura à déterminer si la réserve d'eau potable de la Ville de Québec est mise en péril par le doublement de la superficie de la route qui borde la rivière des Hurons, un affluent naturel du lac Saint-Charles.

Tandis que le directeur général du Conseil régional de l'environnement de la Capitale nationale, Alexandre Turgeon, soutient que le lac Saint-Charles est déjà «en train de mourir», et qu'il aurait de la difficulté à supporter tout incident de ce genre, un représentant de l'intégrité du territoire au ministère de l'Environnement et du Développement durable, Guy Le Rouzès, dit, au contraire, qu'il n'y a aucune inquiétude à avoir à ce sujet. «Les chlorures (tels les sels de déglacage), a même ajouté celui-ci, ce n'est pas inquiétant pour la santé.»

La Ville de Québec a été invitée à présenter au BAPE de ses préoccupations à ce sujet, aujourd'hui, alors que l'équipe de la présidente Sylvie Girard poursuivra la procédure de questionne-

ment sur le projet, réclamé à hauts cris par la population du Saguenay. La moitié de la salle, qui pouvait contenir quelque 300 personnes, était d'ailleurs remplie par une délégation du Saguenay, conduite par la conseillère Marina Larouche.

Ne regrettant nullement cette invasion, celle-ci a indiqué au SOLEIL qu'elle allait amener encore plus de gens en autobus, lors de la présentation des mémoires, si besoin se faisait sentir.

«On nous a oubliés quand on a construit la 20 et la 40 (les deux autoroutes qui relient Québec à Montréal, des deux côtés du fleuve). Cette fois-ci, on s'organise pour que le gouvernement tienne sa promesse», a renchéri cette dernière.

Le directeur régional du ministère des Transports pour la région de la Capitale-Nationale, Luc Bergeron, ajoute, quant à lui, que les techniques utilisées pour faire face à un déversement de produits toxiques, notamment l'aménagement de vannes étanches dans des bassins de réception, constituent une technique éprouvée pour laquelle les citoyens n'ont pas à s'inquiéter.

PAS PEUR DES ÉLECTIONS

Le réservoir d'eau potable de Québec «survivra-t-il» aux déversements toxiques et aux sels de déglacage ?

En passant, M. Bergeron a déclaré, en marge des audiences, qu'il ne doutait pas de la validité de l'entente intervenue entre les gouvernements fédéral et provincial, sur le partage des coûts, advenant une nouvelle campagne électorale au printemps, dans le camp fédéral.

«Les deux gouvernements se sont engagés à partager équitablement les coûts, jusqu'à concurrence de 525 millions \$, et que le reste de la facture sera discutée, une fois ces sommes dépensées. Je ne crois pas qu'un déclenchement des élections aura un impact à ce propos.»

À 22 h, hier, seulement 7 intervenants, sur 27 inscrits, avaient eu la chance de poser des questions aux experts convoqués par le BAPE. La séance se poursuivra aujourd'hui.

Les pompiers pourraient appuyer Marc Bellemare

ISABELLE MATHIEU
IMathieu@lesoleil.com

■ Les pompiers de Québec vont-ils se ranger en bloc derrière Marc Bellemare? Trop tôt pour le dire, mais c'est certainement ce qu'espère le candidat à la mairie, qui falsait une tournée des casernes hier.

Le président de l'association des pompiers professionnels de Québec, Pierre Peloteau, avait accepté l'invitation du chef de Vision Québec et semble apprécier l'intérêt du candidat pour la sécurité incendie.

«On n'est pas rendu à dire si l'association va se ranger derrière l'équipe Bellemare de Vision Québec, nuance M. Peloteau. Mais, à tout le moins, ça va être difficile de se ranger derrière le RMQ qui, au cours des 15 dernières années, a diminué le service à la population de manière importante.»

Le syndicat a encore sur le cœur la demande d'arbitrage faite par la Ville la semaine dernière, alors que les négociations sur la convention collective n'avaient pour ainsi dire pas encore commencé.

re, alors que les négociations sur la convention collective n'avaient pour ainsi dire pas encore commencé.

EN PANTALON DE COMBAT

Fâchés, les pompiers portent d'ailleurs le pantalon de combat depuis deux semaines et n'entendent pas l'abandonner de sitôt.

«Il est loin d'être impossible que les moyens de pression vont augmenter de façon plus précise au cours des prochaines semaines, assure Pierre Peloteau. On a dit à la Ville qu'on était prêts à négocier jusqu'en octobre s'il le faut. La balle est dans leur camp.»

Bien qu'il ait invité les médias à sa visite de caserne, le candidat Bellemare n'avait rien de précis à dire sur la sécurité incendie, si ce n'est que c'est une priorité pour lui et son équipe.

«Je n'ai pas l'intention de prendre position sur quoi que ce soit qui relève du service des incendies, a répondu M. Bellemare aux questions de la presse. On a une analyse très profonde à faire. Il y a eu des problèmes au service des incendies, le coroner Delage a été relativement virulent. Alors je pense que c'est important de s'y attarder.»

Le RMQ insiste sur son côté banlieue

Seulement 2260 de ses 6564 membres viennent de La Cité et de Limoilou

ISABELLE MATHIEU
IMathieu@lesoleil.com

Le Renouveau municipal de Québec veut convaincre qu'il n'est plus un parti du centre-ville, les deux tiers de ses 6500 membres provenant de la banlieue.

La formation politique de Claude Larose tente de se défaire de sa vieille image de parti de l'ancienne ville de Québec.

Selon les chiffres dévoilés hier par le RMQ, seulement 2260 des 6564 membres viennent des arrondissements La Cité et Limoilou. Tous les autres vivent dans les ex-villes de banlieue, le plus gros contingent étant à Sainte-Foy-Sillery avec 1111 membres.

Si Claude Larose a recruté beaucoup durant la course à la direction, ajoutons que son rival, Régis Labeaume, avait aussi fait le plein de membres en banlieue. Des nouveaux membres dont la participation est plus qu'incertaine, vu la défaite de leur candidat.

Le chef Claude Larose considère néanmoins que son parti est désormais bien implanté dans tout le territoire. «Et nous allons procéder par des investitures pour les candidats et non pas par des nominations», ajoute sa collègue Ann Bourget, en décochant une flèche au parti de Marc Bellemare.

Parlant de l'ancien ministre, Claude Larose a dit qu'il n'avait pas l'intention de se «mettre le

visage dans le photocopieur» tous les jours pour faire une campagne d'image.

«Avec la faible crédibilité actuelle des politiciens, les gens veulent les rencontrer pour se faire une idée, dit Claude Larose. C'est pour ça que je veux faire une campagne terrain.»

BUDGET PARTICIPATIF

Lors de leur congrès d'élaboration de programme qui se tiendra la fin de semaine prochaine, les membres du RMQ se pencheront sur l'idée du budget participatif, déjà utilisé depuis plusieurs années dans la ville d'Ottawa. Le conseiller municipal Clive Doucet viendra d'ailleurs faire une conférence.

Dans la capitale canadienne, le conseil municipal commence par établir les grandes lignes du budget et élabore des scénarios. Par exemple, si l'augmentation de taxes est plafonnée à 3 %, il faut couper tel service ou ajouter telle tarification.

Les propositions sont ensuite publicisées dans le site Web de la Ville. Des soirées de consultation se tiennent dans les 21 quartiers de la ville et les citoyens peuvent s'exprimer durant cinq minutes chacun sur les orientations budgétaires.

Le conseil municipal adopte la proposition, en tenant compte des consultations publiques, un mois plus tard. Le processus, qui peut prendre jusqu'à sept mois, pourrait être raccourci l'an prochain.

Ne prenez pas votre mal en patience.



Résonance
Magnétique
Saint-Louis

Aucune attente, rendez-vous rapide | Diagnostic en 24 heures | Remboursement par la majorité des compagnies d'assurances | Plusieurs modalités de paiement

À l'intérieur de la Clinique Saint-Louis, près des ponts | 651-3165 | 1 866 888-3165



Le complexe Hôtel-Centre de congrès de Lévis, tel qu'imaginé par les architectes St-Gelais Montminy

HÔTEL-CENTRE DE CONGRÈS DE LÉVIS

Le chantier lancé dans deux mois

MARC SAINT-PIERRE

MSPierre@lesoleil.com

■ De quoi matérialiser un des grands chantiers de la région de la capitale, c'est dans moins de deux mois que seront lancés les travaux du complexe Hôtel-Centre de congrès et d'expositions de Lévis.

La date cible pour donner le coup d'envoi sur le terrain du projet de plus de 40 millions \$ se situe autour du 15 juin, a confirmé Guy St-Gelais, porte-parole du consortium Faubourg-Touristecom.

« Nous aimerions beaucoup ouvrir l'hôtel et le centre de congrès pour l'automne 2006 », a ajouté M. St-Gelais, lors d'une conférence de presse, hier à Lévis.

Et cet hôtel quatre étoiles, de 100 chambres sur sept étages, dans une première phase, et 50 de plus dans une seconde, portera la bannière marquée de la rose des vents Four Points by Sheraton, du géant mondial Starwood. « (...) la première bannière internationale à avoir pignon sur rue en Chaudière-Appalaches », a souligné le maire Jean Garon, dont l'administration a conclu un partenariat public-privé avec les développeurs du projet.

« L'arrivée de Sheraton va contribuer à dynamiser le secteur de l'hébergement et de la restauration au plan local et régional », a ajouté M. Garon, évoquant l'effet levier identifié dans l'étude sur les fonctions hôtelières et de congrès commandée par son administration à Zins Beaudesne et Horwath.

« Une bannière aussi prestigieuse constitue une valeur ajoutée. Elle sera porteuse de visibilité, de promotion et de services », a observé pour sa part le président de la Chambre de commerce de Lévis, Pierre Garant, dont l'organisme a aussi contribué à l'étude, avec d'autres partenaires.

UN GROS MORCEAU

L'hôtellerie de Faubourg-Touristecom, comprenant de surcroît un restaurant de 180 places et un bar-bistro de 40 places, sera un gros morceau, de quoi entre autres « offrir une vue spec-

taculaire de Québec depuis la rive sud du Saint-Laurent », estime le consortium. Y sera notamment développée la formule « condo-hôtel » pour un peu plus de la moitié des chambres, comme à Mont-Tremblant et à Saint-Sulpice, dans la région montréalaise.

Mais elle ne sera qu'une composante du complexe qui prendra place angle Alphonse-Desjardins et J.B.-Michaud. Y sera notamment associé un centre de congrès de quelque 32 000 pieds carrés, équipé d'une salle de 750 places en formule banquet, avec une capacité d'expansion à 900 places. S'y ajoutera un édifice à bureaux de prestige de quatre étages, doté d'un stationnement souterrain.

ENFIN UN CENTRE

« Nous sommes, je devrais dire, nous étions la seule ville de plus de 100 000 habitants au Québec à ne pas avoir un tel équipement, en mesure à la fois de soutenir son industrie touristique et de répondre aux besoins de sa population et de ses entreprises, encore obligées de se réunir dans des arénas, des juvénats ou des cafétérias d'école », a noté le maire Garon, soulignant que les Lévisiens attendaient le complexe depuis des décennies.

C'est en novembre que les promoteurs du projet de complexe et l'administration municipale ont conclu leur partenariat, un protocole d'entente précisant les rôles et les responsabilités de chacune des parties dans sa mise en place et son exploitation.

Le complexe hôtelier portera la bannière Four Points by Sheraton

6 cités grecques sans intérêt!

Athènes, Santorin, Crète, Rhodes, Patmos, Mykonos

Payez-vous la Grèce en 6 versements égaux !

à partir de
269⁸⁴\$
par mois

ou à partir de

1869\$

en un seul paiement

Les Splendeurs de l'Égée

4 jours de croisière dans les îles grecques et en Turquie
Déjeuner, dîner, souper et collation de minuit tous les jours

3 nuits d'hébergement à Athènes
Déjeuner inclus et chambre d'hôtel climatisée

Départs du 29 mai au 9 octobre 2005
Vol aller-retour vers Athènes incluant tous les transferts

clubvoyages
[Partez sous une bonne étoile]

Afin d'en savoir plus sur toutes nos destinations sans intérêt, contactez votre conseiller Club Voyages dans l'une de nos 104 agences partout au Québec.

1 877 7-ETOILE
www.clubvoyages.com

NOLITOUR
VACANCES

Prix excluant 3,50\$/1000\$ de services touristiques pour la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages.

*Le dépôt de 250\$ par personne, payable à la réservation, est en sus du paiement mensuel annoncé. Départs de Montréal, prix par personne en occupation double en chambre standard, sauf si avis contraire. Les vols sont assurés par Air Transat et les places sont limitées. Les prix annoncés sont ceux en vigueur au moment de la publication et sont valables pour les nouvelles réservations effectuées jusqu'au 26 avril 2005. Les rabais réservés-tôt brochures sont inclus dans les prix annoncés lorsqu'applicables et valides. Pour tous les détails et conditions générales, veuillez vous référer à la brochure Grèce la magnifique de Nolitur Vacances. Club Voyages et Nolitur Vacances sont membres de Transat A.T. Inc. et titulaires d'un permis du Québec.

Les jeunes de l'ACQ veulent des incubateurs d'entreprises

JEAN-FRANÇOIS CLICHE
JFCliche@lesoleil.com

Les jeunes entrepreneurs manquent de places d'affaires et les jeunes tout court quittent la région. Pour remédier à ce problème, la « commission jeunesse » de l'Action civique, dans un mémoire présenté à son propre parti, propose que la Ville de Québec crée des incubateurs d'entreprises à l'intention des 16 à 30 ans.

« Nous réalisons que les jeunes entrepreneurs (...) ne se connaissent pas entre eux, qu'ils manquent d'expérience et qu'ils sont incapables, financièrement, de supporter le coût d'une place d'affaires », a déclaré le président de l'aile jeunesse de l'ACQ, Frédéric Rousseau.

Ces « pouponnières corporatives » consisteraient essentiellement en des locaux à prix modique, des lignes téléphoniques, un accès Internet et un service de mentorat. Leur coût et leur mise sur pied pourraient être pris en charge par la Ville, les chambres de commerce, les gouvernements supérieurs et le secteur privé,

avance la commission jeunesse.

Selon Yahya Baby, jeune entrepreneur membre de l'ACQ, de tels incubateurs existent déjà dans la région, mais ne sont consacrés qu'au secteur des hautes technologies.

« Si on avait eu ce genre d'incubateur lorsqu'on a démarré notre entreprise, ça aurait beaucoup aidé. Ça donne plus de crédibilité au projet (...) que si l'entrepreneur démarre sa compagnie dans son sous-sol », témoigne M. Baby, qui a lancé son entreprise d'affichage publicitaire dans l'appartement de son associé, avec toutes les difficultés que cela peut impliquer.

« On a posé la question aux jeunes de nos focus groups : si on vous aide à créer votre entreprise, est-ce que vous allez rester à Québec ? Et la réponse a été oui », poursuit-il.

Le mémoire de la commission jeunesse propose par ailleurs une série de recommandations sur l'environnement, les loisirs, la culture et l'économie. Le chef du parti, Paul Shoiry, l'a décrit comme « un important document qui va enrichir notre programme électoral ».

VENTE DE GARAGE

50% 70%

de rabais sur la marchandise sélectionnée

Obtenez 50 \$ pour vos vieux patins à roues alignées

Informez-vous !

La Vie Sportive

600 Bouvier, Québec • 623.8368 • viesportive.com Acheter moins, acheter mieux.

LE QUÉBEC ET LE CANADA

PREMIER BUDGET AUDET

Le PQ et l'ADQ entretiennent peu d'espoir

MICHEL CORBEIL

MCorbeil@lesoleil.com

Deux jours avant qu'il ne soit déposé, le budget du ministre des Finances Michel Audet est déjà condamné par le Parti québécois et par l'Action démocratique du Québec. Les deux formations qui constituent l'opposition à l'Assemblée nationale s'entendent pour prédire que l'exercice visera à duper les citoyens.

En point de presse, le chef péquiste Bernard Landry s'en est pris hier à l'énoncé attendu, à son auteur, le ministre Audet, et au Parti libéral du Québec. « Les Québécois s'attendent à

ce que les promesses libérales soient respectées. Mais si on regarde le passé, ils risquent d'être amèrement déçus. »

Selon lui, le cadre financier défendu par Jean Charest en campagne électorale « ne tient pas la route ». L'engagement de diminuer les impôts s'est révélé une tromperie pour « le peuple ». En outre, a-t-il avancé, les Québécois n'ont eu de cesse d'hériter de hausses de tarifs dont celle pour les frais de garde. « Celle qui me déprime le plus parce qu'on se rend compte qu'il y a des enfants qui ne vont plus à la garderie à cause de cela. »

Son critique en matière de Finances,

François Legault, a prédit qu'à la lumière des deux précédents énoncés budgétaires, le gouvernement libéral n'injectera même pas assez d'argent pour couvrir l'augmentation du coût de la vie dans les méga-ministères que sont la Santé et l'Éducation.

Le député péquiste de Rousseau n'a pas manqué de rappeler que la revue *Commerce* a accordé un « prix citron » au gouvernement Charest « pour l'ensemble de son œuvre ».

« Ce n'est pas un changement de ministre des Finances qui va régler le problème, a lancé François Legault. Peu importe qui presse le citron, un citron va rester un citron. »

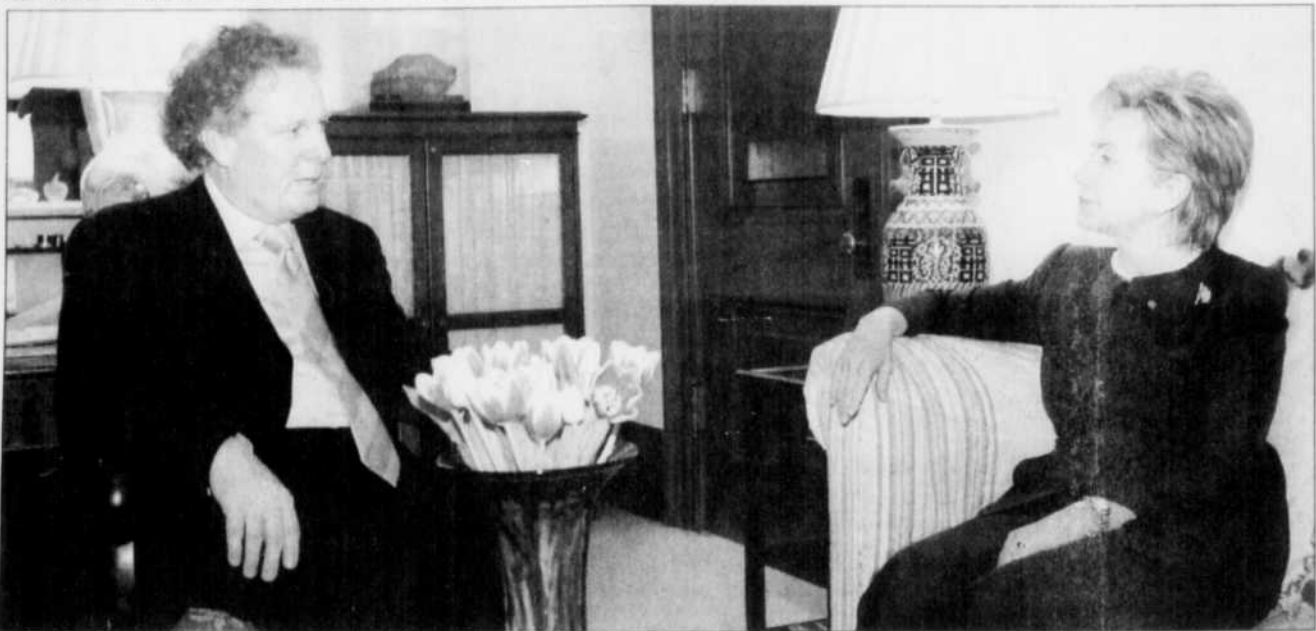
Les deux élus au PQ ont indiqué qu'ils rendront public bientôt le budget qui serait celui d'un Québec indépendant. Le document se fait attendre depuis plusieurs semaines. « Nous discutons du moment le plus opportun (de le divulguer), a plaidé M. Landry. Il y a une dimension pédagogique. C'est très important puisque, a-t-il énoncé, on s'en va vers un référendum sur la souveraineté et les vents sont éminemment favorables. »

Pour le chef de l'ADQ, Mario Dumont, le seul espoir à entretenir, c'est que le gouvernement Charest « remette un peu dans la poche des contribuables ce qu'il leur a pris dans la poche gau-

che par des augmentations de tarifs répétés. (...) M. Charest se faisait un devoir, dans chacun de ses discours, avant d'être élu (premier ministre) que les Québécois étaient les plus taxés en Amérique du Nord. Deux ans après, la situation s'est empirée par des augmentations de tarifs de tous ordres. »

Lui aussi s'est dit d'avis que les promesses libérales de réduction d'impôts étaient « complètement irréalistes. (...) Nous pouvons nous entendre le Parti québécois et l'ADQ sur un constat commun, a-t-il ajouté. C'est que les libéraux ont été incapables de présenter une stratégie économique. »

UNE INVITATION POUR HILLARY



PC

Le gouvernement des États-Unis reconnaît l'importance d'entretenir de bonnes relations avec le Québec, selon le premier ministre Jean Charest. « Il y a un message pour les Québécois. C'est qu'il y a une place pour nous, un rôle pour nous qu'on nous reconnaît », a estimé M. Charest, lors d'un point de presse, hier, au terme d'une visite de près de trois jours dans la capitale américaine. M. Charest a notamment rencontré hier la sénatrice de l'État de New York, Hillary Clinton, et il a profité de l'occasion pour l'inviter au Québec, afin de maintenir le dialogue sur diverses questions, dont l'énergie, la sécurité à la frontière et le bois d'œuvre.

Boulay nie toute pression à contribuer à la caisse du PLC

RAYMOND GIROUX

RGiroux@lesoleil.com

MONTREAL — C'était presque le monde à l'envers dans le dossier des commandites, hier, à l'enquête que mène le juge John Gomery : ce dernier a appris que Claude Boulay a reçu de l'argent de Charles Guité, et non l'inverse comme on aurait pu s'y attendre.

L'ancien patron des commandites, après sa retraite du ministère des Travaux publics, avait lancé sa propre boîte de communication et donné à ce titre un contrat de 60 000 \$ au groupe Everest deux ans plus tard, en 2001.

Bizarrement, M. Guité a été facturé par Everest Estrie, la filiale sherbrookoise de l'entreprise de M. Boulay, celle-ci devant réaliser une « étude de perception auprès des annonceurs canadiens en rapport avec l'image de l'industrie de la publicité et des agences de publicité ».

L'étude n'a jamais été réalisée, a dit M. Boulay, à cause de la tourmente provoquée par le dévoilement du scandale des commandites.

« Le travail qui a été fait est du travail de consultation que moi j'ai fait envers M. Guité pour l'assister dans ses différentes transactions, a dit M. Boulay. Dans la tourmente, il perd son emploi et nous, on était très mal à l'aise et on a compensé comme cela. »

« Il y a des choses qui me dépassent », a dit le juge Gomery. Est-ce que les consultations valaient 60 000 \$? C'est beaucoup d'argent pour un travail qui aurait duré de six à neuf mois, a-t-il commenté. Il n'y a d'ailleurs aucune entente écrite pour témoigner de cette substitution, a reconnu M. Boulay.

M. Gomery s'est aussi étonné du fait que les consultations aient été facturées par anticipation, ce qui ne lui apparaît pas habituel, selon son expérience. « Était-ce une avance ? », a demandé le juge. Poussé à bout, M. Boulay a dû admettre qu'il s'agissait effectivement d'une avance. Mais le mystère demeure entier.

M. Guité a également construit de ses propres mains et approvisionné une cave à vins à la résidence de M. Boulay, au coût de 25 000 dollars.

« Je ne savais pas qu'il était expert en caves à vin », a lancé le juge. Il venait apparemment de s'en construire une et lui avait offert de répéter l'expérience « sur une base personnelle », a répondu le témoin.

M. Boulay soutient par ailleurs qu'il n'a jamais senti de pressions pour contribuer à la caisse libérale pour obtenir ou après avoir obtenu des contrats du gouvernement.

Everest a donné 132 500 \$ au PLC, au fil des ans, essentiellement acheter des billets pour certains événements comme des cocktails, des dîners et des tournois de golf. L'épouse de M. Boulay, Diane Deslauriers, était reconnue comme une perceptrice de dons acharnée, dans les milieux libéraux, et le témoin a affirmé qu'il « ne voulait pas se faire tordre un bras ».

M. Boulay a cependant récusé les accusations voulant qu'il soit un proche du premier ministre Paul Martin. Il ne s'est jamais retrouvé seul avec lui, a-t-il dit. À son avis, la fameuse lettre pour son 50^e anniversaire n'a sûrement pas été écrite de sa main, car il ne lui connaît aucun sens de la poésie, et que son français ne lui permet pas d'écri-

re aussi bien.

M. Boulay a de plus fermement rejeté les accusations d'Alain Renaud voulant qu'il ait discuté du contrat d'Attractions Canada avec M. Martin lors d'un congrès libéral.

M. Boulay a tiré de son aventure à la tête de Everest des revenus totaux de 25 millions \$, selon les documents préparés par la Commission, soit en salaire, dividendes imposables et non imposables et profits de la vente de l'entreprise.

Everest a reçu 67 668 265 \$ en commandites entre 1994 et 2003, dont plus de 25 millions pour le seul contrat d'Attractions Canada, et 40 869 536 \$ en publicité, pour un total de 108 millions \$.

Et « jamais » il n'a été témoin d'un système de retour d'ascenseur tel que dénoncé par son compétiteur Jean Brault, de Groupaction, a-t-il dit.

Du côté de Jean Charest, M. Boulay a dit que les relations entre le premier ministre et le groupe Everest remontent à la campagne électorale de 1984, alors qu'il était candidat conservateur dans Sherbrooke, là où était basée l'entreprise à ce moment.

« C'était une relation amicale avec mes deux associés, a-t-il dit. Quand ils vont à la bataille, ils y vont ensemble », que ce soit pour des élections ou pour des courses à la direction.

Mais étrangement, la procureure de la Commission, M^{re} Marie Cossette, a aussitôt évacué le sujet sans même poser de questions sur le présumé transit d'une contribution de 50 000 \$ entre Groupaction et le PLC, en 1998, s'il faut en croire le témoignage de M. Brault.

OTTAWA

Nouveaux signes d'élections

SYLVAIN LAROCQUE

Presse canadienne

■ OTTAWA — Au lendemain d'une tentative de bâillonnement des libéraux, l'opposition a redoublé d'ardeur, hier, en vue de renverser le gouvernement minoritaire de Paul Martin ce printemps.

Aux Communes, conservateurs et bloquistes ont continué de resserrer autour de M. Martin l'étau du scandale des commandites, qui promet d'être l'un des principaux thèmes de la prochaine campagne électorale.

Autre signe de l'imminence d'élections : le chef conservateur, Stephen Harper, a présenté hier un premier candidat-vedette en vue du scrutin : Lawrence Cannon, conseiller municipal à Gatineau et ancien ministre de Robert Bourassa. Il tentera sa chance dans le comté de Pontiac, en Outaouais.

« Pour former un gouvernement national qui reflète fidèlement le Canada, il nous faut une forte représentation au Québec », a reconnu M. Harper en point de presse.

Selon une source proche du parti, les conservateurs ont aussi approché le présentateur du bulletin de nouvelles nationales de Global Television, Peter Kent. M. Kent n'a cependant pas pris de décision, selon cette même source.

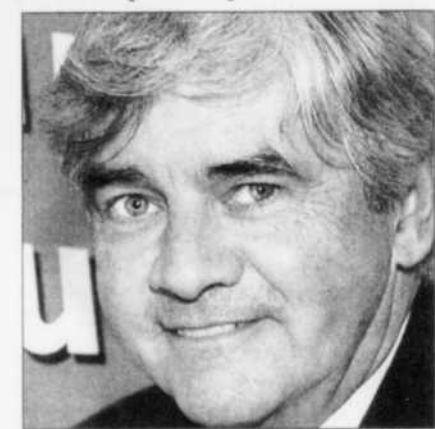
Devant le comité de la procédure des Communes, les conservateurs ont présenté une motion visant à mettre fin au bâillon imposé par les libéraux. La motion réclame la remise au calendrier, d'ici le 19 mai, d'au moins une journée d'opposition.

Lundi, les libéraux ont unilatéralement reporté à une date indéfinie ces journées, qui permettent aux partis non gouvernementaux de déposer et de mettre aux voix des motions sur les sujets de leur choix. Le leader du gouvernement aux Communes, Tony Valeri, en a décidé ainsi après avoir eu vent que les conservateurs s'apprêtaient à présenter une motion ayant pour but d'insérer rapidement au calendrier les prochaines journées d'opposition.

Or, la façon la plus facile de faire tomber le gouvernement, c'est d'adopter une motion de censure lors d'une de ces journées.

PARALYSIE ?

Les libéraux ont mal accueilli la nouvelle motion des conservateurs, dont ils ne reconnaissent pas la légitimité, et ont entrepris d'y faire obstruction au comité parlementaire. Cependant, à l'issue d'une réunion tendue des leaders des partis aux Communes, l'opposition s'est concertée pour ralentir



ARCHIVES LE SOLEIL

L'ex-député Lawrence Cannon

considérablement les travaux du Parlement, y compris l'adoption de projets de loi.

« Le gouvernement ne contrôle plus rien, le gouvernement ne fonctionne plus », a prévenu le leader parlementaire du Bloc québécois, Michel Gauthier.

M. Valeri a promis hier de programmer des journées d'opposition avant la fin mai, ce qui ne répond pas aux exigences des autres partis. Quoi qu'il en soit, les libéraux pourront continuer à diriger le pays, a-t-il assuré.

« Le gouvernement continuera à gouverner et si les partis d'opposition ne veulent pas que le Parlement fonctionne, je pense qu'ils devront s'en expliquer aux Canadiens », a déclaré le ministre, en ajoutant : « L'opposition officielle a essayé de faire quelque chose de très surnois et ils se sont fait prendre. »

Conscients qu'ils n'ont plus qu'une mince chance d'échapper à des élections printanières ou estivales, les libéraux tenteront probablement de se faire défaire sur un vote visant l'adoption du projet de loi de mise en œuvre du budget, d'ici la fin mai. Ils pourraient ainsi faire campagne sur ce document, mais l'opposition fera sans doute tout en son pouvoir pour éviter un tel scénario.

L'opposition pourra, en revanche, évoquer le refus des libéraux de mettre en fiducie les dons qu'ils ont reçus de Groupaction et d'autres firmes mêlées au scandale des commandites.

Mardi, les Communes ont adopté par un vote de 157 voix contre 119 une motion à cet effet, mais cette dernière ne contraint pas le gouvernement à agir.

Les folies du printemps
Volkswagen
au Mont-Sainte-Anne
Jusqu'au 1^{er} mai 2005

Plus de 40 pistes ouvertes!

Forfait folies du printemps
3 nuits d'hébergement et 3 jours de ski pour le prix de 2!

À partir de **142\$***
par personne, en occupation double.

GRATUIT*
3^e journée et nuitée

Ce week-end
Galère des Boîtes à savon

- DJ à la scène Volkswagen
- BBQ à la montagne
- Spas
- Cabane à sucre

Samedi
Faites preuve d'imagination, construisez un bolide et dévalisez la pente!
Tous les détails sur www.mont-sainte-anne.com

Dimanche
Exposition des bolides dans la gare des télécabines.

1 888 827-3434 • www.mont-sainte-anne.com

*Toutes taxes en sus. Certaines conditions s'appliquent.

Ottawa n'intéresse pas Dumont

SIMON BOIVIN
SBoivin@lesoleil.com

Mario Dumont ne caresse pas l'ambition d'être un pilier du Parti conservateur au Québec. Même si la troupe de Stephen Harper devait former le prochain gouvernement, le chef adéquat se dit « déjà occupé ailleurs ».

« À regarder les libéraux de Jean Charest et à imaginer un retour en arrière avec le Parti québécois, je pense que la meilleure chose pour le Québec, à la prochaine élection, c'est un gouvernement de l'ADQ, a indiqué M. Dumont, hier. Mais pour que ça arrive, il faut que je m'y aille. »

Le député de Rivière-du-Loup, qui dit ouvertement voter conservateur, affirme ne pas avoir discuté « récemment » avec M. Harper. Mais, il rappelle que ses analyses et conseils seront toujours gratuits pour tout politicien qui cherche à mieux comprendre la

Belle Province. « C'est dans l'intérêt du peuple québécois que nos préoccupations soient comprises par n'importe quel parti fédéral », lance-t-il.

L'ADQ restera neutre au cours de la prochaine campagne, assure-t-il, même si certains de ses membres militeront en faveur du PC.

Bien qu'il reste préoccupé par la représentation du Québec au sein d'un éventuel gouvernement bleu, Mario Dumont n'a pas pour autant l'intention de faire le saut en politique fédérale.

« Je suis un élu au Québec et je vais y rester, a-t-il insisté. Je n'ai jamais songé à m'en aller au fédéral, dans le passé et dans le présent, ce ne sera pas plus le cas dans l'avenir. »

Aux rumeurs qui l'envoient dans l'arène fédérale, M. Dumont a opposé l'interprétation du chroniqueur du SOLEIL, Michel Vastel, dans notre livra-

En somme, M. Vastel faisait valoir qu'avec un gouvernement conservateur à Ottawa, la voie « autonomiste » de l'ADQ pourrait très bien servir les intérêts du Québec.

« Je suis le chef d'un parti qui, je pense, a beaucoup à offrir au Québec, souligne M. Dumont. (...) Je n'ai pas l'attirance vers la politique canadienne comme élu, mais je m'y intéresse comme représentant du Québec qui veut faire des arrangements éventuels avec les autres. »

Aux prochaines élections fédérales, le dilemme des Québécois fera de nouveau surface, analyse-t-il. À tous ceux qui rêvent de voir les libéraux perdre le pouvoir, l'option du Bloc québécois sera tentante. Mais elle ne représente pas une réelle solution de rechange, dit M. Dumont. « L'ultime responsabilité de décider reviendra aux électeurs, termine-t-il. Mais les débats là-dessus vont devoir se faire. »

Le Canada aidera les 25 pays les plus pauvres du monde

OTTAWA (PC) — Dans l'objectif d'obtenir de plus grands impacts, le gouvernement canadien concentrera dorénavant son aide étrangère bilatérale dans 25 pays parmi les plus pauvres du monde.

La ministre de la Coopération internationale, Aileen Carroll, a confirmé que, d'ici 2010, au moins les deux tiers des activités d'aide bilatérale menées par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) seront concentrées dans 25 pays en développement, dont plus de la moitié se trouve en Afrique.

Pour déterminer cette liste de 25 pays, le gouvernement fédéral a choisi parmi les pays les plus pauvres. Seuls les pays dont le revenu annuel moyen par habitant est inférieur à 1000 \$US étaient susceptibles d'être choisis. Ils recevront les deux tiers du budget annuel de développement international pour appuyer d'abord et

avant tout des projets liés à la gouvernance, la santé, l'éducation, l'environnement et le développement du secteur privé.

L'autre tiers du budget ira à des pays aux prises avec des crises majeures ou en pleine reconstruction (Haïti ou l'Afghanistan, par exemple), ou encore à des pays qui ont une relation bilatérale particulière avec le Canada.

Les organismes non gouvernementaux (ONG) dénoncent l'attitude d'Ottawa qui continue de repousser à plus tard l'atteinte de l'objectif des Nations unies exigeant que les pays consacrent 0,7 % de leur produit national brut (PNB) à l'aide étrangère, d'ici 2005. La ministre Carroll a répliqué que le Canada faisait sa part et s'engageait même à augmenter son aide de 8 % par année, pour les années à venir. Le budget annuel des montants versés en aide internationale atteint 3,7 milliards \$ en 2004-2005.



Une question, plusieurs réponses.

Le service 10-4 est un cellulaire avec fonction walkie-talkie, qui vous permet de parler simultanément avec plusieurs personnes, sans aucuns frais d'interurbain au Canada⁽¹⁾.

À l'achat de chaque appareil, vous en recevez un autre gratuitement⁽²⁾.

Avec le forfait Famille, partagez votre forfait mobilité et obtenez :

- Service 10-4 illimité, messages textes illimités et appels locaux illimités entre les membres⁽³⁾
- Pas de frais cachés

www.bell.ca/10-4 1 866 371-9749 Magasins Espace Bell et Bell Mobilité.



Et bien simple.™



Beauport

Inter Cellulaire enr.
488, boul. Rochette
(418) 660-9909

Lévis

104, route Président-Kennedy
(bur. 101)
(418) 837-0222

Québec

CBCI Telecom inc.
710, rue Bouvier
(bur. 103)
(418) 626-1800

Roberval

Cellulaire Chic
612, boul. Marcotte
(418) 275-0606

St-Nicolas

585, route 116
(418) 831-2355

Aussi offert dans les magasins Espace Bell et détaillants autorisés.

NO FUTURE SHOP



L'offre prend fin le 30 juin 2005; réservée aux nouvelles activations du service 10-4 sur un forfait Tout-en-un. Services et options offerts sur certains appareils dans la zone de couverture TX de Bell Mobilité, là où la technologie le permet. Prix/offre sujets à changement sans préavis et ne peuvent être combinés avec aucune autre offre. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Frais d'itinérance et taxes en sus. Des frais pour l'Internet Mobile peuvent s'appliquer afin d'activer l'option 10-4. Photos à titre indicatif. Jusqu'à épuisement des stocks. D'autres conditions s'appliquent. (1) Entre abonnés à l'option 10-4 de Bell Mobilité. (2) Sujet à un engagement de 3 ans pour chaque membre (max. 5) sur le même compte forfait Famille avec un forfait Tout-en-un, et option 10-4 sur le compte principal. (3) S'applique aux appels locaux faits entre les membres durant le terme de l'engagement, dans la zone de couverture de Bell Mobilité, sinon des frais d'interurbain et d'itinérance peuvent s'appliquer. (4) Le tarif alors courant (maintenant 30 \$ par mois par membre additionnel) s'applique par la suite.

SAMEDI

DANS LE SOLEIL

L'AUDACE DE LA DIFFÉRENCE



L'art d'oser en architecture résidentielle n'est pas né d'hier, mais rares sont ceux qui le pratiquent encore en soi québécois. En regardant quelques maisons construites à Saint-Jean-Chrysostome par Ken Corcoran, on sent cette volonté de revoir formes et volumes.

Dans le cahier **Maison**

BARBECUE: LE TRIOMPHE DE L'INOX



En matière de barbecue, on ne cuit plus guère au charbon de bois, sur de la pierre de lave ou de la pierre de céramique. Ce sont des déflecteurs en acier inoxydable qui font le travail. Il faut dire que l'inox entre dans la cour par le barbecue. Le *cocooning* et l'art de vivre sont parvenus au jardin.

Dans le cahier **Maison**

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344	Renseignements	686-3233
	1-866-686-3344		
Carrières et professions	686-3270		
Petites annonces	844-4444		
Promotion	686-3342		
Publicité détaillants	686-3435		
Publicité générale	686-3270		
Rédaction	686-3394		

LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada Inc., est publié et édité par LE SOLEIL, 410, boul. Charest Est, case postale 1547, succursale Terminus, Québec (Québec) G1K 7J6. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Randoin, bureau 4, à Québec (Québec) G2C 2B4, par Transcontinental de la Capitale, une filiale de Transcontinental Inc., 1, place Ville-Marie, bureau 3315, Montréal (Québec), H3B 3N2

NOUVELLE POLITIQUE DE DÉFENSE

Le Canada embauchera 5000 nouveaux soldats

OTTAWA (PC) — Le gouvernement fédéral a fait connaître hier ses projets visant la défense du pays et l'avenir des Forces armées canadiennes. «Aujourd'hui, les premières lignes pour la défense du Canada vont des rues de Kaboul aux lignes ferroviaires de Madrid et jusque dans nos villes», peut-on lire dans le document de 32 pages. «Le terrorisme à l'échelle de la planète est devenu un ennemi impitoyable et, sous certains aspects, on peut affirmer que les Canadiens n'ont jamais été aussi en danger sur une base personnelle pendant la guerre froide», ajoute-t-on. Le gouvernement fédéral promet donc de doubler sa présence militaire outre-mer, de renforcer sa collaboration avec les États-Unis pour la défense du continent et d'imposer davantage la souveraineté du Canada dans l'Arctique.

Pour atteindre ces objectifs, il engage-ra 5000 militaires additionnels à plein temps, consolidera ses effectifs de commandement, mettra sur pied une nouvelle unité de forces spéciales et dépensera une véritable fortune en nouveaux aéronefs, navires et véhicules. Ce programme d'acquisition et tous ces changements devront être en place d'ici 2010, peu importe le sort du gouvernement minoritaire de Paul Martin, affirme le général Rick Hillier, chef d'état-major de la défense. Des 5000 nouveaux soldats recrutés, 3000 seront dirigés vers les forces terrestres, dont la mobilité et l'équipement seront améliorés. La marine devra voir au remplacement de sa flotte de destroyers et de frégates de classe Halifax. De leur côté, les forces aériennes ont un grand besoin d'hélicoptères lourds.

DOCUMENT

Suite de la Une

Même s'il était responsable des finances gouvernementales en plus d'être le ministre titulaire du BFDRQ, M. Martin soutenait alors qu'il ne connaissait pas l'existence de la Réserve pour l'unité nationale de 50 millions \$ avant de la renouveler lors du budget de 1996, le troisième de sa carrière. Si M. Martin s'était à ce moment déclaré hors jeu autant dans les commandes que dans la préparation de la stratégie référendaire, un document classé secret et déposé devant la Commission en vue de la comparution du communicateur Claude Boulay laisse entendre le contraire. Dans une note du Conseil privé à l'intention de la ministre Lucienne Robillard, il est écrit, le 6 juillet 1995, que «le ministre Paul Martin compte lancer à la fin d'août le nouveau mandat du BFDRQ qui consolide les programmes fédéraux d'aide à la PME». Le signataire du document, Howard Balloch, constate que «les objectifs de la campagne du BFDRQ coïncident avec les nôtres — couvrir toutes les régions du Québec et relever la visibilité et le rôle de partenariat du gouvernement du Canada». M. Balloch ajoute que «nous avons travaillé avec le BFDRQ sur le développement de cette approche qui rejoint tant nos objectifs que les leurs. Une telle campagne, écrit-il, permet un ciblage régional qui manque actuellement à nos activités». Les fonds tirés de la Réserve pour l'unité nationale devaient en principe servir à placer des annonces dans tous les hebdomas régionaux (500 000 \$), à parrainer les activités et les conférences des chambres de commerce régionales (150 000 \$) et à «entreprendre une campagne radio intensive (...) avec des capsules publicitaires» (150 000 \$). Rappelons que le numéro deux du gouvernement fédéral à l'époque n'était aucunement partie des discussions stratégiques sur la question du Québec, selon son témoignage de février dernier. Pourquoi ? «On ne me l'a pas demandé», expliquait-il simplement. Ni M. Chrétien, ni son directeur de cabinet, Jean Pelletier, ni personne d'autre au bureau du premier ministre n'aurait vraiment parlé de stratégie avec lui, a-t-il affirmé.

M. Martin ne faisait pas non plus partie du comité spécial du Conseil des ministres présidé par Marcel Massé, qui a accouché en février 1996 du programme de visibilité dont les commandes ont été un volet essentiel. Le document du Conseil privé recommandait également un achat média évalué entre 1,5 million \$ et 2 millions \$ pour «réserver un espace publicitaire extérieur qui permettrait au gouvernement d'y afficher des messages indirects (publicité antitabac, tourisme, rôles et services gouvernementaux) ou plus directs, au besoin». Le responsable des commandes au ministère des Travaux publics s'est attribué la paternité de cette initiative, mais la note distribuée entre autres au bureau du premier ministre et à l'ancienne greffière du Conseil privé, Jocelyne Bourgon, montre que l'idée venait de plus haut. De plus, le comité que présidait l'auteur de la note avance que «sur recommandation du cabinet du premier ministre, nous avons revu la proposition de commandite du concert Big Sky organisé par la Compagnie de la Baie d'Hudson pour commémorer son 325^e anniversaire». Le fonds pour l'unité offrirait une contribution de 150 000 \$, et le ministère des Travaux publics, 250 000 \$, pour un concert où devaient chanter notamment Céline Dion et Bryan Adams, en Alberta. «Quoi que le lien avec les activités d'unité soit ténu, reconnaît-on dans le document, la commandite du concert offre néanmoins l'occasion d'en accentuer la promotion dans les magasins La Baie au Québec, d'offrir des prix à des jeunes du Québec pour leur permettre d'y assister et de distribuer sur place du matériel promotionnel sur le Canada.» En tout, M. Balloch recommandait d'utiliser entre 2 850 000 \$ et 3 350 000 \$ du fonds pour l'unité dans le contexte de la campagne préférendaire du gouvernement fédéral. Deux mois plus tôt, une autre note secrète du Conseil privé proposait de tirer 410 000 \$ de cette même réserve pour assurer le financement de quelques projets dont la Fête du Canada et l'achat de 240 000 cartes du pays. Les notes marginales, dans ce document daté du 5 mai 1995 et intitulé *Activités publicitaires préférendaires à courte échéance*, contiennent plusieurs références à Charles Guité.

OUELLET

Suite de la Une

bien formé. Il détient une licence en théologie et une en philosophie en plus d'un doctorat en théologie dogmatique. Il a enseigné à l'Université pontificale du Latran, a été supérieur du Grand Séminaire de Montréal et formateur pour les prêtres. À Rome, il a été secrétaire du Conseil pontifical pour l'unité chrétienne et membre de diverses congrégations.

Interrogé à ce propos, le père Marcel Demers, sulpicien, recteur du Collège pontifical canadien et ami personnel du cardinal, dit que cette nomination ne serait pas impensable. Il confirme que le nouveau pape aime bien M^{re} Ouellet, «il n'y a pas de doute là-dessus». Toutefois, personnellement, il aimerait mieux que le cardinal Ouellet demeure au Québec, mais l'avenir dira s'il demeurera archevêque de Québec ou s'il deviendra un membre éminent de la nouvelle curie romaine.



Le nouveau pape apprécie M^{re} Ouellet.

LUNETTES **FLY** GRATUITES!*

Valeur de **90\$**

COUVREZ VOTRE TÊTE

Jusqu'au 14 mai 2005

PAYEZ UN PNEU PAR MOIS!

PAS DE COMPTANT, PAS D'INTÉRÊTS ET JUSQU'À 4 MOIS POUR PAYER*

Entreposage de pneus!

ASSURANCE ^{MC}	EAGLE GT-HR	EAGLE FI GS-D3	EAGLE RS-A	WRANGLER MTR
avec la technologie COMFORT ^{TR} 40\$ de RABAIS à l'achat de 4 pneus GOODYEAR	30\$ de RABAIS à l'achat de 4 pneus GOODYEAR	100\$ de RABAIS à l'achat de 4 pneus GOODYEAR	40\$ de RABAIS à l'achat de 4 pneus GOODYEAR	80\$ de RABAIS à l'achat de 4 pneus GOODYEAR

PNEUS • FREINS • ALIGNEMENT • AMORTISSEURS • ÉCHAPPEMENT • CHANGEMENT D'HUILE • VÉRIFICATION DE SÉCURITÉ

AUTOPNEU AUCLAIR

QUÉBEC

1220, boul. Charest O., Québec

681-4646

LES SAULES

3755, boul. Hamel, Les Saules

871-6740

LÉVIS

155, route Kennedy, Lévis

833-3282

VANIER

385, rue Lavoie, Vanier

683-1010

BEAUPORT

639, rue Clémenceau, Beaufort

661-1212

GOODYEAR SELECT

Dans les pneus depuis 25 ans.

AIR MILES

*Marché déposé par le commerce d'Air Miles International Trading B.V., employée en vertu d'une licence par Loyalty Management Group Canada Inc. et Goodyear Canada Inc.

HONDA ACCORD DX

FINANCEMENT

à partir de **2,9%*****

24 300\$*

Essence gratuite pendant une année à l'achat ou à la location d'un modèle Honda Accord 2005***

*PDS de la Honda Accord DX 2005 manuelle (modèle CMS15E). Transport et préparation (1380\$) en sus. **Offert par HCFI sur tous les modèles Accord 2005 jusqu'à 36 mois. Taux de 3,9% offert de 37 à 60 mois. Sujet à l'approbation du crédit. Taxes, assurances, immatriculation et frais d'enregistrement en sus. ***Montant établi en tant que valeur fixe de 1350\$. Offres d'une durée limitée. Photo à titre indicatif.

2000, rue Jean-Talon Nord
Sainte-Foy (Québec) G1N 2E8

687-2525

www.lallierstefoy.com

lallier

HONDA

EN BREF

Vote de grève à 92 % au « Journal de Montréal »

■ MONTREAL — Les journalistes du *Journal de Montréal* se sont prononcés hier dans une proportion de 92 % en faveur du déclenchement d'une grève illimitée. Les négociations entre le Syndicat des travailleurs de l'information du *Journal de Montréal* (STIJM) et la direction de Quebecor sont rompues depuis lundi. Selon le syndicat, la direction a demandé la conciliation à la suite de l'échec des négociations. Le président du syndicat, Martin Leclerc, a précisé que la grève serait déclenchée rapidement si rien ne bouge. Il évoque même la possibilité de faire la grève d'ici la fin du mois d'avril. Entre-temps, les moyens de pression seront accentués. M. Leclerc estime que la demande patronale d'une conciliation « constitue une manœuvre peu subtile pour faire traîner les choses ». Le STIJM, qui regroupe 273 salariés de la rédaction, revendique la création de nouveaux postes dans la salle de rédaction et de meilleurs salaires. Depuis le début des années 90, le nombre de pages du journal est passé de 136 à 400, mais le nombre d'employés est resté le même. *PC*

Jean-Guy Tremblay devant la Commission des libérations conditionnelles

■ **CALGARY** — Jean-Guy Tremblay, qui s'est d'abord fait connaître lorsqu'il a tenté d'empêcher son amie de se faire avorter en 1989, comparaitra devant la Commission nationale des libérations conditionnelles demain, en vue de sa libération prévue pour le mois de juillet. Il saura alors quelles restrictions lui seront imposées en tant que délinquant visé par une surveillance de longue durée à cause de ses agressions répétées contre des femmes. L'ex-Montréalais pourrait devoir demander à son agent de libération conditionnelle la permission de nouer une liaison amoureuse avec une autre femme à sa sortie de prison. Décrit comme un « batteur de femmes en série », il a été reconnu coupable à 14 reprises de gestes violents, principalement d'avoir battu, harcelé, étouffé et terrorisé des femmes du Québec et de l'Alberta. *PC*

Le ministère fédéral de la Santé approuve la vente libre de la pilule du lendemain

■ TORONTO — Toutes les Canadiennes devraient sous peu pouvoir se procurer la « pilule du lendemain » sans avoir à obtenir au préalable une ordonnance d'un médecin. Le ministre fédéral de la Santé a annoncé hier avoir autorisé la vente du médicament, le lévonorgestrel, connu sous la marque Plan B, auprès des pharmacies où il sera gardé derrière le comptoir. Les femmes qui veulent s'en procurer devront parler à un pharmacien pour s'assurer qu'elles sont de bonnes candidates pour ce médicament, qui doit être pris, pour prévenir la grossesse, dans les 72 heures suivant une relation sexuelle. À l'heure actuelle, seuls le Québec, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique permettent aux pharmaciens de le vendre sans ordonnance. *PC*



Remodelage
Très grand choix
d'inspiration pour
remodeler votre
manteau
Possibilité
d'échange

Entreposez et
protégez votre
MANTEAU
pour seulement
19⁹⁵\$

55, rue Saint-Pierre, Québec 692-6686

GRANDE VENTE DE PRINTEMPS
du 20 au 30 avril

Jusqu'à **50%** de rabais
Spéciaux
sur tous
les pianos
neufs et
usagés

**OUVERT
LE DIMANCHE
24 AVRIL**

**LES PIANOS
ANDRÉ
BOLDUC
INC.**
www.pianobolduc.com

230, Côte des Fermes
1-888-397-5057

St-Joseph-de-Beauce
418-397-5057

Le prix d'excellence

*de l'association
des directeurs
généraux des
services de santé
et des services sociaux
du Québec*

On reconnaît, dans l'ordre habituel, Mme Gisèle Boyer et M. Jacques Cotton, président du conseil d'administration de l'Association.

À l'occasion de son congrès annuel, l'Association a rendu un hommage particulier, le 7 avril dernier, à une directrice générale qui s'est signalée tout au long de sa carrière par la constance d'une gestion remarquable et la réalisation d'activités significatives pour le réseau ou pour ses pairs en lui décernant le Prix d'excellence de l'Association.

Il s'agit de Madame Gisèle Boyer, ex-directrice générale du C.H. Pierre-Le Gardeur à Terrebonne.

L'Association honore ainsi, à chaque année, un directeur général choisi par le conseil d'administration.



Association des directeurs généraux des services de santé et des services sociaux du Québec

« La BMW de Série 3 brille au palmarès des 10 meilleures voitures pour une 14^e année consécutive. »

Car and Driver, janvier 2005

Voici la BMW 325i édition Exécutive

A partir de seulement

395\$ 35%

(mensuel pendant 36 mois)

Taux de location

Toit ouvrant vitré • Roues en alliage de 17 po
Chaine audio haute fidélité incluant 10 haut-parleurs
Volant sport en cuir • Sièges chauffants

Automobiles Jalbert inc.

1865, boul. Central, Québec
(418) 687-4840
www.jalbert-auto.qc.ca

Les taux de location sont ceux offerts par Services Financiers BMW sur approbation de crédit uniquement envers les modèles BMW 325i édition Exécutive 2005 en inventaire. Le PCOF pour le modèle 325i édition Exécutive 2005 (BMW de base est de \$ 12 128, "Pour une location de 36 mois comportant une mensualité de : (i) 395\$, un montant de \$6000 est assés à la signature du contrat de location, (ii) 449\$, un montant de \$7200 est assés à la signature du contrat de location, (iii) 699\$, un montant de \$6000 est assés à la signature du contrat de location (pas de mensuel) incluant le dépôt requis, les frais de transport et de préparation, un dédit de sécurité, l'emprèvement d'une hypothèque, le titre de propriété et la signature du contrat. Le coût de l'emprèvement du véhicule ainsi que la première mensualité. Le taux de location applicable est de 3,5%. Les frais d'administration du concessionnaire sont facturés selon le concessionnaire et s'ajoutent aux mensualités dans le contrat de location. Le montant varie selon le montant emprunté et le véhicule. Les frais d'immobilisation, les options, l'assurance, les taxes provinciales et les taxes fédérales sont en sus. Le volume résiduel du véhicule à l'échéance du terme est de 20 720\$. La mensualité varie selon le montant emprunté et le véhicule. Le contrat de location est de 36 mois. Le véhicule est livré au plus tard le 30 avril 2005.

BMW
325i
édition
Exécutive



Le plaisir
de conduire

SOLUTIONS HYPOTHÉCAIRES
OPTION RELÂCHE



POUR VOUS DONNER LE TEMPS DE SOUFFLER
LA NOUVELLE OPTION HYPOTHÉCAIRE DE LA BANQUE NATIONALE

NOUVEAU

La nouvelle option Relâche vous offre la possibilité de reporter vos versements hypothécaires jusqu'à concurrence de six mois*, période pendant laquelle les intérêts courent.

Idéal lorsque vous prenez un congé de maternité, devez réorienter votre carrière ou devez vous arrêter pour prendre soin d'un être cher.

On peut vous aider

1 888 TELNAT-1 www.bnc.ca/relache

 **BANQUE NATIONALE**
LA PREMIÈRE BANQUE AU QUÉBEC

*Sujet à l'approbation de crédit de la Banque Nationale du Canada. L'option est disponible pour les propriétaires occupants (4 logements et moins). Elle vise les hypothèques de premier rang consenties à la Banque Nationale du Canada, soit conventionnelles ou assurées par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et par Genworth. Le paiement des versements ne peut être reporté qu'une seule fois durant le terme de cinq ans, pour une période maximale de six mois pour les hypothèques conventionnelles et pour une période maximale de quatre mois pour les hypothèques assurées. Le client ne doit pas être en défaut. La portion d'intérêt des versements reportés sera capitalisée et s'ajoutera au solde en capital dû à la fin du terme. Seul le paiement du capital et des intérêts peut être reporté. Pendant la période de report, les intérêts continuent de courir. Pour se prévaloir de l'option, le client doit avoir consenti l'hypothèque à la Banque Nationale depuis six mois ou plus, selon les critères déterminés par la Banque Nationale du Canada. Certaines conditions s'appliquent.

ÉDITORIAL

Continuité à Rome



Brigitte Breton

B.Breton@lesoleil.com

Nous devons encore être très patients avant d'assister à de grands changements au sein de l'Église catholique. En choisissant hier M^{re} Joseph Ratzinger comme pape, les cardinaux ont opté pour la continuité. Jean-Paul II est mort, mais Benoît XVI sera son fidèle héritier. Reste à savoir s'il aura le charisme de son prédécesseur, fort utile pour atténuer le conservatisme tenace de son Église.

Vous croyez en savoir bien peu sur les orientations du nouveau pontife? Détrompez-vous. À titre de préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, le cardinal Ratzinger a écrit ces dernières années des lettres qui annoncent la couleur que prendra son pontificat.

En 2002, alors que des prêtres sont impliqués dans des histoires de pédophilie, M^{re} Ratzinger rappelle que les responsables religieux doivent agir rapidement dès qu'il y a le moindre soupçon d'un cas. C'est toutefois pour lui une « affaire » ecclésiastique, puisqu'il ne stipule pas dans sa lettre de communiquer l'information aux autorités judiciaires. Comme si la loi ne s'appliquait pas aux prêtres.

En 2003, le cardinal allemand est à l'origine du document enjoignant les chrétiens et les dirigeants du monde entier à contrer le mariage gai. Un an plus tard, c'est encore sa congrégation qui amène le pape à dénoncer le féminisme radical, la lutte des sexes et la défense de l'homosexualité. Si vous avez été déçu par la décision de Jean-Paul II de relancer la confession individuelle, sachez que le cardinal n'appréciait pas non plus la pénitence et l'absolution collectives.

Par ailleurs, il est rassurant de savoir que M^{re} Ratzinger s'oppose à ce que le nom de Dieu soit utilisé pour justifier la violence. Tout comme son prédécesseur, il a critiqué les références à la volonté de Dieu servies par les élus américains pour justifier une guerre en Irak.

L'Église catholique change de dirigeant, mais restera sans doute fort semblable à ce qu'elle a été durant les 26 années du règne de Jean-Paul II. Ce dernier s'est distancé du mouvement de modernisation initié par Vatican II dans les années 60. Rien n'indique que Benoît XVI ait l'intention de combler le fossé qui sépare les préceptes de l'Église et la réalité des fidèles en 2005. Il le faudrait pourtant si l'Église catholique veut freiner son déclin en Occident.

Bien des catholiques ne se reconnaissent pas dans cette Église qui interdit l'avortement même en cas de viol, qui s'oppose à la contraception même si elle pouvait éviter le sida et la mort à des millions de gens, qui ferme toujours la porte à l'ordination des femmes et qui traite les homosexuels comme des êtres anormaux.

En optant pour Ratzinger, les cardinaux démontrent qu'ils ne sont pas prêts pour des remises en question même si elles s'avèrent essentielles, d'un point de vue nord-américain, pour la vitalité de leur institution.

Sous haute surveillance



Gilbert Lavoie

GLavoie@lesoleil.com

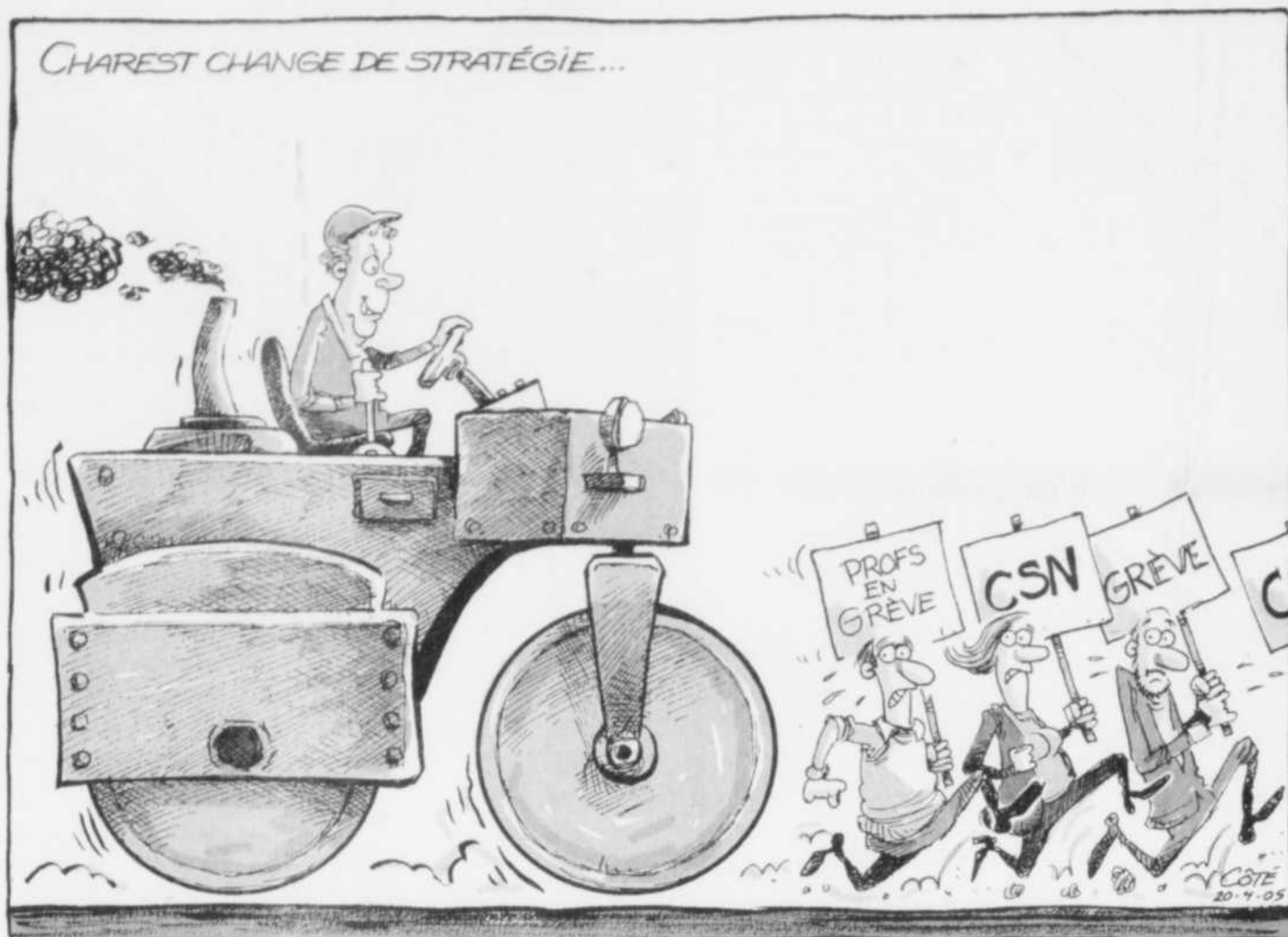
Lorsque le ministre des Finances, Michel Audet, se lèvera pour faire la lecture de son budget, demain à l'Assemblée nationale, il faudra se souvenir des promesses et allégues de ses prédécesseurs libéraux et péquistes, pour porter un jugement éclairé. Deux chapitres seront sous haute surveillance : les baisses d'impôts et la gestion de la dette. Voyons d'abord la fiscalité.

Au cours de la dernière année, les interventions se sont multipliées pour convaincre Jean Charest d'abandonner sa promesse de réduire les impôts. Les Québécois ont compris qu'il faut d'abord garantir la pérennité de nos programmes sociaux et assainir les finances publiques. Malgré tout, le gouvernement Charest voudra donner l'impression qu'il respecte en partie sa promesse de réduire le fardeau fiscal des particuliers. Attention aux artifices... On nous a fait le coup dans le passé.

Hier encore, Bernard Landry se targuait d'avoir diminué les impôts des particuliers de 11 milliards \$ pendant les deux mandats du PQ. Il a raison. Mais les chiffres du ministère des Finances montrent que si on fait le cumulatif de toutes les hausses et les baisses du fardeau fiscal pendant cette période, incluant les taxes sur le tabac par exemple, on arrive à une baisse d'à peine 2,4 milliards \$ à la fin du mandat de M. Landry. « Les contribuables québécois sont trop imposés. Il est plus que temps de relâcher la pression »... avait pourtant déclaré le chef péquiste le 14 mars 2000. Avant de croire aux baisses d'impôts, il faut donc regarder le tableau d'ensemble, sur une plus longue période de temps.

La dette sera l'autre chapitre sous haute surveillance. Pendant la campagne électorale de 2003, les libéraux ont dénoncé sa croissance sous le gouvernement précédent. Le dernier budget du ministre Yves Séguin avait promis la mise sur pied de nouvelles mesures pour freiner la croissance de la dette. On devait notamment élaborer une politique à l'égard des immobilisations, pour éviter de retomber dans les vieux péchés du PQ, qui est allé jusqu'à inclure les manuels scolaires dans ses immobilisations. Malgré tout, la dette a augmenté de 3 milliards \$ dans le dernier budget Séguin.

Quand on entend le ministre des Transports, Michel Després, annoncer une hausse des investissements dans les routes, on peut se demander si le gouvernement Charest a vraiment pris les mesures nécessaires pour réduire la croissance de la dette. Il faudra lire ce budget avec attention.



CHRONIQUE

Le premier vrai budget libéral

Le poids qui pèse sur les épaules de Michel Audet, le nouveau ministre québécois des Finances, est énorme. Déjà, il doit profiter du dépôt de son budget, demain, pour s'imposer comme successeur d'un politicien très populaire, Yves Séguin, dont le congédiement a été mal reçu. Il doit aussi venir à la rescousse d'un gouvernement en chute libre qui a besoin d'un succès pour remonter la pente.

Le poids est encore plus lourd qu'il n'y paraît pour M. Audet, parce qu'à toutes fins utiles, son budget de demain sera le premier vrai budget libéral. Cela peut paraître étrange pour un gouvernement au pouvoir depuis maintenant deux ans et dont, techniquement, ce sera le troisième exercice budgétaire.

Mais le premier budget, celui de juin 2003, était essentiellement une intervention d'urgence destinée à boucher les trous du budget électoral de Pauline Marois : couper 1,5 milliard \$ dans les dépenses, notamment en abandonnant les promesses électorales péquistes et aller chercher 1,5 milliard \$ en revenus additionnels en réduisant les cadeaux fiscaux aux entreprises et en exigeant plus des sociétés d'État.

Le premier vrai budget libéral, donc, devait en principe être celui qu'a déposé M. Séguin en mars 2004. Dans les faits, ce fut une digression, un exercice étrange qui a certainement constitué la plus grande erreur politique du gouvernement Charest.

La pièce maîtresse de ce budget était un train de mesures pour améliorer le sort des familles, surtout au bas de l'échelle. Une intention certes louable, mais qui faisait peu pour les classes moyennes, pour-

tant les grandes victimes de notre système fiscal, et qui ne reflétait pas l'esprit des engagements libéraux. Ces cadeaux, en bonne partie des crédits pour des familles qui ne paient pas d'impôt, ont été à tort présentés comme une réduction du fardeau fiscal d'un milliard \$. Ce budget, populiste, cherchait manifestement à calmer le vent d'opposition qui s'exprimait déjà. En bout de ligne, il n'a pas amadoué les adversaires du gouvernement libéral et il a déçu les partisans.



Alain Dubuc

ADubuc@lesoleil.com

Collaboration spéciale

Parce que le document semblait davantage refléter les sensibilités du ministre que la philosophie libérale, le gouvernement Charest a ainsi raté une occasion en or, et au lieu de clarifier ses intentions, il les a rendues plus confuses dans l'opinion publique.

Et voilà pourquoi la tâche reste entière. Et elle est essentielle pour un gouvernement dont l'un des principaux problèmes est son incapacité chronique à bien expliquer ses idées et ses intentions. Un budget est de moins en moins un document strictement financier.

C'est devenu une intervention politique majeure où le gouvernement exprime de façon concrète et chiffrée ses valeurs, sa philosophie et ses projets.

C'est le rôle que jouaient les discours de Paul Martin lorsqu'il était ministre des Finances du gouvernement Chrétien. C'est également celui des budgets de Bernard Landry, au Québec, qui présentaient et ordonnaient les grands paramètres de l'intervention de son gouvernement.

Le premier ministre Charest parle souvent, sans vraiment élaborer, du plan de match de son gouvernement. Ce serait une belle occasion de le présenter, noir

sur blanc, de façon concise. Et la liste des dossiers où nous avons besoin soit de réponses, soit d'une direction et qui peuvent trouver leur place dans un cadre budgétaire est longue.

Finances publiques : il faudra parler de réduction de la dette, de transparence de la comptabilité publique. Contrôle des dépenses : la philosophie libérale, mise à mal avec les incidents des prêts et bourses et des réductions à l'aide sociale, doit être mieux formulée et les priorités de dépenses mieux précisées. Réorganisation de l'État : il faut sortir de la phase virtuelle et arriver avec des projets concrets, tant sur les PPP que sur la révision des organismes ou la redéfinition des missions de l'État. Fiscalité : à défaut des milliards promis, une politique fiscale pour les années à venir. Économie, la grande absente du budget Séguin : un gouvernement, même non interventionniste, doit proposer une stratégie de développement. Le déséquilibre fiscal, où le gouvernement doit formuler une position ferme sans sombrer dans le lyrisme.

C'est beaucoup demander. Mais le gouvernement Charest a beaucoup à faire. Avec un taux d'insatisfaction de 71%, il faut des correctifs énergiques, et il est évident que le budget de M. Audet sera l'un des rares outils sur lesquels les libéraux pourront compter pour renverser la vapeur.

On verra demain ce que ce budget contient. Le succès, ou à tout le moins la capacité de marquer des points, dépendra beaucoup moins des cadeaux qu'il contiendra ou ne contiendra pas, ou des éléments spectaculaires qui feront les manchettes, que de sa capacité de présenter un document de référence, la feuille de route claire dont ce gouvernement a cruellement besoin.

CARREFOUR DES LECTEURS

Les droits de chasse et pêche des autochtones

(À André-A. Bellemare)

Dans votre chronique du 16 avril 2005, vous faites référence aux déclarations que j'ai faites au congrès de la Fédération des pourvoyeurs auquel j'ai eu le plaisir de participer en décembre 2000. Je voudrais vous préciser, comme je erois l'avoir fait à cette occasion, que ce n'est pas le Québec qui accorderait aux autochtones des droits « différents, supérieurs et prioritaires » en matière de chasse et pêche, mais que c'est la constitution canadienne et les tribunaux supérieurs qui ont reconnu ces droits, et cela à de multiples occasions. Ces droits existent à l'heure actuelle, même en l'absence de tout traité. Le seul but du Traité que nous négocions présentement avec les Innus est d'harmoniser l'exercice de ces droits qui existent déjà avec ceux des autres chasseurs et pêcheurs, dans le but de favoriser le bon exercice des droits des uns et des autres.

Le fait que tous soient égaux devant la loi ne veut pas dire que tous ont les mêmes droits. Par exemple, la Cour suprême du Canada vient de réaffirmer que les anglophones du Québec ont le droit d'envoyer leurs enfants à l'école anglaise, alors que les francophones

n'ont pas ce droit. De même les autochtones, par le simple fait que leurs ancêtres étaient ici avant l'arrivée des Européens, ont conservé des droits ancestraux que les autres citoyens n'ont pas. En toute déférence, je ne vois pas comment on pourrait qualifier le respect de ces droits ancestraux comme étant de l'apartheid ou de la discrimination basée sur la race.

Louis Bernard

L'auteur a été conseiller spécial du premier ministre Lucien Bouchard et négociateur gouvernemental avec les Innus

Un lien offensant

Nous, Québécoises et Québécois, sommes privilégiés de vivre dans une société démocratique qui protège nos droits et libertés. Chaque individu est fortement encouragé à jouer un rôle actif dans la société civile.

La série d'articles parue dans LE SOLEIL, le samedi 16 avril 2005, « Le grand Jeu du Financement » et en particulier l'article intitulé « Juifs et Italiens généreux envers le PLQ », jette une ombre inquiétante sur ce noble principe. Ce sont les individus qui contribuent aux partis politiques et votent aux élections, pas les groupes ethniques. Les milliers de Québécois et Québécoises, de toutes origines qui contribuent au

Parti québécois et à l'Action démocratique du Québec attendent quelque chose en retour — bonne gouvernance. Attribuer des motivations religieuses à un groupe ethnique ou à une communauté religieuse qui participe au processus démocratique est non seulement offensant mais outrageusement anti-démocratique. Cela trahit des relents d'attitude discriminatoire.

La vitalité et le dynamisme de tout système politique repose sur la participation active de tous les segments de la société.

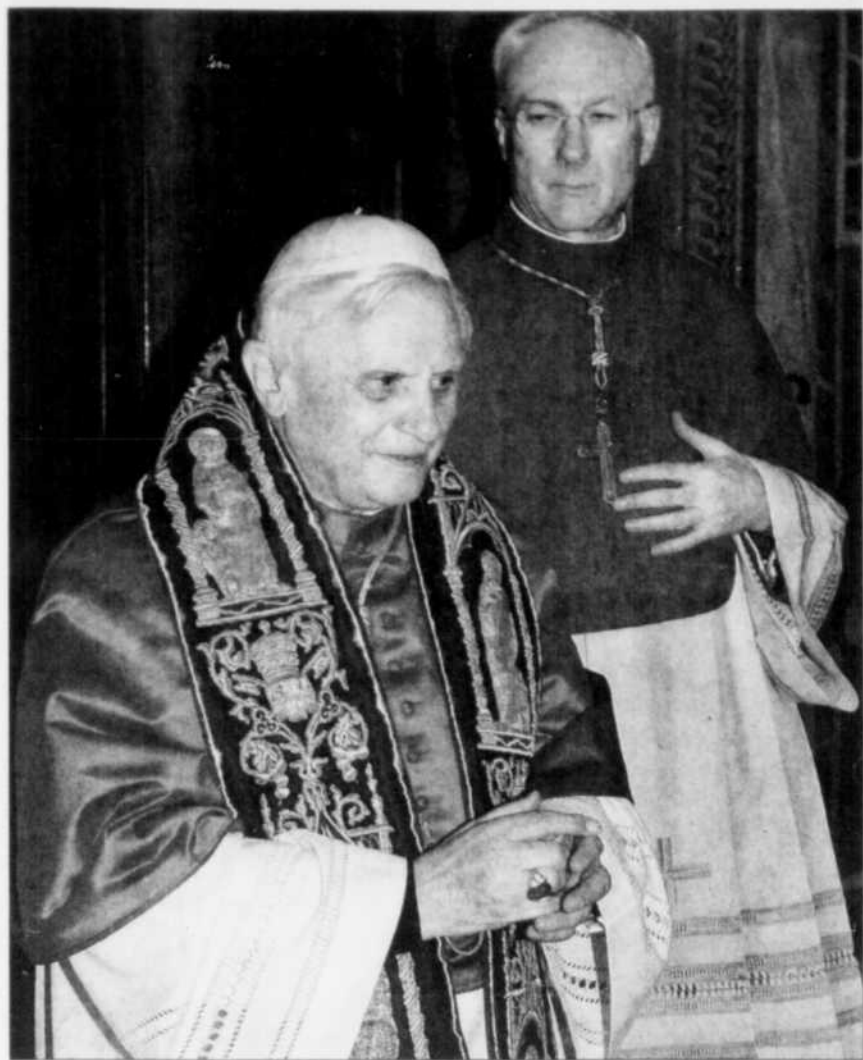
C'est le seul moyen de garantir le bon exercice de la démocratie et la juste représentation de tous les citoyens, quelle que soit leurs origines.

Jeffrey K. Boro
Président du Congrès juif canadien
Région du Québec

Le Plan Vert...

Une erreur de « 0 » s'est glissée par inadvertance dans le texte de notre collaborateur, Claude Villeneuve, le samedi 16 avril en page A31. Son analyse concernait le Projet Vert du Canada. Dans la phrase, « Le plan veut réduire les émissions des grands émetteurs finaux (industriels émettant 10 000 tonnes et plus par année) », il s'agissait bien sûr de 100 000 tonnes et non de 10 000 tonnes!

OPINIONS



Une foi adulte « ne suit pas les vagues de la mode et de la dernière nouveauté; une foi adulte et mûre est profondément enracinée dans l'amitié avec le Christ... », déclarait Joseph Ratzinger, maintenant Benoît XVI, lundi. Sur la photo, il est accompagné de l'archevêque italien Piero Marini.

« Un simple et humble travailleur dans la vigne du Seigneur »

Voici les paroles prononcées par le nouveau pape Benoît XVI, le cardinal allemand Joseph Ratzinger, après son élection, hier, à la tête de l'Église catholique. Suivent des extraits de son homélie de lundi, tels que publiés par le Bureau de presse du Saint-Siège.

« Chers frères et sœurs, après le grand pape Jean-Paul II, les cardinaux m'ont élu, un simple et humble travailleur dans la vigne du Seigneur.

« Le fait que le Seigneur sache également travailler et agir avec des moyens insuffisants me console, et surtout je me confie à vos prières.

« Dans la joie du Seigneur ressuscité, avec foi dans son aide permanente, nous allons avancer. Le Seigneur nous aidera et Marie, Sa très Sainte mère, se tient à nos côtés. »

(EXTRAITS DE L'HOMÉLIE DE LUNDI)

Dans la seconde lecture, tirée de l'Épître aux Éphésiens, Paul parle de « la plénitude du Christ, par laquelle » nous sommes appelés à être véritablement des adultes dans la Foi. « Étant minorité, ne devrions-nous pas rester des enfants dans la Foi? Et saint Paul répond: "Ainsi nous ne serons plus

des enfants ballottés à tout vent de la doctrine." N'est-ce pas là une description des plus actuelles?

« Combien de vents de doctrine avons-nous connus ces dernières décennies, combien de courants idéologiques, combien de modes de pensée... La petite barque de la pensée de nombreux chrétiens est souvent agitée par ces vagues — jetée d'un extrême à l'autre: du marxisme au libéralisme, jusqu'au libéralisme; du collectivisme à l'individualisme radical; de l'athéisme à un vague mysticisme religieux; de l'agnosticisme au syncrétisme, etc. Tous les jours naissent de nouvelles sectes et prend forme ce qu'avait dit saint Paul "sur l'imposture des hommes et de leur astuce à fourvoyer dans l'erreur".

« Avoir une foi claire, selon le Credo de l'Église, vient souvent étiqueté comme fondamentalisme. Alors que le relativisme, c'est-à-dire se laisser

« emporter à tout vent de la doctrine », apparaît la seule attitude à la hauteur du temps présent. Peu à peu, se construit une dictature du relativisme qui ne reconnaît rien comme définitif et qui laisse comme ultime mesure que son propre ego et ses desirs.

« Nous avons par contre une autre mesure: le Fils de Dieu, l'homme véritable. C'est lui la mesure du vrai humanisme. » Une foi adulte « ne suit pas les vagues de la mode et de la dernière nouveauté; une foi adulte et mûre est profondément enracinée dans l'amitié avec le Christ... Nous devons faire mûrir cette foi adulte, vers cette foi nous devons guider le troupeau de Dieu. Et c'est cette foi — seulement la Foi — qui crée l'unité et qui se réalise dans la charité... Dans la mesure où nous nous rapprochons du Christ, également dans notre vie, vérité et charité se fondent.

« Nous devons être animés d'une saine inquiétude, l'inquiétude de porter à tous le don de la foi, de l'amitié avec le Christ... Nous avons reçu la foi pour la donner aux autres, nous sommes des prêtres pour servir les autres. Et nous devons porter le fruit qui demeure. »

ANALYSE

Devenu pape, il se retrouve cependant dans une autre situation...

Gilles Routhier

Faculté de théologie et de sciences religieuses, Université Laval (Québec)

Le 1^{er} avril dernier, tous les regards du monde étaient tournés vers la place Saint-Pierre, unis à l'agonie de Jean-Paul II. Ce soir-là, le cardinal Ratzinger était, lui, à Subiaco en banlieue de Rome, où Benoît (le choix de son nom n'est pas innocent) fonda le premier monastère en Europe. Le mouvement monastique initié par Benoît, proclamé par Jean-Paul II patron de l'Europe, contribua puissamment à façonner l'Europe chrétienne.



Gilles Routhier

Ce soir-là, le cardinal Ratzinger prononça une conférence sur l'Europe dans la crise de la culture qui représente un véritable programme de pontificat. L'essentiel peut être ramené à ceci: l'Europe — et l'Occident en général — traverse une crise culturelle sans précédent. Suivant sa lecture de la situation, la modernité essoufflée et épuisée a besoin d'un sursaut d'âme et seul le christianisme est capable de refonder un nouvel humanisme et revivifier la culture. Aussi, plutôt que de se détourner de ses racines chrétiennes, la culture actuelle doit aller puiser dans le christianisme le suc capable de la renouveler en profondeur.

Le cardinal Ratzinger est sans doute le seul cardinal à avoir élaboré un programme aussi solide, clair et cohérent. Devenu pape, il se retrouve cependant dans une autre situation, celle de présider à la communion de toutes les Églises catholiques et à les garder dans la charité. C'est là son premier défi: rassembler, unir, rallier. S'il a la puissance intellectuelle pour interpellier l'Occident et se poser en *challenger* de la pensée moderne, il lui faut maintenant al-

lier à cette force de persuasion des qualités de cœur, une attention aux situations et une écoute dont il n'est sans doute pas incapable mais qu'il n'a pas mise jusqu'ici en avant avec autant d'éclat.

Très fin connaisseur de la pensée occidentale, il lui faudra aussi découvrir ces pensées (d'Orient, d'Afrique, d'Asie et aussi d'Amérique) et apprécier ces sagesse qu'il a peu fréquentées et développer un tel respect de ces cultures qu'il accepte de risquer le développement d'expression de la foi chrétienne dans ces pensées qui ne sont pas les siennes.

Né dans un pays riche et généreux envers les églises du tiers-monde, il a aussi à comprendre les situations de détresse et d'exploitation dans lesquelles vivent la majorité des habitants de cette planète. Sa relation polémique avec la théologie de la libération l'a peut-être empêché, jusqu'ici, de comprendre en profondeur le drame de tous ces êtres humains qui n'ont que la misère pour héritage.

Fasciné par la vérité et chercheur passionné de la vérité, il aura sans doute à se rappeler une parole de son prédécesseur Jean XXIII: « L'Église n'a jamais cessé de s'opposer à ces erreurs. Elle les a même souvent condamnées, et très sévèrement. Mais aujourd'hui, l'épouse du Christ préfère recourir au remède de la miséricorde, plutôt que de brandir les armes de la sévérité. Elle estime que, plutôt que de condamner, elle répond mieux aux besoins de notre époque en mettant davantage en valeur les richesses de sa doctrine. »

Il y a là une voie tracée pour le prochain pontificat. Et pourquoi pas rappeler, avant de souhaiter un bon pontificat à Benoît XVI, une phrase de son prédécesseur: « N'ayez pas peur! » Marqué par une vision sombre du monde moderne, le nouveau pape a probablement besoin de découvrir que la culture occidentale a aussi quelque chose à offrir à l'Église, si bien qu'un véritable dialogue devienne possible entre l'Église et le monde moderne.

Celui qu'on n'attendait pas

Louis O'Neill

L'auteur est théologien et professeur émérite à l'Université Laval

Joseph Ratzinger, ou Benoît XVI: pour beaucoup une surprise, voire un étonnement, un choc. On reconnaît au nouveau pape une grande puissance intellectuelle, une vaste culture théologique, une foi ferme, solide, sans fioritures. Il n'a rien d'une feuille morte emportée par le vent.

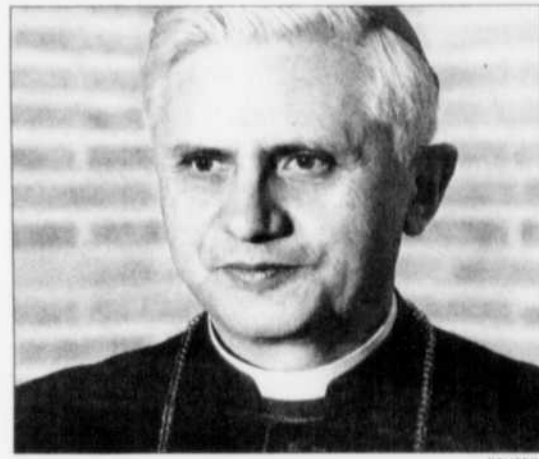


Louis O'Neill

On sait qu'il fut l'inspirateur de plusieurs grands textes de Jean-Paul II. Mais on lui attribue aussi la responsabilité de certaines prises de position considérées comme conservatrices, rigoristes, déconnectées du réel. On lui attribue par exemple un antiféminisme larvé, le refus du sacerdoce des femmes, le maintien strict du célibat des prêtres, une éthique sexuelle dépassée, la lutte contre la théologie de la libération, etc.

L'homme n'a jamais caché ses convictions, ni dilué ses humeurs. Lors de l'homélie prononcée lors de la messe ouvrant le conclave, il a parlé de « la vengeance de Dieu », déploré la situation de certains croyants « ballottés et emportés à tout vent de doctrine », le sort de ceux qui sont passés « du marxisme au libéralisme et jusqu'au libéralisme; du collectivisme à l'individualisme radical; de l'athéisme à un vague mysticisme religieux; de l'agnosticisme au syncrétisme et ainsi de suite ». Il a aussi dénoncé le relativisme, la foi infantile qui suit les vagues de la mode, la tendance à opposer charité et vérité, etc. Ce qu'on lui a reproché, en certains cas, c'est moins le fond, que le ton alarmiste, le goût pour l'imprécation. Comme si la dénonciation *urbis et orbis* répondait aux attentes d'une foule de croyants assoiffés d'une parole libératrice.

La suite de l'histoire dira si on avait raison de s'inquiéter. Quoi qu'il en soit, le ministère de l'autorité exercé par un seul homme et sa manière de dire sa foi ne reflètent pas de façon exhaustive la foi de tous les croyants. Ce serait verser dans la *papolatricie* que de se représen-



En 1977, alors qu'il fut nommé archevêque de Munich et Freising.

ter ainsi l'Église. Le pape est garant de l'unité ecclésiale, mais il n'a pas comme mission d'imposer l'uniformité. L'Esprit Saint intervient à tous les échelons de la vie ecclésiale — et dans toutes les confessions chrétiennes — à la manière d'un vent dont ne sait pas d'où il vient et où il va. Il faudra donc continuer de s'interroger et de discuter eu égard à des problématiques brûlantes: la liberté chrétienne, l'orthopraxie face à l'orthodoxie, la primauté de la conscience, la rencontre de la foi et de la science, l'égalité de l'homme et de la femme, etc. Ce travail de réflexion et d'approfondissement doit s'accomplir dans un contexte d'unité spirituelle.

Une sage préoccupation souvent formulée par celui qui s'appelle désormais Benoît XVI, c'est que les croyants ne se contentent pas d'un savoir religieux superficiel et infantile, mais enracinent leur croyance en profondeur, en puisant dans la Parole de Dieu, l'humanisme chrétien, l'éclairage de l'histoire et les avancées du savoir humain. Ce faisant, ils accéderont à une foi libératrice que ne perturbera aucunement la singularité de telle ou telle personnalité exerçant le ministère de l'autorité.

Il fut l'inspirateur de plusieurs grands textes de Jean-Paul II

COMMENTAIRES

À qui aurons-nous affaire?

Guy Marchessault et Jean-Marie DeBunne

Les auteurs sont respectivement professeur en communications sociales et professeur en éducation religieuse à l'Université Saint-Paul à Ottawa.

Intelligent, cultivé, Joseph Ratzinger fut un théologien expert important lors du concile Vatican II. Il était alors en faveur d'une plus grande ouverture de l'Église au monde moderne.

Après mai 68, devant l'anarchie postmoderne de l'Occident, il aurait changé d'opinion: il serait devenu plus conservateur, au sens où il refuse que l'Église s'ajuste au nouveau monde occidental sécularisé. Il poursuivra dès lors la lutte de Jean-Paul II contre l'Occident et sa « culture de mort », prenant des positions clairement à l'opposé des attentes occidentales.

Pour conserver la main haute sur la doctrine, le dogme et les comportements disciplinaires traditionnels, le cardinal Joseph Ratzinger a favorisé depuis 20 ans une forte centralisation romaine destinée à tenir en laisse tous les courants contraires qui se manifestaient: diminution notable des prises de parole des évêques nationaux, défense d'évoquer même certains sujets dorénavant tabous, etc. Une sorte de censure interne.

Ici se pose un dilemme aigu: comment faire tenir ensemble unité et diversité, dans un corps aussi international et interculturel que l'Église catholique romaine? Forcer l'unité en réduisant la prise de parole? Jusqu'à quel point? On sent déjà que dans l'Église le *forcing* — loin de créer l'unité recherchée — soulève dorénavant à tous les échelons la division et la contestation... Le nouveau pape osera-t-il centraliser et inter-

Après mai 68, M^{gr} Ratzinger serait devenu plus conservateur, au sens où il refuse que l'Église s'ajuste au nouveau monde

dire encore plus? Si oui, il créera beaucoup d'insatisfaction, ce qui se traduira irrémédiablement par une double sanction de la base: la baisse de l'effectif, laquelle entraîne aussi la baisse des rentrées financières (essentielles à toute organisation).

À qui aurons-nous affaire avec Benoît XVI? Au théologien Joseph Ratzinger, qui retrouverait sa verve du concile? Au cardinal de curie romaine plutôt centralisateur, boudant le monde occidental? À un personnage plus porté vers la sagesse et la pondération une fois devenu pape? Son premier discours aux cardinaux lèvera un peu le voile sur ses options futures.

L'ère moderne n'a qu'à bien se tenir

Patrick Snyder

L'auteur est professeur de théologie à la faculté de théologie, d'éthique et de philosophie de l'Université de Sherbrooke.

Le choix est tombé, le cardinal Ratzinger devient Benoît XVI et doit porter la charge de son Église. Ce grand intellectuel prend le bâton du pèlerin et se fait l'apôtre de la paix et du respect de la dignité humaine pour toutes les nations. Cela relève de sa nouvelle fonction.

Pour le théologien que je suis, cette élection vient éteindre le peu d'espérance que j'entretenais, sur le plan d'un véritable dialogue avec un monde pluraliste. Le pape Ratzinger, faut-il le rappeler, est celui qui a condamné le féminisme, l'accès à la communion aux personnes remariées, l'homosexualité active, la théologie pluraliste et ouverte, la théologie de la libération, le théologien allemand Hans Kung, tout en réaffir-

mant la supériorité de l'Église catholique sur les autres grandes traditions religieuses et les États laïcs.

Dès les premières minutes de sa nomination, certains commentaires simplistes nous le présentent comme quelqu'un capable de réformer l'option doctrinale de cette institution. Cette conviction semblait venir du fait qu'il ne faisait que répondre aux exigences de sa fonction de préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi. C'est mal connaître l'homme qui a toujours défendu avec vigueur et une foi profonde les options conservatrices de son Église. À mon humble avis, cette institution qui se dit experte en humanité vient de se désigner un représentant qui a atrophie le message évangélique à plusieurs égards. L'ère moderne n'a qu'à bien se tenir, le nouveau pape Ratzinger s'engage à lui montrer le droit chemin.

L'ÉVÉNEMENT PASSEZ À LA VITESSE



mazda

Obtenez un financement
à l'achat à partir de

0%

AUCUN PAIEMENT AVANT 90 JOURS

au financement à l'achat**

vroum-vroum

mazda **3** GX 2005

ACHETEZ À PARTIR DE

16 295\$*

LOUEZ À PARTIR DE

-OU- **189\$**

par mois, pour 48 mois**
Transport et préparation inclus
Comptant initial de 1 895\$
0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ



« Clé d'or 2005 »
L'Annuel de l'automobile 2005*

mazda **3** SPORT GS 2005

ACHETEZ À PARTIR DE

20 285\$*

LOUEZ À PARTIR DE

-OU- **225\$**

par mois, pour 48 mois**
Transport et préparation inclus
Comptant initial de 1 895\$
0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ



MAZDA **MIATA** MX-5 2005

LOUEZ À PARTIR DE

-OU- **319\$** par mois, pour 48 mois**
Transport et préparation inclus
Comptant initial de 1 995\$
0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ



« ...la Miata continue de proposer
un rapport qualité-prix exceptionnel... »
L'Annuel de l'automobile



mazda

www.mazda.ca

Vous trouverez beaucoup **plus** chez vos concessionnaires Mazda du Québec.

PRÊT À ROULER INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA: PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

*0% de financement à l'achat aux particuliers jusqu'à 24 mois sur les Mazda3 et Mazda3 Sport 2005 neuves et 0% jusqu'à 48 mois sur les Mazda Miata MX-5 2005 neuves. Financement consenti par la Banque Scotia. Sur approbation du crédit. **Offre aux particuliers de « aucun paiement avant 90 jours » s'applique au financement à l'achat de toutes les Mazda 2005 et débute à la date de livraison du véhicule à l'acheteur. Le nombre de mensualités choisi par le client n'est pas reporté mais reporté de 3 mois. Aucun intérêt pendant les premiers 60 jours. Après cette période, le montant du capital ainsi que les intérêts doivent être payés au fournisseur de biens ou services. *Offres réservées aux particuliers et partent sur les Mazda3 GS (044355AA00) et sur les Mazda3 Sport GS (050255AA00) 2005 neuves, frais de transport et préparation (125\$), immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription du RDPN au Québec. **Le financement personnel Mazda offre partout un paiement sur la location au détail des Mazda3 GS (044355AA00) des Mazda3 Sport (050255AA00) et des Mazda MX-5 GS (024255VB00) 2005 neuves. Le premier initial ou échange équivalent et premier versement mensuel exigés. Aucun dépôt de sécurité requis. Offre soumise à l'approbation du Crédit Mazda Canada inc. Limite de 20 000 \$ par année. Frais de 8% à l'an additionnels à la fin du terme. Location sans limite de 25 000 \$ par année. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au RDPN au Québec. Les modèles distincts peuvent différer et sont utilisés à titre indicatif seulement. Certains équipements Mazda peuvent être offerts en option ou de série sur d'autres modèles. Les clients peuvent visiter les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offre possible. Offre d'une durée limitée à compter du 19 avril 2005.



LE MONDE

17 Afghans libérés de Guantanamo disent avoir été torturés

KABOUL (AFP) — Dix-sept Afghans détenus à Guantanamo et finalement lavés des accusations de terrorisme par les États-Unis sont rentrés hier dans leur pays après trois ans et demi en détention, en indiquant avoir été victimes de « tortures indescriptibles ». Un Turc a également été libéré.

Les 17 ex-prisonniers de la base américaine de Cuba, tous d'ethnie pachtoune, ont atterri en début d'après-midi à la principale base militaire américaine en Afghanistan.

Vêtus de blousons et de pantalons civils américains verts et bleus, les traits tirés, ils ont été conduits à la Cour suprême afghane de Kaboul et présentés à la presse. Le responsable de la Cour, Fazil Hadi Shinwary, a précisé que ces

hommes ne feraient l'objet d'aucune poursuite et étaient donc libres.

Le chef de la Cour suprême a souligné que si certains prisonniers de Guantanamo avaient commis des crimes, d'autres avaient été arrêtés sur la base de faux témoignages fournis par certains pour régler des comptes personnels. « Certains prisonniers ont été arrêtés à la suite d'erreurs commises par les Américains », a-t-il expliqué.

Cette libération intervient trois semaines après que Washington eut annoncé qu'il allait renvoyer chez eux 38 détenus, lavés de l'accusation de « combattants ennemis ». La décision a été prise à l'issue d'une enquête de 10 mois menée sur chacun des 558 prisonniers de Guantanamo, originaires de plus de

20 pays et capturés pour la plupart en Afghanistan lors de la campagne américaine contre le régime des talibans et ses alliés d'Al-Qaïda.

« INDESSCRIPTIBLE... »

Plusieurs ex-détenus ont utilisé le même terme pour qualifier les tortures que leur auraient infligées les Américains à Guantanamo : « Indescriptibles ».

Abdul Rahim Muslimdost, arrêté au Pakistan et qui se dit journaliste, a déclaré avoir été affreusement torturé par les Américains. « Bien sûr que nous avons été torturés, mais je ne peux pas le raconter, tellement c'était indescriptible », a-t-il déclaré aux journalistes.

« Nous avons subi des pressions indescriptibles. Je ne pourrais pas le ra-

conter, tellement c'était horrible », a abondé Abdul Rahman, capturé dans le nord de l'Afghanistan en 2001.

Un troisième ex-détenu, Naseebullah Khan, arrêté alors qu'il était chef de la police dans la province de Zabul, a déclaré : « Même moi, je ne sais pas pourquoi j'ai été arrêté. »

À Washington, le Pentagone a confirmé la libération des 17 Afghans ainsi que celle d'un Turc également détenu à Guantanamo, qui ne sont « désormais plus des ennemis combattants » aux yeux des autorités militaires américaines. Ces libérations portent à 232 le nombre de prisonniers qui ont quitté Guantanamo.

Le Pentagone précise qu'il reste quelque 520 détenus sur la base américaine

de Cuba. Un rapport affiché discrètement dans le site du Département américain de la Défense indiquait qu'un dixième des détenus étaient des diplômés d'universités, parfois américaines.

Six rapporteurs de l'ONU ont réitéré récemment leur inquiétude au sujet de la situation des détenus de Guantanamo mis au secret, soumis à « un traitement inhumain ou dégradant ».

Un groupe américain de défense des droits de l'homme a appelé hier Washington à autoriser des visites aux détenus de la base de Guantanamo par des observateurs des Nations unies.

Human Rights Watch (HWR) a ajouté que le gouvernement cubain, qui soutient cette initiative, devait permettre des visites dans ses propres prisons.

EN BREF

Les Grecs disent oui à la Constitution européenne

■ ATHÈNES — Le Parlement grec a ratifié hier à une écrasante majorité le projet de Constitution européenne, faisant de la Grèce le cinquième pays à donner son feu vert au traité. Sur les 300 députés du Parlement, 268 ont voté en faveur du texte et 17 se sont prononcés contre. Quinze autres parlementaires n'ont pas pris part au vote. Ce vote est intervenu moins de six semaines avant le référendum crucial qui doit se tenir le 29 mai en France, pays où tous les sondages donnent le Non vainqueur depuis un mois. AP

FRANCE

Le premier mariage gai est annulé

■ BORDEAUX — L'annulation du premier mariage homosexuel en France a été confirmée hier par la Cour d'appel de Bordeaux. L'union de Stéphane Chapin et de Bertrand Charpentier avait été célébrée le 5 juin 2004 en Gironde, avant d'être annulée en première instance le 27 juillet. Dès l'annonce de la décision, le couple a annoncé qu'il allait se pourvoir en cassation. « La différence de sexe est une condition de l'existence du mariage, condition non remplie dans ce cas. » En conséquence, « l'acte n'a pas d'existence juridique », déclare le jugement. AP

Moussaoui plaiderait coupable

■ WASHINGTON — Le Français Zacarias Moussaoui, seul inculpé aux États-Unis en lien direct avec les attentats du 11 septembre 2001, a désormais l'intention de plaider coupable en admettant avoir joué un rôle dans ces attentats, affirmait hier le *Washington Post*. Citant des sources anonymes, le journal estime que Moussaoui pourrait plaider coupable dès cette semaine si la juge en charge du dossier au tribunal fédéral d'Alexandria le trouve mentalement apte pour un procès. AFP

Aristide ne sera pas candidat

■ PRETORIA — L'ex-président haïtien Jean Bertrand Aristide, exilé en Afrique du Sud, a exclu hier d'être candidat aux élections présidentielles dans son pays, « par respect de la Constitution ». Il a appelé une nouvelle fois à un « dialogue national ». Les élections auront lieu en novembre et en décembre. AFP

640 ans de prison pour le tortionnaire argentin Scilingo

L'ancien militaire jugé coupable de crimes contre l'Humanité

■ MADRID (AFP) — L'ancien capitaine de corvette argentin Adolfo Scilingo a été condamné hier en Espagne à 640 ans de prison pour crimes contre l'Humanité commis durant la dictature en Argentine (1976-1983), devenant le premier membre du régime militaire argentin jamais condamné en personne à l'étranger.



Adolfo Scilingo

L'ancien militaire était accusé de 30 assassinats, 93 cas de coups et blessures, 255 de terrorisme et 283 de tortures.

Le parquet avait requis 9138 années de prison pour génocide et terrorisme ou crimes contre l'Humanité. Mais le tribunal a jugé « plus adéquat »

de requalifier en crimes contre l'Humanité l'incrimination de génocide retenue par le juge d'instruction Baltasar Garçon.

Scilingo, 58 ans, a écouté sans réagir le verdict dans la salle de l'Audience nationale de Madrid, en même temps qu'une centaine de personnes. « Assassin, tu peux pourrir ! », a lancé une voix dans le public.

Les avocats des parties civiles ont exprimé leur « grande satisfaction » devant un procès et un verdict qu'ils ont qualifiés d'« historiques », mais ils ont regretté que Scilingo n'ait pas été reconnu coupable de génocide.

L'ancien militaire argentin a été re-



Des parents des victimes des crimes commis durant la dictature en Argentine ont manifesté leur joie, à Madrid, à l'annonce de la condamnation d'Adolfo Scilingo.

connu « coupable de crimes contre l'Humanité » et condamné « pour 30 assassinats, à 30 peines de 21 ans de prison pour chacun d'entre eux », puis à cinq ans de prison supplémentaires pour détentions arbitraires et cinq autres années de prison pour tortures.

La durée maximale de sa détention n'excèdera cependant pas 30 ans, en vertu du code pénal en vigueur depuis 1973. Scilingo a déjà purgé quatre ans, a précisé le président du tribunal, le juge Fernando Garcia Nicolas.

Adolfo Scilingo avait été employé durant un peu plus d'un an à l'École de mécanique de l'armée (Esma), un des plus grands centres de détention et de torture du régime militaire argentin, par lequel ont transité 5000 des 30000 détenus disparus sous la dictature. Une centaine de détenus seulement en sortirent vivants.

Il a d'abord plaidé non coupable, après avoir dans un premier temps avoué en 1997 sa participation à des « vols de la mort », au cours desquels il

aurait jeté vivants à la mer 30 opposants. Le tribunal l'a reconnu coupable de ces 30 assassinats.

VOL DE BÉBÉS

En février 1995, Scilingo se confessa au journaliste Horacio Verbitsky, qui en sortit un livre, *Le Vol*.

Il y racontait l'exécution de prisonniers politiques jetés vivants depuis des avions militaires dans l'océan Atlantique et le vol de bébés nés en captivité, deux des pratiques les plus barbares du régime militaire.

Scilingo avait admis en 1997 avoir fait partie des « groupes d'action » chargés d'enlever, de torturer et de faire disparaître les détenus, et avoir été au courant de l'existence dans ce centre d'une salle d'accouchement où des bébés de détenues étaient volés et livrés à des familles de membres de la marine.

Il s'était ensuite rétracté pendant l'instruction et au procès, au cours duquel 71 personnes ont témoigné en personne ou par vidéoconférence depuis l'Argentine, en majorité des survivants de l'ESMA ou d'autres centres de détention clandestins, des juristes, des médecins légistes et des journalistes.

Le juge Garçon, défenseur du principe de juridiction universelle, a également ouvert une instruction en Espagne contre un autre ancien militaire argentin, Ricardo Miguel Cavallo, accusé de crimes contre l'Humanité et emprisonné en Espagne depuis juin 2003 après son extradition par le Mexique.

Il avait obtenu l'arrestation à Londres en 1998 du dictateur chilien Augusto Pinochet pour les crimes de son régime (1973-1990). Mais il avait échoué à obtenir des autorités britanniques son extradition en Espagne. Pinochet avait régné sur son pays, officiellement pour raisons médicales, après 503 jours de détention.

Alerte à la bombe à l'arrivée de Condoleezza Rice à Moscou

MOSCOU (AFP et AP) — La secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice, en voyage à Moscou, a pu gagner son hôtel après qu'une fausse alerte à la bombe l'eut contrainte à bouleverser son programme et à se rendre à la résidence de l'ambassadeur américain, ont annoncé hier des agences russes.

Des experts russes qui ont fouillé l'hôtel Renaissance n'ont trouvé aucun objet suspect. Il y a eu deux alertes, l'une

à l'hôtel même et l'une dans le quartier de l'établissement. Pendant que les services de sécurité russes passaient l'hôtel au crible, Condoleezza Rice s'est rendue à la résidence de l'ambassadeur des États-Unis à Moscou et le reste de sa délégation attendait à l'ambassade.

CRITIQUES

Plus tôt, la secrétaire d'État avait dit clairement son intention de formuler

des critiques lors de sa visite de deux jours, notamment sur le respect de la démocratie et la sécurité nucléaire, tout en soulignant que les États-Unis ne souhaitaient pas isoler la Russie.

Le journal libéral *Kommersant* avançait hier qu'elle allait avertir le Kremlin que la collaboration avec l'Iran sur le nucléaire — Moscou construit la première centrale nucléaire iranienne, à Bouchehr, et doit l'alimenter en ura-

nium enrichi — pourrait lui « apporter beaucoup d'ennuis ». Téhéran est soupçonné par Washington de chercher à se doter de l'arme nucléaire.

Officiellement, M^{me} Rice vient surtout préparer la rencontre entre George W. Bush et Vladimir Poutine prévue à l'occasion des cérémonies du 60^e anniversaire de la victoire sur le nazisme, célébrées le 9 mai prochain à Moscou.

SAMEDI

DANS LE SOLEIL

Le Jour
de la
Terre



Dans le cahier
Zoom

Né aux États-Unis en 1970, le mouvement environnemental Jour de la Terre n'a cessé depuis de prendre de l'ampleur et trouve aujourd'hui écho dans plus de 180 pays. Quelles sont les grandes menaces à la planète? Quelles nuances faut-il faire? Comment lutter contre la dégradation de notre environnement? À lire samedi.

CLD DU BAS-SAINT-LAURENT

1200 emplois créés ou maintenus en 2004

CARL THÉRIAULT
Collaboration spéciale

■ RIMOUSKI — Les huit centres locaux de développement (CLD) du Bas-Saint-Laurent ont contribué en 2004 à la création de plus de 400 emplois et au maintien de 800 autres dans 254 PME de ce territoire de 200 000 habitants.

Selon un relevé effectué par LE SOLEIL, les 2,7 millions \$ dépensés par ces organismes, financés par le gouvernement du Québec et les MRC, ont généré un investissement total de 55,8 millions \$ avec la collaboration d'autres partenaires du secteur public comme les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) ou Investissement Québec.

Les CLD, qui offrent des services d'accompagnement et de soutien technique ou financier auprès de nouveaux entrepreneurs ou à ceux qui sont déjà actifs, travaillent aussi à la préparation de plans locaux de développement, de stratégie d'intervention économique ou de mise en œuvre des pactes ruraux.

DES PROJETS

En 2004, le CLD des Basques a mis en place un plan de développement qui mise sur la valeur ajoutée des produits et services existants et sur la diversification économique. L'année 2005 sera consacrée au suivi de ce plan et à la définition d'un plan de développement touristique.

Dans la Matapédia, le CLD exercera un rôle de leadership, en 2005, dans la création d'une société

de promotion et de diversification industrielle. « Nous espérons convoquer une rencontre au mois de mai. Je ne sais pas quelle forme juridique prendra cette table de concertation industrielle. En 2004, nous avons regardé plusieurs modèles de sociétés de diversification. Jusqu'ici, nous avons consacré beaucoup d'efforts à freiner la décroissance. Il faut aussi penser à la croissance », souligne Martin Dumoulin, directeur général du CLD de la Matapédia, qui est dépendante à 80 % de la forêt pour son économie.

ANNÉE DIFFICILE DANS LE KAMOURASKA

Dans le Kamouraska, 2004 a été une année économique difficile avec la fermeture de l'usine d'Agropur (53 emplois) et les mises à pied annoncées à l'usine de Bombardier à La Pocatière.

« Nous participons à des projets de toutes catégories, comme l'incubateur bioalimentaire, qui a demandé un investissement de 6,8 millions \$, à la relève agricole et à des projets comme celui des 12 emplois d'Almar WBC, qui fabrique des coffrets en bois haut de gamme à Saint-Pascal de Kamouraska », décrit Sylvain Thiboutot, directeur du CLSD du Kamouraska.

Dans la Mitis, le Forum des leaders, qui sera convoqué en juin ou au plus tard à l'automne, aura pour objectif de faire naître une vision commune de développement.

Dans Rimouski-Neigette, après les compressions budgétaires de 2003, le CLD demande un financement supplémentaire de 120 000 \$ pour soutenir ses activités, qui l'ont amené, en 2004, à convoquer un premier forum rural et à doter sept municipalités rurales d'une corporation de développement.

EN BREF

Beaucoup trop vite à Sainte-Flavie

■ RIMOUSKI — Les automobilistes et les camionneurs de l'extérieur qui traversent la municipalité de Sainte-Flavie, sur la route 132, près de Mont-Joli, roulent trop vite. La vitesse excessive constitue une menace pour les résidents, les enfants et les touristes. Les intervenants socio-économiques de la communauté et la SQ prennent les moyens pour faire respecter la zone de 50 km/h, où 80 % des usagers circulent à plus de 60 km/h. Aux grands maux, les grands remèdes. Aujourd'hui, la SQ sensibilisera et informera les usagers de la route. Les résidents de Sainte-Flavie donnent l'exemple en affichant un autocollant sur leur véhicule et en signant un feuillet d'engagement. Des affiches inviteront les routiers et les automobilistes à respecter les limites de vitesse. Une nouvelle zone tampon de 70 km/h, entre les zones de 50 et de 90 km/h, sera aussi créée. *Ernie Wells (collaboration spéciale)*

POSTES COUPÉS CHEZ ALCOA

Le syndicat réserve ses commentaires

■ BAIE-COMEAU — Le Syndicat national des employés de l'aluminium de Baie-Comeau n'a pas encore réagi à la suppression, par la compagnie Alcoa, de 200 postes à son aluminerie de Baie-Comeau. « On n'a pas de réaction pour l'instant, car on ne sait pas encore ce que l'employeur veut en retour de son programme de retraites anticipées », a lancé le président du Syndicat, Denis Bérubé. On le rencontre à ce propos la semaine prochaine. Par la suite, on va analyser la proposition et la présenter à nos membres avant d'en révéler la teneur dans les médias. Rappelons que Alcoa a annoncé ces compressions mercredi dernier. Tous les employés syndiqués et les cadres de 55 ans et plus sont admissibles à ce programme de retraite avant l'heure, qui doit être complété d'ici 2006. L'aluminerie de Baie-Comeau emploie actuellement 1800 personnes. *Steeve Paradis (collaboration spéciale)*

ENTREPOSAGE

Cuicillette + livraison
GRATUITES

Nettoyage -
Réparation -
Transformation
Estimation gratuite

VOTRE MANTEAU NE VOUS SATISFAIT PLUS?
Échangez-le et obtenez
30% de réduction
sur l'achat
d'une nouvelle fourrure
ou
20% sur une
transformation

Prix spécial sur entreposage
de manteaux de drap

PRÉMONT FORGUES
FOURRURES & MANTEAUX

Place de la Cité, 1^{er} étage
2600, boul. Laurier,
Sainte-Foy

FUTURE SHOP

CORRECTION TV à écran plat ACL de 20 po LG 20LA6R: 1055224. L'annonce de ce produit à la page 16 de notre circulaire du 15 avril est erronée. Elle indique que c'est un téléviseur à écran plat 20 po de Panasonic pour 1095 \$. En fait, il s'agit d'un téléviseur à écran plat 20 po de LG 20LA6R. À la place, le client a le choix d'acheter le téléviseur à ACL de 20 po de LG 20LA6R (10045703) ou le téléviseur à ACL de 20 po de Toshiba (20074) 10046901 au prix annoncé de 999,99 \$. Nous sommes désolés pour tout inconvenient que cette situation aurait pu causer à notre distinguée clientèle.

Nouvelle adresse

**Club Voyages Inter
et Inter Voyage Place de la Cité**

fusionnent leurs opérations

Venez les rencontrer **dès le 18 avril**
dans leurs nouveaux locaux situés

au 1398, chemin Ste-Foy
(coin Marguerite-Bourgeois)

653-1024

club voyages INTERVOYAGE

PAVÉ ART-TECH

Ste-Marie: (418) 386-3396 - www.paveart-tech.com



PRESCRITS POUR L'ÉTÉ

Pneus 4 saisons 14"

À PARTIR DE **69,95\$**

Prescrits pour votre voiture

UNIROYAL ^{MD} TIGER PAW ^{MD} FREEDOM ^{MD}	P185/75R14	69,95\$
UNIROYAL ^{MD} TIGER PAW ^{MD} FREEDOM ^{MD}	P205/70R15	89,95\$
UNIROYAL ^{MD} TIGER PAW ^{MD} FREEDOM ^{MD}	P225/60R16	99,95\$
GOODYEAR INTEGRITY	P185/75R14	89,95\$
GOODYEAR INTEGRITY	P225/60R16	139,95\$
BFGOODRICH ^{MD} CONTROL PLUS ^{MC}	P205/70R15	109,95\$
BFGOODRICH ^{MD} CONTROL PLUS ^{MC}	P225/60R16	129,95\$
MICHELIN ^{MD} HARMONY ^{MC}	P185/75R14	129,95\$
GOODYEAR ASSURANCE-COMFORTRED	P205/70R15	139,95\$

Prescrits pour votre camionnette

UNIROYAL ^{MD} LAREDO ^{MD} AWP ^{MC}	P235/75R15	129,95\$
UNIROYAL ^{MD} LAREDO ^{MD} AWP ^{MC}	LT245/75R16	169,95\$
GOODYEAR WRANGLER RT/S	P235/75R15	159,95\$
BFGOODRICH ^{MD} ALL TERRAIN T/A ^{MD} KO	LT245/75R16	209,95\$

UNIROYAL **MICHELIN** **BFGoodrich** **GOODYEAR**
PIRELLI **BRIDGESTONE** **Firestone** **GENERAL TIRE**

Freins avant
PIÈCES D'ORIGINE GM

À PARTIR DE **149,95\$**

Offrez les meilleurs
soins à votre GM!

GM
Canada
**Service
Goodwrench**

Bien fait. À temps.

